



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



Banque Royale du Canada | Troisième trimestre de 2013

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2013

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 29 août 2013 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd’hui un bénéfice net record de 2 304 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, en hausse de 64 millions, ou 3 %, par rapport à l’exercice précédent, et de 368 millions, ou 19 %, par rapport au dernier trimestre. Nous avons également annoncé une hausse de 0,04 \$, ou 6 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,67 \$ par action.

En excluant les éléments précisés pour lesquels une analyse est présentée ci-après, le bénéfice net s’est établi à 2 214 millions de dollars, soit une hausse de 236 millions, ou 12 %⁽¹⁾, par rapport à l’exercice précédent et de 247 millions, ou 13 %⁽¹⁾, par rapport au dernier trimestre. Ces solides résultats tiennent à la bonne performance continue de la plupart de nos secteurs d’activité, y compris le bénéfice record des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

« Nous continuons d’afficher une solide performance, comme en témoigne notre bénéfice record de plus de 2,3 milliards de dollars, et nous tirons parti de la vigueur et de l’envergure de nos activités ainsi que de notre solide position de capital pour assurer la mise à exécution fructueuse de notre stratégie de croissance disciplinée, dans un contexte de croissance lente », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. « Nous sommes également heureux d’annoncer aujourd’hui une hausse de 6 % de notre dividende trimestriel. »

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 304 millions de dollars (en hausse de 3 % par rapport à 2 240 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,52 \$ (en hausse de 0,05 \$ par rapport à 1,47 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,9 % (en baisse par rapport à 22,7 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,2 %, calculé en vertu de l’accord de Bâle III

Cumul annuel pour 2013 par rapport au cumul annuel pour 2012

- Bénéfice net de 6 310 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 5 628 millions)
- Bénéfice dilué par action de 4,15 \$ (en hausse de 0,47 \$ par rapport à 3,68 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,7 % (en hausse par rapport à 19,6 %)

Les résultats et mesures excluant les éléments précisés⁽¹⁾ comprennent un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars ce trimestre, une charge de restructuration de 44 millions (31 millions après impôt) comptabilisée au trimestre précédent et des ajustements nets favorables de 262 millions après impôt comptabilisés à l’exercice précédent. Pour plus de détails sur nos résultats excluant ces éléments, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport.

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

- Bénéfice net de 2 214 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 1 978 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,46 \$ (en hausse de 0,17 \$ par rapport à 1,29 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,0 % (en hausse par rapport à 19,9 %)

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Cumul annuel pour 2013 par rapport au cumul annuel pour 2012

- Bénéfice net de 6 251 millions de dollars (en hausse de 12 % par rapport à 5 568 millions)
- Bénéfice dilué par action de 4,11 \$ (en hausse de 0,47 \$ par rapport à 3,64 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,5 % (en hausse par rapport à 19,3 %)

(1) Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	9	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	36	Rendement au chapitre de la qualité du crédit
2	Rapport de gestion	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	38	Risque de marché
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	19	Gestion de patrimoine	41	Gestion des liquidités et du financement
2	Vue d’ensemble	20	Assurances	46	Gestion du capital
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	21	Services aux investisseurs et trésorerie	51	Information financière supplémentaire
3	Faits saillants financiers et autres	22	Marchés des Capitaux	51	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	Services de soutien généraux	52	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4	Principaux événements de 2013	24	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	53	Transactions entre parties liées
5	Rendement financier	25	Résultats par secteur géographique	54	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
5	Vue générale	26	Situation financière	60	Notes annexes (non audité)
9	Résultats des secteurs d’exploitation	26	Bilans résumés	89	Renseignements à l’intention des actionnaires
9	Évaluation et présentation des secteurs d’exploitation	27	Arrangements hors bilan		
		30	Gestion du risque		
		30	Risque de crédit		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats opérationnels et notre situation financière au 31 juillet 2013 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013. Le présent rapport de gestion, daté du 28 août 2013, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2012. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*.

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2012, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2013, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats opérationnels aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, les risques liés à l'environnement réglementaire et juridique, à l'assurance, à la réputation et aux stratégies, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2013; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris ceux liés à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, aux mesures de protection des consommateurs et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; la conjoncture commerciale et économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2013 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2012, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2013. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2012, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2013.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. Elle est la plus importante banque au Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs et des services bancaires de gros. Nous comptons environ 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 44 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	7 218 \$	7 769 \$	7 756 \$	22 897 \$	22 254 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	288	324	904	939
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	263	938	1 000	1 906	2 851
Frais autres que d'intérêt	4 001	4 011	3 759	12 063	11 287
Bénéfice net avant impôt	2 687	2 532	2 673	8 024	7 177
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304	1 936	2 240	6 310	5 679
Perte nette liée aux activités abandonnées	—	—	—	—	(51)
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Secteurs – bénéfice net lié aux activités poursuivies					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 180 \$	1 057 \$	1 102 \$	3 357 \$	3 054 \$
Gestion de patrimoine	236	225	156	694	556
Assurances	160	166	179	490	520
Services aux investisseurs et trésorerie	104	67	51	251	13
Marchés des Capitaux	388	386	429	1 238	1 171
Services de soutien généraux	236	35	323	280	365
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 679 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,54 \$	1,28 \$	1,49 \$	4,18 \$	3,72 \$
– dilué	1,52	1,27	1,47	4,15	3,68
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	20,9 %	18,5 %	22,7 %	19,7 %	19,6 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – de base	1,54 \$	1,28 \$	1,49 \$	4,18 \$	3,75 \$
– dilué	1,52	1,27	1,47	4,15	3,71
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	20,9 %	18,5 %	22,7 %	19,7 %	19,7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,26 %	0,29 %	0,34 %	0,30 %	0,34 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,50 %	0,54 %	0,55 %	0,50 %	0,55 %
Ratios de capital et coefficients (3)					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (3)	9,2 %	9,1 %	s.o.(3)	9,2 %	s.o.(3)
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	11,2 %	13,0 %	11,3 %	13,0 %
Ratio du capital total	13,7 %	14,0 %	15,0 %	13,7 %	15,0 %
Coefficient actif-capital (4)	16,8 X	16,6 X	16,7 X	16,8 X	16,7 X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	851 304 \$	867 530 \$	824 394 \$	851 304 \$	824 394 \$
Valeurs mobilières	174 302	176 329	158 390	174 302	158 390
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	402 220	396 603	373 216	402 220	373 216
Actifs liés aux dérivés	77 846	93 693	103 257	77 846	103 257
Dépôts	546 213	531 247	502 804	546 213	502 804
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	42 614	41 438	38 357	42 614	38 357
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	42 200	41 000	37 700	41 100	36 600
Actif pondéré en fonction du risque	314 804	311 437	278 418	314 804	278 418
Biens sous gestion	376 900	373 100	327 800	376 900	327 800
Biens administrés (5)	3 906 100	3 912 100	3 415 900	3 906 100	3 415 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 443 350	1 445 238	1 443 457	1 444 686	1 441 488
– moyenne (diluée)	1 465 991	1 468 008	1 469 513	1 467 781	1 467 964
– à la fin	1 440 178	1 444 372	1 444 300	1 440 178	1 444 300
Dividendes déclarés par action	0,63 \$	0,63 \$	0,57 \$	1,86 \$	1,68 \$
Rendement de l'action (6)	4,1 %	4,1 %	4,3 %	4,1 %	4,4 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	64,16 \$	60,78 \$	51,38 \$	64,16 \$	51,38 \$
Capitalisation boursière (TSX)	92 402	87 789	74 208	92 402	74 208
Renseignements généraux liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	75 376	74 600	75 139	75 376	75 139
Nombre de succursales	1 368	1 368	1 355	1 368	1 355
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	5 043	5 114	4 948	5 043	4 948
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,963 \$	0,982 \$	0,982 \$	0,983 \$	0,992 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,974 \$	0,993 \$	0,997 \$	0,974 \$	0,997 \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital pour la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est sans objet (s.o.) pour les périodes précédentes, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet au premier trimestre de 2013. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.

(5) Comprend les biens administrés par les Services aux investisseurs et un montant de 33,3 milliards de dollars (35,8 milliards au 30 avril 2013; 37,9 milliards au 31 juillet 2012) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.

(6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 28 août 2013

Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au deuxième trimestre civil de 2013 s'est établi à 1,7 % et découle du solide niveau des dépenses de consommation et du niveau modéré des investissements effectués par les entreprises. La solidité enregistrée à la première moitié du trimestre civil a neutralisé les pertes de production imputables aux inondations survenues en Alberta et à la grève dans le secteur de la construction au Québec. Le taux de chômage s'est établi à 7,2 % en juillet 2013, soit un taux inchangé par rapport à avril 2013. Les activités sur le marché de l'habitation se sont améliorées légèrement au cours du trimestre, le maintien de faibles taux d'intérêt et les tendances positives au chapitre de l'emploi ayant été atténués par les préoccupations concernant le crédit aux ménages. Pour 2013, nous prévoyons une croissance de l'économie d'environ 1,9 %, légèrement en hausse par rapport à notre estimation précédente de 1,8 %. Comme nous l'avions prévu, la Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 1 % en juillet 2013, et nous nous attendons à ce qu'elle maintienne ce taux jusqu'au deuxième semestre de 2014.

États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au deuxième trimestre civil de 2013 s'est établi à 1,7 %, résultat qui reflète une croissance modérée des investissements effectués par les entreprises et des dépenses de consommation, ainsi que la reprise continue du marché de l'habitation et du marché du travail. Nous prévoyons une croissance de l'économie de 1,6 % au cours de l'année civile 2013, en baisse par rapport à notre estimation précédente de 2,1 %. La Réserve fédérale a maintenu les taux d'intérêt à des planchers historiques, la fourchette des fonds fédéraux étant de 0,0 % à 0,25 %. Elle a également poursuivi son programme d'achats mensuels d'actifs, mais nous prévoyons un ralentissement de ces achats à compter de l'automne 2013. En raison de l'amélioration graduelle de l'économie et du taux de chômage actuel, qui est de 7,4 %, nous ne nous attendons pas à ce que la Réserve fédérale modifie ses taux au cours de l'année civile 2013.

Europe

Le taux de croissance estimatif de l'économie dans la zone euro a augmenté au deuxième trimestre civil de 2013 et s'est établi à 0,3 %, mais les mesures d'austérité budgétaire et le taux de chômage élevé entraîneront probablement une reprise modérée. De façon générale, pour l'année civile 2013, nous nous attendons à une contraction de l'économie dans la zone euro de (0,5) %, qui reflète l'incidence des restrictions budgétaires. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne maintienne son taux d'intérêt à 0,50 % pour l'année civile 2013.

Marchés financiers

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont affiché une amélioration graduelle au cours de notre troisième trimestre de 2013, en raison de la croissance continue de l'économie aux États-Unis et du maintien d'une politique monétaire expansionniste. Bien que les taux de rendement actuels des obligations d'État et de sociétés à long terme demeurent à de faibles niveaux historiques et que les conditions du crédit demeurent favorables, les rendements et la volatilité des écarts de taux ont augmenté ce trimestre, en raison en partie des préoccupations du marché concernant l'élimination graduelle prévue du programme d'assouplissement quantitatif aux États-Unis. Ces préoccupations ont eu une incidence défavorable sur les revenus tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe ce trimestre. Les marchés des actions, principalement aux États-Unis et au Japon, ont continué de s'améliorer, mais il existe encore des incertitudes sur les marchés européens.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, et nous nous efforçons de faire en sorte que toute répercussion possible d'ordre commercial ou économique soit réduite au minimum. Les faits nouveaux susceptibles de se répercuter de façon importante sur nos activités comprennent les dispositions édictées en vertu de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis, notamment l'article 619, intitulé *Prohibition on Proprietary Trading* (la « règle Volcker »), et les articles 165 et 166, intitulés *Enhanced Prudential Standards* et *Early Remediation Requirements* pour les banques étrangères exerçant des activités aux États-Unis, la réglementation des opérations sur dérivés transfrontalières et d'autres initiatives liées à Dodd-Frank, de même que les réformes mondiales concernant les dérivés hors cote, la publication, aux États-Unis, de règles en matière de capital basées sur l'accord de Bâle III et d'autres règles en matière de capital, ainsi que les modifications aux exigences concernant le capital et les liquidités apportées par le CBCB (accord de Bâle III). En juin 2013, le CBCB a proposé des révisions au cadre de gestion du ratio de levier financier mis en place en décembre 2010, en vertu desquelles les institutions financières devront se conformer à des exigences mondiales en matière de levier financier. En juillet 2013, le département du Trésor des États-Unis et l'Internal Revenue Service ont annoncé le report, pour une période de six mois, d'un certain nombre de dates clés prévues en vertu de la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). La mise en œuvre des mesures prises pour assurer la conformité à toutes les exigences de la FATCA se poursuit selon l'échéancier prévu. En octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du Conseil de stabilité financière a publié ses recommandations visant la divulgation accrue, par les banques et d'autres institutions financières, de renseignements concernant les risques. Nous continuons d'accroître les informations que nous présentons dans le présent rapport en réponse aux recommandations. Le 1^{er} août 2013, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a annoncé de nouveaux plafonds s'appliquant aux émetteurs de titres liés au Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH) pour le mois d'août. La SCHL a également annoncé que les lignes directrices pourraient être révisées dans l'avenir. Nous examinons cette annonce et évaluons son incidence possible sur le marché des prêts hypothécaires, nos plans en matière de financement, ainsi que toutes répercussions possibles sur la liquidité du marché des titres adossés à des créances hypothécaires au Canada.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risque découlant des faits nouveaux en matière de réglementation à l'échelle mondiale qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2012. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Principaux événements de 2013**Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. (Ally Canada)**

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition d'Ally Canada, en contrepartie d'un montant en trésorerie totalisant 3,7 milliards de dollars. Les activités d'Ally Canada fournissent des services financiers, y compris le financement des stocks, directement aux concessionnaires automobiles et elles offrent également du financement aux consommateurs par l'intermédiaire des concessions. Cette acquisition nous permet d'accroître l'envergure de nos activités actuelles de financement automobile aux particuliers et aux entreprises. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier**Vue générale****Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012**

Le bénéfice net s'est établi à 2 304 millions de dollars, soit une hausse de 64 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,52 \$, en hausse de 0,05 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 20,9 %, en baisse de 180 points de base. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,2 %.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net a augmenté de 236 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,17 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 10 points de base. Notre bénéfice net reflète la forte croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles et au Canada, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit, ainsi que la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. De plus, nos résultats ont été touchés de façon favorable par la diminution de la rémunération variable et par un ajustement fiscal favorable lié au premier semestre de l'exercice comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux, par le rendement amélioré des Services aux investisseurs, et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des services de banque d'investissement dans le secteur Marchés des Capitaux, par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 10 points de base, même si nous détenons des capitaux propres ordinaires plus élevés, conformément aux exigences en matière de capital prévues par l'accord de Bâle III qui sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2013.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 368 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,25 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 240 points de base, par rapport au dernier trimestre.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net s'est accru de 247 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,17 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 120 points de base. L'augmentation du bénéfice net est essentiellement attribuable aux ajustements fiscaux nets favorables comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux, et à l'incidence favorable de facteurs saisonniers touchant principalement le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, le trimestre considéré comptant quelques jours de plus. La hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et la croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens ont également contribué à l'augmentation. Nos résultats ont également été touchés par un ajustement fiscal favorable lié au premier semestre de l'exercice considéré, qui touche le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des services de banque d'investissement dans la plupart des secteurs géographiques, ainsi que par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 6 310 millions de dollars, en hausse de 682 millions, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois s'est établi à 4,15 \$, en hausse de 0,47 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 19,7 %, en hausse de 10 points de base.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net s'est accru de 683 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,47 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,5 %, en hausse de 20 points de base. Nos résultats reflètent la forte croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens et la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos services bancaires au Canada et dans les Antilles, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, et au rendement amélioré des Services aux investisseurs. De plus, notre bénéfice net a été touché de façon favorable par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2012, nous n'avons plus aucune activité abandonnée, étant donné que la vente de nos services bancaires de détail régionaux aux États-Unis a été conclue au deuxième trimestre de 2012. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est élevée à 51 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, et elle était imputable aux pertes opérationnelles liées aux services bancaires de détail régionaux aux États-Unis.

L'incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés a été négligeable en ce qui a trait aux résultats du troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 et au deuxième trimestre de 2013, ainsi qu'aux résultats des neuf premiers mois de 2013 par rapport aux neuf premiers mois de 2012.

Éléments précisés

Nos résultats au troisième trimestre ont été touchés par un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent. Nos résultats au trimestre précédent ont été touchés par une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe. Nos résultats au troisième trimestre de l'exercice précédent ont été touchés par des ajustements nets favorables de 262 millions après impôt, y compris une reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions et un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés découlant du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'Agence du revenu du Canada (ARC), un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) lié à une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, et une perte de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC (Dexia)). La perte totale liée à cette acquisition s'est élevée à 224 millions de dollars (213 millions après impôt) pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012. Les résultats excluant ces éléments précisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013, les périodes correspondantes de l'exercice précédent et le trimestre clos le 30 avril 2013 sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Revenu d'intérêt	5 350 \$	5 133 \$	5 379 \$	15 760 \$	15 650 \$
Frais d'intérêt	1 957	1 910	2 090	5 859	6 327
Revenu net d'intérêt	3 393 \$	3 223 \$	3 289 \$	9 901 \$	9 323 \$
Services de placement (1)	1 652 \$	1 563 \$	1 321 \$	4 739 \$	3 910 \$
Activités d'assurance (1)	561	1 246	1 323	2 828	3 799
Activités de négociation	100	151	295	607	1 040
Services bancaires (1)	1 052	1 018	986	3 139	2 780
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	305	401	379	1 175	1 059
Autres (1)	155	167	163	508	343
Revenus autres que d'intérêt	3 825 \$	4 546 \$	4 467 \$	12 996 \$	12 931 \$
Total des revenus	7 218 \$	7 769 \$	7 756 \$	22 897 \$	22 254 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	418 \$	415 \$	365 \$	1 271 \$	1 165 \$
Revenus autres que d'intérêt	100	151	295	607	1 040
Total des revenus tirés des activités de négociation	518 \$	566 \$	660 \$	1 878 \$	2 205 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2012 pour une définition de ces catégories.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total des revenus a diminué de 538 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 104 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient compte de la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'un ajustement de 125 millions lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. En excluant cet ajustement au titre du remboursement anticipé, le revenu net d'intérêt s'est accru de 229 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. L'augmentation du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux, qui reflète en grande partie la hausse du revenu de dividendes et la forte croissance des volumes liés aux activités de prêts, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un revenu d'intérêt de 72 millions de dollars lié au remboursement d'impôts payés par suite du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC.

Les revenus tirés des activités d'investissement ont augmenté de 331 millions de dollars, ou 25 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui tient aux ventes nettes et à l'appréciation du capital ainsi que de l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs.

Les revenus tirés des activités d'assurance ont diminué de 762 millions de dollars, ou 58 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance résultant de la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni et par l'accroissement des primes liées à nos produits de réassurance, lequel reflète la croissance des volumes.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 195 millions de dollars, ou 66 %. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est chiffré à 518 millions de dollars, en baisse de 142 millions, ou 22 %, en raison principalement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, qui s'explique en partie par les préoccupations du marché concernant l'élimination graduelle prévue du programme d'assouplissement quantitatif aux États-Unis. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 66 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui découle essentiellement des revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs et de l'accroissement des revenus de change découlant essentiellement de la hausse des volumes de transactions. L'augmentation des honoraires tirés des services de gestion et l'accroissement des volumes de transactions sur cartes de crédit dans le secteur Services aux particuliers et aux entreprises ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, comparativement aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 74 millions de dollars, ou 20 %, en raison essentiellement de la réduction des activités de fusion et d'acquisition dans tous les secteurs géographiques. La diminution est aussi imputable à la baisse des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des activités de montage de titres de participation, principalement aux États-Unis.

Les revenus excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé pour le trimestre clos le 31 juillet 2012 sont une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total des revenus a diminué de 551 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison en grande partie de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à la réduction des services de banque d'investissement dans la plupart des secteurs géographiques, et aux revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe découlant des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, comme il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, par la croissance des volumes dans l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, et par la hausse des revenus tirés d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 643 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient essentiellement à la forte croissance liée à nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, principalement aux États-Unis, et à la croissance solide des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs, ainsi qu'à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que par la diminution des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par l'ajustement au titre du remboursement anticipé dont il est fait mention ci-dessus.

Dotation à la provision pour pertes sur créances**Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos services bancaires dans les Antilles et au Canada reflétant l'amélioration de la qualité du crédit, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 21 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des dotations des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 35 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la baisse des dotations liées à nos services bancaires au Canada et dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 737 millions de dollars, ou 74 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, laquelle reflète les modifications apportées à nos réseaux de distribution.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 675 millions de dollars, ou 72 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 945 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Salaires	1 177 \$	1 174 \$	1 077 \$	3 482 \$	3 181 \$
Rémunération variable	921	963	907	2 966	2 766
Avantages du personnel et conservation du personnel	336	338	281	1 012	889
Rémunération fondée sur des actions	52	76	48	209	119
Ressources humaines	2 486 \$	2 551 \$	2 313 \$	7 669 \$	6 955 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	7	–	168
Autres charges	1 515	1 460	1 439	4 394	4 164
Frais autres que d'intérêt	4 001 \$	4 011 \$	3 759 \$	12 063 \$	11 287 \$

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 242 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète principalement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, à la hausse de la rémunération variable du secteur Gestion de patrimoine, laquelle découle des revenus à la hausse enregistrés, ainsi qu'à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 10 millions de dollars, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une charge de restructuration de 44 millions liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe. En excluant la charge de restructuration, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 34 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui reflète principalement l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la diminution de la rémunération variable, laquelle tient essentiellement à la diminution des services de banque d'investissement et aux résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 776 millions de dollars, ou 7 %. En excluant la charge de restructuration de 44 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia et d'autres coûts liés à l'acquisition de 188 millions, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 920 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à la hausse de la rémunération variable tenant principalement à l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine, à la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, et à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion des coûts.

Les frais autres que d'intérêt excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, pour la période correspondante de l'exercice précédent et pour le trimestre clos le 30 avril 2013 sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Bénéfice net avant impôt	2 687 \$	2 532 \$	2 673 \$	8 024 \$	7 177 \$
Impôt sur le résultat	383 \$	596 \$	433 \$	1 714 \$	1 498 \$
Taux d'imposition effectif (1)	14,3 %	23,5 %	16,2 %	21,4 %	20,9 %

(1) Impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Nos résultats ont été touchés par des éléments précisés. Les résultats de la période considérée tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent. Les résultats du troisième trimestre de l'exercice précédent tenaient compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

La charge d'impôt a diminué de 50 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, et le taux d'imposition effectif s'est élevé à 14,3 %, en baisse de 190 points de base par rapport à 16,2 % à l'exercice précédent, résultats qui tiennent essentiellement aux ajustements fiscaux favorables dont il est fait mention ci-dessus et à la réduction du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé au cours de l'exercice considéré. Les résultats de l'exercice précédent ont été favorablement touchés par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

La charge d'impôt a diminué de 213 millions de dollars, ou 36 %, par rapport au trimestre précédent, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 14,3 %, en baisse de 920 points de base par rapport à 23,5 % au trimestre précédent, en raison essentiellement de la comptabilisation, au cours de la période considérée, d'ajustements fiscaux nets favorables.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôt a augmenté de 216 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 21,4 %, en hausse de 50 points de base par rapport à 20,9 %, résultat qui tient essentiellement à la baisse du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux, facteur neutralisé en partie par les ajustements fiscaux nets favorables dont il est fait mention ci-dessus. Le taux d'imposition effectif à l'exercice précédent a été touché de façon favorable par le règlement de questions fiscales dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Résultats des secteurs d'exploitation**Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2012. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR**Mesures du rendement****Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2012.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2013							le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 156 \$	228 \$	158 \$	100 \$	371 \$	203 \$	2 216 \$	1 848 \$	2 152 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 550 \$	5 450 \$	1 400 \$	2 050 \$	11 650 \$	7 100 \$	42 200 \$	41 000 \$	37 700 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	31,6 %	16,6 %	44,6 %	19,5 %	12,7 %	n.s.	20,9 %	18,5 %	22,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2013							le 31 juillet 2012
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 290 \$	668 \$	484 \$	241 \$	1 186 \$	175 \$	6 044 \$	5 361 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	13 700 \$	5 400 \$	1 450 \$	2 000 \$	11 050 \$	7 500 \$	41 100 \$	36 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	32,1 %	16,6 %	44,5 %	16,3 %	14,3 %	n.s.	19,7 %	19,6 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives de chaque secteur d'exploitation à la valeur pour l'actionnaire. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Nous avons révisé le coût des capitaux propres sur une base prospective au premier trimestre de 2013; ce coût, qui était de 9,5 % en 2012, a été ramené à 8,5 %, en raison principalement du maintien de faibles taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012
	le 31 juillet 2013								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 180 \$	236 \$	160 \$	104 \$	388 \$	236 \$	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	(1)	–	(22)	(25)	(24)	(24)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	7	17	–	7	1	(1)	31	29	29
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	7
Bénéfice net ajusté	1 185 \$	253 \$	160 \$	110 \$	389 \$	213 \$	2 310 \$	1 941 \$	2 252 \$
Moins : Charge de capital	334	125	33	47	269	159	967	914	966
Bénéfice économique	851 \$	128 \$	127 \$	63 \$	120 \$	54 \$	1 343 \$	1 027 \$	1 286 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2012
	le 31 juillet 2013							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	3 357 \$	694 \$	490 \$	251 \$	1 238 \$	280 \$	6 310 \$	5 628 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(1)	–	(1)	–	(69)	(74)	(74)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	18	51	–	17	1	–	87	100
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	168
Bénéfice net ajusté	3 372 \$	744 \$	490 \$	267 \$	1 239 \$	211 \$	6 323 \$	5 822 \$
Moins : Charge de capital	936	368	100	136	759	504	2 803	2 795
Bénéfice économique	2 436 \$	376 \$	390 \$	131 \$	480 \$	(293)\$	3 520 \$	3 027 \$

Résultats excluant les éléments précisés

Nos résultats au troisième trimestre ont été touchés par un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent. Nos résultats au trimestre précédent ont été touchés par une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe. Nos résultats au troisième trimestre de l'exercice précédent ont été touchés par des ajustements nets favorables de 262 millions de dollars après impôt, y compris une reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions et un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié au remboursement d'impôts payés découlant du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) lié à une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, et une perte de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La perte totale liée à cette acquisition s'est élevée à 224 millions de dollars (213 millions après impôt) pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments précisés dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, ce qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures excluant les éléments précisés :

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2013			le 30 avril 2013		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Ajustement fiscal (1)	Données ajustées	Données présentées	Charge de restructuration (2)	Données ajustées
Activités poursuivies						
Total des revenus	7 218 \$	– \$	7 218 \$	7 769 \$	– \$	7 769 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	–	267	288	–	288
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	263	–	263	938	–	938
Frais autres que d'intérêt	4 001	–	4 001	4 011	(44)	3 967
Bénéfice net avant impôt	2 687 \$	– \$	2 687 \$	2 532 \$	44 \$	2 576 \$
Impôt sur le résultat	383	90	473	596	13	609
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304 \$	(90)\$	2 214 \$	1 936 \$	31 \$	1 967 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net	2 304 \$	(90)\$	2 214 \$	1 936 \$	31 \$	1 967 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 216 \$	(90)\$	2 126 \$	1 848 \$	31 \$	1 879 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 350		1 443 350	1 445 238		1 445 238
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,54 \$	(0,06)\$	1,48 \$	1,28 \$	0,02 \$	1,30 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,54 \$	(0,06)\$	1,48 \$	1,28 \$	0,02 \$	1,30 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 465 991		1 465 991	1 468 008		1 468 008
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,52 \$	(0,06)\$	1,46 \$	1,27 \$	0,02 \$	1,29 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,52 \$	(0,06)\$	1,46 \$	1,27 \$	0,02 \$	1,29 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	42 200 \$		42 200 \$	41 000 \$		41 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	20,9 %		20,0 %	18,5 %		18,8 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (3)	20,9 %		20,0 %	18,5 %		18,8 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	14,3 %		17,6 %	23,5 %		23,6 %

(1) L'ajustement fiscal favorable est lié à l'exercice précédent.

(2) La charge de restructuration est liée à l'intégration des Services aux Investisseurs et touche principalement nos activités en Europe.

(3) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

	Pour le trimestre clos					
	le 31 juillet 2012					
	Données présentées	Éléments exclus			Total partiel	Données ajustées
Règlement de questions fiscales (1)		Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (2)	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (3)			
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)						
Activités poursuivies						
Total des revenus	7 756 \$	(72)\$	(125)\$	– \$	(197)\$	7 559 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	324	–	–	–	–	324
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 000	–	–	–	–	1 000
Frais autres que d'intérêt	3 759	–	–	(12)	(12)	3 747
Bénéfice net avant impôt	2 673 \$	(72)\$	(125)\$	12 \$	(185)\$	2 488 \$
Impôt sur le résultat	433	109	(33)	1	77	510
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 240 \$	(181)\$	(92)\$	11 \$	(262)\$	1 978 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Bénéfice net	2 240 \$	(181)\$	(92)\$	11 \$	(262)\$	1 978 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 152 \$	(181)\$	(92)\$	11 \$	(262)\$	1 890 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 457					1 443 457
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,49 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,01 \$	(0,18)\$	1,31 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,49 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,01 \$	(0,18)\$	1,31 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 469 513					1 469 513
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,47 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	– \$	(0,18)\$	1,29 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,47 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	– \$	(0,18)\$	1,29 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37 700 \$					37 700 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	22,7 %					19,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (4)	22,7 %					19,9 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	16,2 %					20,5 %

(1) La reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et le revenu d'intérêt comptabilisés à l'exercice précédent sont liés au règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC.

(2) Concerne une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour plus de détails, se reporter à la section Résultats excluant l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires comptabilisés dans les secteurs Services aux particuliers et aux entreprises et Services bancaires canadiens présentée ci-après.

(3) Comprend une réduction de valeur d'autres immobilisations incorporelles de 7 millions de dollars (avant et après impôt), et d'autres coûts de 5 millions (4 millions après impôt).

(4) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Pour les périodes de neuf mois closes

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	le 31 juillet 2013				le 31 juillet 2012					
	Éléments exclus				Éléments exclus					
	Données présentées	Ajustement fiscal (1)	Charge de restructuration (2)	Données ajustées	Données présentées	Règlement de questions fiscales (3)	Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (4)	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (5)	Total partiel	Données ajustées
Activités poursuivies										
Total des revenus	22 897 \$	– \$	– \$	22 897 \$	22 254 \$	(72)\$	(125)\$	36 \$	(161)\$	22 093 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	904	–	–	904	939	–	–	–	–	939
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 906	–	–	1 906	2 851	–	–	–	–	2 851
Frais autres que d'intérêt	12 063	–	(44)	12 019	11 287	–	–	(188)	(188)	11 099
Bénéfice net avant impôt	8 024 \$	– \$	44 \$	8 068 \$	7 177 \$	(72)\$	(125)\$	224 \$	27 \$	7 204 \$
Impôt sur le résultat	1 714	90	13	1 817	1 498	109	(33)	11	87	1 585
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	6 310 \$	(90)\$	31 \$	6 251 \$	5 679 \$	(181)\$	(92)\$	213 \$	(60)\$	5 619 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	– \$	– \$	– \$	– \$	(51)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	(51)\$
Bénéfice net	6 310 \$	(90)\$	31 \$	6 251 \$	5 628 \$	(181)\$	(92)\$	213 \$	(60)\$	5 568 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	6 044 \$	(90)\$	31 \$	5 985 \$	5 361 \$	(181)\$	(92)\$	213 \$	(60)\$	5 301 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 444 686			1 444 686	1 441 488					1 441 488
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,18 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,14 \$	3,72 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,15 \$	(0,04)\$	3,68 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	4,18 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,14 \$	3,75 \$	(0,13)\$	(0,06)\$	0,15 \$	(0,04)\$	3,71 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 467 781			1 467 781	1 467 964					1 467 964
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,15 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,11 \$	3,68 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	0,14 \$	(0,04)\$	3,64 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	4,15 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,11 \$	3,71 \$	(0,12)\$	(0,06)\$	0,14 \$	(0,04)\$	3,67 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	41 100 \$			41 100 \$	36 600 \$					36 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (6)	19,7 %			19,5 %	19,6 %					19,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies (6)	19,7 %			19,5 %	19,7 %					19,5 %
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	21,4 %			22,5 %	20,9 %					22,0 %

(1) L'ajustement fiscal favorable est lié à l'exercice précédent.

(2) La charge de restructuration est liée à l'intégration des Services aux Investisseurs et touche principalement nos activités en Europe.

(3) La reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et le revenu d'intérêt comptabilisés à l'exercice précédent sont liés au règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC.

(4) Concerne une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour plus de détails, se reporter à la section Résultats excluant l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires comptabilisés dans les secteurs Services aux particuliers et aux entreprises et Services bancaires canadiens présentée ci-après.

(5) La perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent se compose d'une perte de valeur de 168 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'autres coûts relatifs à l'acquisition de 20 millions (19 millions après impôt), ainsi qu'une perte de 36 millions (26 millions après impôt) qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange.

(6) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Résultats excluant l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires comptabilisés dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services bancaires canadiens

Les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services bancaires canadiens comptabilisés à l'exercice précédent ont été touchés par un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, comme l'illustrent les tableaux ci-après. À l'exercice précédent, nous avons déterminé que les intérêts liés au remboursement anticipé que nous prévoyons percevoir sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires ne peuvent être estimés de façon fiable, et nous excluons maintenant ces intérêts du calcul du taux d'intérêt effectif des prêts hypothécaires nouvellement montés. Cette modification a été appliquée comme un changement d'estimation comptable à l'exercice précédent. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de cet élément précisé dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, ce qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures excluant l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires :

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2012		
	Données présentées	Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires	Données ajustées	Données présentées	Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires	Données ajustées
Revenu net d'intérêt	2 391 \$	(125)\$	2 266 \$	6 759 \$	(125)\$	6 634 \$
Revenus autres que d'intérêt	909	–	909	2 655	–	2 655
Total des revenus	3 300	(125)	3 175	9 414	(125)	9 289
Dotation à la provision pour pertes sur créances	300	–	300	869	–	869
Frais autres que d'intérêt	1 508	–	1 508	4 406	–	4 406
Bénéfice net avant impôt	1 492	(125)	1 367	4 139	(125)	4 014
Bénéfice net	1 102 \$	(92)\$	1 010 \$	3 054 \$	(92)\$	2 962 \$
Principales données et autres renseignements						
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 079 \$	(92)\$	987 \$	2 983 \$	(92)\$	2 891 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12 550	–	12 550	12 800	–	12 800
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	34,2 %		31,3 %	31,1 %		30,1 %
Revenu net d'intérêt	2 391 \$	(125)\$	2 266 \$	6 759 \$	(125)\$	6 634 \$
Moyenne du total des actifs productifs	319 800	–	319 800	313 500	–	313 500
Marge nette d'intérêt	2,97 %		2,82 %	2,88 %		2,83 %
Frais autres que d'intérêt	1 508 \$	– \$	1 508 \$	4 406 \$	– \$	4 406 \$
Total des revenus	3 300	(125)	3 175	9 414	(125)	9 289
Ratio d'efficience	45,7 %		47,5 %	46,8 %		47,4 %
Taux de croissance des revenus	10,0 %		5,9 %	4,9 %		3,5 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	4,5 %		4,5 %	4,6 %		4,6 %
Levier d'exploitation	5,5 %		1,4 %	0,3 %		(1,1)%

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013.

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)			Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2012		
	Données présentées	Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires	Données ajustées	Données présentées	Ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires	Données ajustées
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	(125)\$	2 123 \$	6 329 \$	(125)\$	6 204 \$
Revenus autres que d'intérêt	845	–	845	2 466	–	2 466
Total des revenus	3 093	(125)	2 968	8 795	(125)	8 670
Dotation à la provision pour pertes sur créances	234	–	234	748	–	748
Frais autres que d'intérêt	1 330	–	1 330	3 901	–	3 901
Bénéfice net avant impôt	1 529	(125)	1 404	4 146	(125)	4 021
Bénéfice net	1 127 \$	(92)\$	1 035 \$	3 058 \$	(92)\$	2 966 \$
Revenus par division						
Services financiers aux particuliers	1 768 \$	(125)\$	1 643 \$	4 911 \$	(125)\$	4 786 \$
Principales données et autres renseignements						
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 110 \$	(92)\$	1 018 \$	3 003 \$	(92)\$	2 911 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10 050	–	10 050	10 350	–	10 350
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	43,8 %		40,2 %	38,7 %		37,5 %
Revenu net d'intérêt	2 248 \$	(125)\$	2 123 \$	6 329 \$	(125)\$	6 204 \$
Moyenne du total des actifs productifs	307 900	–	307 900	302 700	–	302 700
Marge nette d'intérêt	2,91 %		2,74 %	2,79 %		2,74 %
Frais autres que d'intérêt	1 330 \$	– \$	1 330 \$	3 901 \$	– \$	3 901 \$
Total des revenus	3 093	(125)	2 968	8 795	(125)	8 670
Ratio d'efficience	43,0 %		44,8 %	44,4 %		45,0 %
Taux de croissance des revenus	10,5 %		6,0 %	5,3 %		3,8 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,5 %		2,5 %	3,2 %		3,2 %
Levier d'exploitation	8,0 %		3,5 %	2,1 %		0,6 %

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013.

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Résultats excluant les éléments précisés liés à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia et aux coûts d'intégration connexes comptabilisés dans le secteur Services aux investisseurs et trésorerie

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont été touchés par la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte de 224 millions de dollars (213 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia, ainsi que par la comptabilisation, au trimestre précédent, d'une charge de restructuration de 44 millions (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe, comme l'illustre le tableau ci-après. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments précisés dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, ce qui permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013. Il s'agit de mesures hors PCGR qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et qui ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

Le tableau suivant présente les calculs liés à nos résultats et mesures excluant ces éléments précisés :

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos (1)						Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 30 avril 2013			le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2013			le 31 juillet 2012		
	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (2)	Données ajustées	Données présentées	Charge de restructuration	Données ajustées	Données présentées	Perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia (3)	Données ajustées
Revenu net d'intérêt	162 \$	– \$	162 \$	152 \$	– \$	152 \$	506 \$	– \$	506 \$	496 \$	– \$	496 \$
Revenus autres que d'intérêt	290	–	290	152	–	152	852	–	852	415	36	451
Total des revenus	452	–	452	304	–	304	1 358	–	1 358	911	36	947
Frais autres que d'intérêt	364	(44)	320	226	(12)	214	1 019	(44)	975	818	(188)	630
Bénéfice net avant impôt	88	44	132	78	12	90	339	44	383	93	224	317
Bénéfice net	67 \$	31 \$	98 \$	51 \$	11 \$	62 \$	251 \$	31 \$	282 \$	13 \$	213 \$	226 \$
Principales données et autres renseignements												
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	64 \$	31 \$	95 \$	49 \$	11 \$	60 \$	241 \$	31 \$	272 \$	4 \$	213 \$	217 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1 950		1 950	1 400		1 400	2 000		2 000	1 550		1 550
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	13,4 %		19,9 %	13,9 %		17,1 %	16,3 %		18,3 %	0,4 %		18,7 %

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre clos le 31 juillet 2013.

(2) Comprend une réduction de valeur d'autres immobilisations incorporelles de 7 millions de dollars (avant et après impôt), et d'autres coûts de 5 millions (4 millions après impôt).

(3) Se compose d'une perte de valeur de 168 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle comprend une réduction de valeur du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, d'autres coûts relatifs à l'acquisition de 20 millions (19 millions après impôt), ainsi qu'une perte de 36 millions (26 millions après impôt), qui représente notre quote-part de la perte comptabilisée par RBC Dexia par suite de l'échange de titres avec le groupe Dexia et des pertes de négociation découlant de la vente de la majorité des titres reçus dans le cadre de l'échange.

(4) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour les trimestres clos le			En date du et pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 445 \$	2 272 \$	2 391 \$	7 031 \$	6 759 \$
Revenus autres que d'intérêt	977	925	909	2 833	2 655
Total des revenus	3 422	3 197	3 300	9 864	9 414
Dotations à la provision pour pertes sur créances	226	254	300	721	869
Frais autres que d'intérêt	1 605	1 518	1 508	4 616	4 406
Bénéfice net avant impôt	1 591	1 425	1 492	4 527	4 139
Bénéfice net	1 180 \$	1 057 \$	1 102 \$	3 357 \$	3 054 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 221 \$	3 000 \$	3 093 \$	9 262 \$	8 795 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	201	197	207	602	619
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,6 %	30,1 %	34,2 %	32,1 %	31,1 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	s.o.	s.o.	31,3 %	s.o.	30,1 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,83 %	2,74 %	2,97 %	2,79 %	2,88 %
Marge nette d'intérêt ajustée (1), (2)	s.o.	s.o.	2,82 %	s.o.	2,83 %
Ratio d'efficacité (3)	46,9 %	47,5 %	45,7 %	46,8 %	46,8 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (3)	s.o.	s.o.	47,5 %	s.o.	47,4 %
Levier d'exploitation	(2,7)%	0,5 %	5,5 %	0,0 %	0,3 %
Levier d'exploitation ajusté (1)	1,3 %	s.o.	1,4 %	1,4 %	(1,1)%
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,8 %	26,1 %	25,8 %	26,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	342 500 \$	339 500 \$	319 800 \$	336 500 \$	313 500 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (4)	341 600	337 900	318 000	335 300	312 700
Moyenne des dépôts	264 400	260 800	245 800	260 300	241 800
Biens administrés (5)	185 800	185 800	173 600	185 800	173 600
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,31 %	0,38 %	0,29 %	0,37 %

(1) Les mesures pour l'exercice précédent ont été ajustées pour tenir compte d'un profit découlant de la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(3) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(4) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, laquelle s'est établie à 52,5 milliards de dollars et à 6,8 milliards, respectivement (46,5 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013; 46,1 milliards et 6,1 milliards au 31 juillet 2012).

(5) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 26,5 milliards de dollars et de 6,8 milliards, respectivement, au 31 juillet 2013 (28,6 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013; 31,8 milliards et 6,1 milliards au 31 juillet 2012).

s.o. sans objet

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 78 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement favorable de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) lié à une modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (ajustement au titre du remboursement anticipé). En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 170 millions de dollars, ou 17 %, en raison de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada, de l'amélioration de la qualité du crédit liée aux portefeuilles dans les Antilles et au Canada, et de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Le total des revenus a augmenté de 122 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le total des revenus s'est accru de 247 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 128 millions de dollars, ou 4 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, les revenus tirés des Services bancaires canadiens se sont accrus de 253 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont diminué de 6 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la réduction des soldes de prêts dans les Antilles, laquelle reflète le maintien d'une conjoncture économique défavorable.

La marge nette d'intérêt a diminué de 14 points de base. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, la marge nette d'intérêt a augmenté de 1 point de base, en raison essentiellement des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada et du renversement de la volatilité comptable enregistrée au trimestre précédent, facteurs neutralisés en grande partie par la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt et par les pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 74 millions de dollars, ou 25 %, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos services bancaires dans les Antilles et au Canada, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 97 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et de l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 123 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, de la croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité au Canada, de l'amélioration de la qualité du crédit et de la hausse du bénéfice découlant de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 9 points de base, résultat qui tient essentiellement au renversement de la volatilité comptable enregistrée au trimestre précédent et aux ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 303 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 395 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada, l'amélioration de la qualité du crédit, et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Le total des revenus s'est accru de 450 millions de dollars, ou 5 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le total des revenus a augmenté de 575 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité au Canada et de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 148 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos services bancaires au Canada et dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 210 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada et de la hausse de la charge au titre des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts au Canada.

Les résultats excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 sont des mesures hors PCGR. Pour une analyse détaillée et un rapprochement de l'ajustement au titre du remboursement anticipé, se reporter à la rubrique « Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR ».

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 303 \$	2 138 \$	2 248 \$	6 610 \$	6 329 \$
Revenus autres que d'intérêt	918	862	845	2 652	2 466
Total des revenus	3 221	3 000	3 093	9 262	8 795
Dotation à la provision pour pertes sur créances	213	234	234	660	748
Frais autres que d'intérêt	1 432	1 351	1 330	4 113	3 901
Bénéfice net avant impôt	1 576	1 415	1 529	4 489	4 146
Bénéfice net	1 163 \$	1 043 \$	1 127 \$	3 312 \$	3 058 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 812 \$	1 677 \$	1 768 \$	5 172 \$	4 911 \$
Services financiers aux entreprises	781	721	736	2 240	2 152
Solutions cartes et paiements	628	602	589	1 850	1 732
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38,4 %	36,6 %	43,8 %	39,3 %	38,7 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	s.o.	s.o.	40,2 %	s.o.	37,5 %
Marge nette d'intérêt (2)	2,77 %	2,68 %	2,91 %	2,72 %	2,79 %
Marge nette d'intérêt ajustée (1), (2)	s.o.	s.o.	2,74 %	s.o.	2,74 %
Ratio d'efficience (3)	44,5 %	45,0 %	43,0 %	44,4 %	44,4 %
Ratio d'efficience ajusté (1), (3)	s.o.	s.o.	44,8 %	s.o.	45,0 %
Levier d'exploitation	(3,5) %	0,7 %	8,0 %	(0,1) %	2,1 %
Levier d'exploitation ajusté (1)	0,9 %	s.o.	3,5 %	1,4 %	0,6 %
Taux d'imposition effectif	26,2 %	26,3 %	26,3 %	26,2 %	26,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	330 000 \$	327 400 \$	307 900 \$	324 400 \$	302 700 \$
Moyenne des prêts et des acceptations (4)	334 200	330 600	310 500	328 000	305 100
Moyenne des dépôts	249 900	246 800	231 800	246 200	228 100
Biens administrés (5)	177 300	177 500	165 600	177 300	165 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,29 %	0,30 %	0,27 %	0,33 %

(1) Les mesures pour l'exercice précédent ont été ajustées pour tenir compte d'un profit découlant de la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs.

(3) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(4) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, laquelle s'est établie à 52,5 milliards de dollars et à 6,8 milliards, respectivement (46,5 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013; 46,1 milliards et 6,1 milliards au 31 juillet 2012).

(5) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 26,5 milliards de dollars et de 6,8 milliards, respectivement, au 31 juillet 2013 (28,6 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013; 31,8 milliards et 6,1 milliards au 31 juillet 2012).

s.o. sans objet

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 128 millions de dollars, ou 12 %, en raison de la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflétant l'amélioration de la qualité du crédit. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 29 millions de dollars du bénéfice net, déduction faite de coûts d'amortissement au titre de l'intégration et des immobilisations incorporelles de 28 millions (20 millions après impôt).

Le total des revenus s'est accru de 128 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, les revenus ont augmenté de 253 millions de dollars, ou 9 %. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par une augmentation de 91 millions de dollars, ou 3 %, des revenus, qui tient compte des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada. L'acquisition s'est traduite par une hausse de 62 millions des revenus tirés des Services financiers aux particuliers et par une augmentation de 29 millions des revenus tirés des Services financiers aux entreprises.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers se sont accrus de 44 millions de dollars, ou 2 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, les revenus ont progressé de 169 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes de dépôts des particuliers, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers. L'augmentation est aussi attribuable à la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada ainsi qu'à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 45 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises, ainsi que la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt et les pressions concurrentielles.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 39 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement de l'accroissement des soldes de prêts, de l'amélioration des écarts et des volumes d'achats à la hausse.

La marge nette d'intérêt a diminué de 14 points de base. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, la marge nette d'intérêt a augmenté de 3 points de base, en raison essentiellement des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada et du renversement de la volatilité comptable enregistrée au trimestre précédent, facteurs neutralisés en partie par la réduction des écarts reflétant le maintien de faibles taux d'intérêt, et par les pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 21 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de l'amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit, de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 102 millions de dollars, ou 8 %. Notre acquisition d'Ally Canada représente une tranche de 49 millions de dollars de l'augmentation, montant qui comprend des coûts d'intégration et des coûts au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles de 28 millions. La tranche résiduelle de l'augmentation reflète la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et l'augmentation de la charge au titre des régimes de retraite, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 120 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et de l'amélioration de la qualité du crédit.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 9 points de base, en raison essentiellement du renversement de la volatilité comptable enregistrée au trimestre précédent et des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 254 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le bénéfice net s'est accru de 346 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, l'amélioration de la qualité du crédit et le bénéfice de 39 millions découlant de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

Le total des revenus s'est accru de 467 millions de dollars, ou 5 %. En excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé comptabilisé à l'exercice précédent, le total des revenus a augmenté de 592 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète en grande partie la solide croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, dont l'apport s'est chiffré à 150 millions, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 88 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 212 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, dont l'apport s'est chiffré à 91 millions, et de la hausse de la charge au titre des régimes de retraite, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Les résultats excluant l'ajustement au titre du remboursement anticipé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 sont des mesures hors PCGR. Pour une analyse plus détaillée et un rapprochement de l'ajustement au titre du remboursement anticipé, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	104 \$	93 \$	98 \$	293 \$	298 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	890	835	742	2 553	2 195
Revenus tirés des transactions et autres revenus	393	417	327	1 226	1 081
Total des revenus	1 387	1 345	1 167	4 072	3 574
Dotations à la provision pour pertes sur créances	10	(1)	–	9	(1)
Frais autres que d'intérêt	1 061	1 033	944	3 117	2 824
Bénéfice net avant impôt	316	313	223	946	751
Bénéfice net	236 \$	225 \$	156 \$	694 \$	556 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	475 \$	465 \$	422 \$	1 396 \$	1 278 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	565	542	474	1 642	1 468
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	545	532	466	1 614	1 458
Gestion mondiale d'actifs	347	338	271	1 034	828
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,6 %	16,4 %	11,3 %	16,6 %	13,7 %
Marge avant impôt (1)	22,8 %	23,3 %	19,1 %	23,2 %	21,0 %
Nombre de conseillers (2)	4 409	4 415	4 339	4 409	4 339
Moyenne des prêts et acceptations	12 500	11 500	10 200	11 700	9 800
Moyenne des dépôts	31 900	32 000	29 400	31 400	29 200
Biens administrés	615 800 \$	604 500 \$	562 200 \$	615 800 \$	562 200 \$
Biens sous gestion	373 100	369 500	324 500	373 100	324 500
Moyenne des biens administrés	617 000	607 500	562 000	603 400	550 300
Moyenne des biens sous gestion	373 600	367 100	323 800	362 800	319 000

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net a augmenté de 80 millions de dollars, ou 51 %. En excluant l'incidence défavorable de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisée à l'exercice précédent⁽³⁾, le bénéfice net s'est accru de 59 millions, ou 33 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 220 millions de dollars, ou 19 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 53 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 91 millions de dollars, ou 19 %. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 79 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché, et de la hausse de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 76 millions de dollars, ou 28 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes élevées de fonds à long terme aux clients disposant d'un avoir net élevé et aux clients institutionnels, et de l'appréciation du capital.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, résultat qui reflète une dotation ayant trait à un seul compte.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 117 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'augmentation de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus, de l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures à l'appui de la croissance des activités, ainsi que de la hausse de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Les frais autres que d'intérêt à l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence défavorable de 29 millions de dollars de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 11 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant des ventes nettes et de l'appréciation du capital, facteur neutralisé en partie par la baisse des volumes de transactions reflétant le ralentissement saisonnier des activités sur le marché au troisième trimestre.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 138 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant l'incidence défavorable de 29 millions de dollars (21 millions après impôt) de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisée à l'exercice précédent⁽³⁾, le bénéfice net s'est accru de 117 millions de dollars, ou 20 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus a augmenté de 498 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, ainsi que de l'augmentation des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, résultat qui reflète une dotation ayant trait à un seul compte.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 293 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse de la rémunération variable tenant à l'augmentation des revenus et à l'accroissement de l'effectif, ainsi que par les investissements dans les infrastructures à l'appui de la croissance des activités. Les frais autres que d'intérêt à l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence défavorable de 29 millions de dollars de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique.

- (3) Les résultats excluant l'incidence de certaines questions d'ordre réglementaire et juridique comptabilisés à l'exercice précédent sont des mesures hors PCGR. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de ces éléments précisés donne une mesure plus représentative des résultats opérationnels courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	941 \$	894 \$	902 \$	2 748 \$	2 791 \$
Revenu de placement (1)	(439)	291	363	(109)	836
Honoraires	59	61	58	189	172
Total des revenus	561	1 246	1 323	2 828	3 799
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	154	821	864	1 562	2 424
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	109	117	136	344	427
Frais autres que d'intérêt	137	134	126	406	381
Bénéfice net avant impôt	161	174	197	516	567
Bénéfice net	160 \$	166 \$	179 \$	490 \$	520 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	24 \$	790 \$	873 \$	1 351 \$	2 376 \$
Assurances – International	537	456	450	1 477	1 423
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44,6 %	46,0 %	47,3 %	44,5 %	45,5 %
Primes et dépôts (2)	1 286 \$	1 177 \$	1 213 \$	3 658 \$	3 634 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	(553)	170	256	(463)	445

- (1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le revenu de placement dans les comptes consolidés de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 19 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par le fait que la hausse du bénéfice découlant d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni ce trimestre a été en grande partie neutralisée par l'augmentation des coûts liés aux sinistres, y compris des sinistres nets de 14 millions de dollars (10 millions après impôt) liés aux intempéries qui ont sévi en Alberta et en Ontario. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable de la réduction de 33 millions de dollars (24 millions après impôt) des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, laquelle reflète les modifications apportées à nos réseaux de distribution.

Le total des revenus a diminué de 762 millions de dollars, ou 58 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 849 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance découlant de la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International ont augmenté de 87 millions de dollars, ou 19 %, résultat qui tient principalement à un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni et à la hausse des primes liées à nos contrats de réassurance, laquelle reflète la croissance des volumes.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 737 millions de dollars, ou 74 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 11 millions de dollars, ou 9 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, facteurs neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 6 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement de l'incidence défavorable des intérêts et des activités liées aux actifs au titre des polices d'assurance vie au Canada, ainsi que de la comptabilisation, au trimestre précédent, d'ajustements favorables des provisions techniques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse, ce trimestre, du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, laquelle découle d'un nouveau contrat.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 30 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète l'incidence de la baisse des volumes de nouvelles activités dans le secteur Assurance – Canada, facteur neutralisé en partie par l'incidence favorable des intérêts et des activités liées aux actifs au titre de nos polices d'assurance vie au Canada. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Le total des revenus a diminué de 971 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance découlant de la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 945 millions de dollars, ou 33 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de la réduction des passifs au titre des coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 25 millions de dollars, ou 7 %, en raison essentiellement du reclassement de certains coûts d'acquisition qui étaient classés au poste Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Services aux investisseurs et trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	169 \$	162 \$	152 \$	506 \$	496 \$
Revenus autres que d'intérêt	287	290	152	852	415
Total des revenus	456	452	304	1 358	911
Frais autres que d'intérêt	314	364	226	1 019	818
Bénéfice net avant impôt	142	88	78	339	93
Bénéfice net	104 \$	67 \$	51 \$	251 \$	13 \$
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19,5 %	13,4 %	13,9 %	16,3 %	0,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	s.o.	19,9 %	17,1 %	18,3 %	18,7 %
Moyenne des dépôts	108 500 \$	104 800 \$	96 600 \$	104 800 \$	100 600 \$
Biens administrés (2)	3 094 400	3 112 300	2 670 900	3 094 400	2 670 900
Moyenne des biens administrés (2)	3 131 600	2 997 100	2 773 000	3 018 900	2 762 300

(1) Mesure ajustée pour tenir compte de la charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs et de la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Représentent le total des biens administrés des Services aux investisseurs, auparavant RBC Dexia, l'entité dans laquelle nous détenions une participation de 50 % avant le 27 juillet 2012. s.o. sans objet

Nos résultats ont été touchés par des éléments précisés, qui comprennent la comptabilisation, au trimestre précédent, d'une charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe, et la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. Les résultats excluant ces éléments précisés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, la période correspondante de l'exercice précédent et les trimestres clos le 30 avril 2013 et le 31 juillet 2012 sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails sur les éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 104 millions de dollars, en hausse de 53 millions par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia comptabilisée à l'exercice précédent, le bénéfice net a augmenté de 42 millions de dollars, ou 68 %, résultat qui tient principalement au rendement amélioré des Services aux investisseurs, y compris la hausse des revenus, et aux avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 152 millions de dollars, ou 50 %, résultat qui tient essentiellement aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. L'augmentation des commissions de services de garde et la hausse de revenus de change tirés des Services aux investisseurs, qui découlent principalement de l'accroissement des volumes de transactions, ont également eu une incidence favorable sur nos revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, en raison de l'incidence défavorable de l'élargissement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 88 millions de dollars, ou 39 %. En excluant la perte comptabilisée à l'exercice précédent dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 100 millions de dollars, ou 47 %, résultat qui reflète essentiellement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 37 millions de dollars, ou 55 %. En excluant la charge de restructuration comptabilisée au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 6 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'augmentation des activités de prêt de titres, les résultats du trimestre considéré ayant été touchés de façon favorable par la saison des dividendes en Europe et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts liés aux Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement découlant de l'incidence défavorable de l'élargissement des écarts.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 238 millions de dollars. En excluant les éléments précisés décrits ci-dessus, le bénéfice net s'est accru de 56 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement du rendement amélioré des Services aux investisseurs, y compris la hausse des revenus, et des avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 447 millions de dollars, ou 49 %. En excluant les éléments précisés décrits ci-dessus, le total des revenus s'est accru de 411 millions de dollars, ou 43 %, résultat qui reflète en grande partie les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. Nos revenus ont également été touchés de façon favorable par la hausse des revenus de change et par l'augmentation des commissions de services de garde, laquelle découle essentiellement de l'accroissement des volumes de transactions des Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, les résultats de l'exercice précédent ayant bénéficié du resserrement des écarts de taux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 201 millions de dollars, ou 25 %. En excluant les éléments précisés décrits ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 345 millions de dollars, ou 55 %, résultat qui reflète principalement les coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts liés aux infrastructures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt (1)	727 \$	713 \$	631 \$	2 178 \$	1 896 \$
Revenus autres que d'intérêt	701	849	982	2 719	2 736
Total des revenus (1)	1 428	1 562	1 613	4 897	4 632
Dotation à la provision pour pertes sur créances	28	40	24	177	72
Frais autres que d'intérêt	882	954	932	2 887	2 830
Bénéfice net avant impôt	518	568	657	1 833	1 730
Bénéfice net	388 \$	386 \$	429 \$	1 238 \$	1 171 \$
Revenus par division					
Marchés Mondiaux	752 \$	817 \$	848 \$	2 604 \$	2 793 \$
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	669	719	732	2 228	1 846
Autres	7	26	33	65	(7)
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,7 %	14,2 %	14,3 %	14,3 %	13,7 %
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	100 700 \$	104 000 \$	89 600 \$	101 500 \$	90 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations	54 800	54 000	49 400	53 800	45 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,20 %	0,31 %	0,20 %	0,44 %	0,21 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 s'élève à 95 millions de dollars (101 millions au 30 avril 2013; 88 millions au 31 juillet 2012). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, elle s'élève à 286 millions de dollars (327 millions au 31 juillet 2012). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net a diminué de 41 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, et de la baisse des services de banque d'investissement par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable et par un ajustement fiscal favorable de 31 millions de dollars lié au premier semestre de l'exercice considéré, qui tient à la réduction du taux d'imposition effectif pour l'exercice considéré.

Le total des revenus a diminué de 185 millions de dollars.

Les revenus du secteur Marchés Mondiaux ont diminué de 96 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, laquelle tient en partie aux préoccupations du marché concernant l'élimination graduelle prévue du programme d'assouplissement quantitatif aux États-Unis. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et par l'augmentation des activités de montage de titres de participation dans tous les secteurs géographiques.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont diminué de 63 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la baisse des activités de fusion et d'acquisition dans tous les secteurs géographiques et de la diminution des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, comparativement aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des prêts.

Les autres revenus ont reculé de 26 millions de dollars, en raison principalement des pertes liées aux contrats d'assurance vie détenus par des banques, des profits à ce titre ayant été comptabilisés à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 4 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète principalement la hausse des dotations ayant trait à un seul compte. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 50 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la réduction de la rémunération variable et des avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts de soutien.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient au fait que la diminution des activités liées aux services de banque d'investissement dans la plupart des secteurs géographiques et la réduction des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe

découlant des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation ont été largement neutralisées par la diminution de la rémunération variable et par l'incidence favorable de l'ajustement fiscal favorable dont il est fait mention ci-dessus. La forte croissance des prêts, principalement aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 67 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la rémunération variable, à l'ajustement fiscal favorable dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'à la cession de nos actions de la London Metal Exchange (LME). Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 265 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de prêts et de syndication de prêts, principalement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à l'accroissement des activités de montage de prêts et de titres de participation, principalement aux États-Unis, à la cession de nos actions de la LME et à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, principalement au Canada et aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés de nos activités de négociation, principalement en Europe et au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 105 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les dotations ayant trait à quelques comptes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 57 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts de soutien et de l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridique connexes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la rémunération variable, laquelle reflète en partie la réduction du ratio de rémunération cible.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(52)\$	(17)\$	17 \$	(107)\$	(126)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	16	(16)	32	(15)	50
Total des revenus (1)	(36)	(33)	49	(122)	(76)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	(5)	–	(3)	(1)
Frais autres que d'intérêt	2	8	23	18	28
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(41)	(36)	26	(137)	(103)
(Économie) d'impôt (1)	(277)	(71)	(297)	(417)	(468)
Bénéfice net (2)	236 \$	35 \$	323 \$	280 \$	365 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 s'est établi à 22 millions de dollars (24 millions au 30 avril 2013; 23 millions au 31 juillet 2012). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est établi à 69 millions de dollars (70 millions au 31 juillet 2012).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et l'économie d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de l'économie d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 s'est établi à 95 millions de dollars, comparativement à 101 millions au trimestre précédent et à 88 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, le montant lié à la majoration s'est établi à 286 millions de dollars, comparativement à 327 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, l'information ci-après reflète les autres éléments importants qui ont une incidence sur les résultats présentés à chaque période.

Troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 236 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions lié à l'exercice précédent, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est élevé à 35 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par les ajustements fiscaux nets défavorables.

Troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net s'est établi à 323 millions de dollars et résulte principalement du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, lequel a donné lieu à la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions et à un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié à un remboursement d'impôts payés. Nos résultats tiennent également compte d'autres ajustements fiscaux nets favorables et des mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 280 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions lié à l'exercice précédent, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 365 millions de dollars et résulte en grande partie de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales et du revenu d'intérêt dont il est fait mention ci-dessus, des mesures de gestion de l'actif et du passif, ainsi que d'autres ajustements fiscaux nets.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013				2012			2011
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Activités poursuivies								
Revenu net d'intérêt	3 393 \$	3 223 \$	3 285 \$	3 175 \$	3 289 \$	3 031 \$	3 003 \$	2 957 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 825	4 546	4 625	4 343	4 467	3 893	4 571	3 735
Total des revenus	7 218 \$	7 769 \$	7 910 \$	7 518 \$	7 756 \$	6 924 \$	7 574 \$	6 692 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	288	349	362	324	348	267	276
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	263	938	705	770	1 000	640	1 211	867
Frais autres que d'intérêt	4 001	4 011	4 051	3 873	3 759	3 857	3 671	3 530
Bénéfice net avant impôt	2 687 \$	2 532 \$	2 805 \$	2 513 \$	2 673 \$	2 079 \$	2 425 \$	2 019 \$
Impôt sur le résultat	383	596	735	602	433	516	549	410
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	–	(30)	(21)	(38)
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$
Bénéfice par action – de base	1,54 \$	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,00 \$	1,23 \$	1,03 \$
– dilué	1,52	1,27	1,36	1,25	1,47	0,99	1,22	1,02
Bénéfice par action lié aux activités poursuivies – de base	1,54 \$	1,28 \$	1,37 \$	1,26 \$	1,49 \$	1,02 \$	1,24 \$	1,06 \$
– dilué	1,52	1,27	1,36	1,25	1,47	1,01	1,23	1,05
Bénéfice net (perte nette) par secteur lié aux activités poursuivies								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 180 \$	1 057 \$	1 120 \$	1 034 \$	1 102 \$	940 \$	1 012 \$	947 \$
Gestion de patrimoine	236	225	233	207	156	212	188	179
Assurances	160	166	164	194	179	151	190	200
Services aux investisseurs et trésorerie	104	67	80	72	51	(121)	83	40
Marchés des Capitaux	388	386	464	410	429	371	371	125
Services de soutien généraux	236	35	9	(6)	323	10	32	118
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 563 \$	1 876 \$	1 609 \$
Total du bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 070 \$	1 911 \$	2 240 \$	1 533 \$	1 855 \$	1 571 \$
Taux d'imposition effectif lié aux activités poursuivies	14,3 %	23,5 %	26,2 %	24,0 %	16,2 %	24,8 %	22,6 %	20,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,963 \$	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$	1,008 \$	0,987 \$	0,992 \$

Éléments précisés ayant eu une incidence sur nos résultats

- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'Agence du revenu du Canada.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'un ajustement de 125 millions de dollars (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires, ainsi que d'une perte supplémentaire de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte d'une perte de 212 millions de dollars (202 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Analyse des tendances

La conjoncture au Canada et aux États-Unis a continué de s'améliorer graduellement pour la plus grande partie de la période. Les conditions sur les marchés financiers mondiaux sont demeurées incertaines au cours de la période, en raison des préoccupations continues concernant l'endettement d'États souverains en Europe et de la lente reprise de l'économie mondiale, bien que les marchés au Canada et aux États-Unis aient, de façon générale, repris de la vigueur au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2013.

Nous avons affiché un solide bénéfice au cours de la période, particulièrement au cours des cinq derniers trimestres, qui reflètent essentiellement la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et les résultats solides, dans l'ensemble, du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont par ailleurs grandement améliorés depuis le troisième trimestre de 2012. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période, essentiellement en raison du calendrier des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et de la baisse générale des coûts liés aux sinistres. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont affiché une tendance à la hausse au cours des quatre derniers trimestres, par suite de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia. La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée stable au cours de la période, mais elle a affiché une tendance à la baisse pour l'exercice 2013, qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit.

Les revenus ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, mais ils ont subi certaines fluctuations, les résultats du trimestre considéré reflétant principalement les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, la croissance de nos services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine ont contribué à l'augmentation au cours de la période. Les revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs ont contribué à la hausse des revenus depuis le troisième trimestre de 2012, et notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les revenus tirés des activités de négociation se sont considérablement améliorés au cours de la période, mais ils ont diminué au cours des deux derniers trimestres, résultat qui reflète les conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation. Le revenu net d'intérêt a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes liés à la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, mais il a été touché de façon défavorable par la compression des écarts liés à nos services bancaires, laquelle découle du maintien de faibles taux d'intérêt et de la concurrence au chapitre des taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est de façon générale demeurée stable au cours de la période, mais elle affiche une tendance à la baisse pour l'exercice 2013, qui reflète essentiellement la stabilisation de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles de prêts de détail au Canada et la récente amélioration de la qualité du crédit liée à nos portefeuilles dans les Antilles. Les dotations comptabilisées dans le secteur Marchés des Capitaux ont de façon générale fluctué au cours de la période, et affiché une tendance à la baisse au cours des deux derniers trimestres.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres.

Les frais autres que d'intérêt ont affiché de façon générale une tendance à la hausse, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ainsi que de l'augmentation globale de la rémunération variable découlant de l'amélioration générale des résultats du secteur Marchés des Capitaux et de l'accroissement des revenus du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention que nous avons prêtée à nos activités de gestion des coûts au cours de la période. L'augmentation enregistrée depuis le troisième trimestre de 2012 est également imputable aux coûts supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et divers ajustements fiscaux nets. La réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi au cours de la période a eu une incidence favorable sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2013			le 30 avril 2013			le 31 juillet 2012			le 31 juillet 2013			le 31 juillet 2012		
	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays	Canada	É.-U.	Autres pays
Total des revenus	4 623 \$	1 165 \$	1 430 \$	5 215 \$	1 279 \$	1 275 \$	5 245 \$	1 278 \$	1 233 \$	14 698 \$	3 987 \$	4 212 \$	14 894 \$	3 572 \$	3 788 \$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 803 \$	286 \$	215 \$	1 525 \$	189 \$	222 \$	1 843 \$	243 \$	154 \$	4 869 \$	818 \$	623 \$	4 566 \$	611 \$	502 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(51)	-
Total du bénéfice net	1 803 \$	286 \$	215 \$	1 525 \$	189 \$	222 \$	1 843 \$	243 \$	154 \$	4 869 \$	818 \$	623 \$	4 566 \$	560 \$	502 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2012.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le bénéfice net au Canada a diminué de 40 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement au fait que nos résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions et par un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) lié à un remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, et par un ajustement de 125 millions (92 millions après impôt) lié à la modification du montant estimatif des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la forte croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, par la diminution de la rémunération variable du secteur Marchés des Capitaux, par la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation, et par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue que nous prêtons à nos activités de gestion des coûts.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 43 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement d'ajustements fiscaux favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions lié à l'exercice précédent comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, qui reflètent les conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation, et par la réduction des activités des services de banque d'investissement par rapport aux niveaux élevés enregistrés à l'exercice précédent.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 61 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du bénéfice découlant d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni et aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la baisse tirés de nos activités de négociation en Europe.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 278 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la comptabilisation, pour la période considérée, d'un ajustement fiscal net favorable et de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait

que le trimestre considéré compte quelques jours de plus. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 97 millions de dollars, ou 51 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'ajustement fiscal favorable dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, qui découlent des conditions difficiles dans lesquelles se sont effectuées les activités de négociation.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 7 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui s'explique en grande partie par les pertes sur certains portefeuilles existants, alors que des profits avaient été enregistrés au trimestre précédent. La diminution est aussi imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 303 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens, à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine, ainsi qu'aux revenus supplémentaires liés à notre participation additionnelle de 50 % dans les Services aux investisseurs. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia et par les coûts d'acquisition connexes, et ils ont été touchés de façon favorable par le règlement de questions fiscales et par l'ajustement au titre des intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 258 millions de dollars, ou 46 %, en raison essentiellement de l'ajustement fiscal favorable dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi attribuable à la solide croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi qu'à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et à l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays s'est accru de 121 millions de dollars, ou 24 %, résultat qui tient en grande partie à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires dans les Antilles et à la croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, principalement en Europe. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les résultats à la baisse tirés des activités de négociation en Europe. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte de valeur liée à notre participation dans RBC Dexia, et par notre quote-part de la perte liée à l'échange de titres et des pertes de négociation comptabilisées par RBC Dexia.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012
Actif			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 083 \$	14 503 \$	10 586 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 376	6 981	11 386
Valeurs mobilières	174 302	176 329	158 390
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	120 184	124 644	107 841
Prêts			
Prêts de détail	318 288	312 520	297 637
Prêts de gros	85 853	86 049	77 516
Provision pour pertes sur prêts	(1 921)	(1 966)	(1 937)
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	463	438	357
Autres – Dérivés	77 846	93 693	103 257
– Autres	54 830	54 339	59 361
Total de l'actif	851 304 \$	867 530 \$	824 394 \$
Passif			
Dépôts	546 213 \$	531 247 \$	502 804 \$
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	463	438	357
Autres – Dérivés	80 378	97 665	108 819
– Autres	167 060	180 755	158 943
Débitures subordonnées	7 392	8 503	7 646
Titres de fiducie de capital	828	899	900
Total du passif	802 334	819 507	779 469
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	47 213	46 251	43 168
Participations ne donnant pas le contrôle	1 757	1 772	1 757
Total des capitaux propres	48 970	48 023	44 925
Total du passif et des capitaux propres	851 304 \$	867 530 \$	824 394 \$

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total de l'actif a augmenté de 27 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 4 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement le placement accru de nos dépôts internes découlant de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 16 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des titres d'emprunt de gouvernements et de certaines positions liées aux activités de négociation de titres à l'appui des activités commerciales.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 12 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui tient essentiellement à la croissance des activités, à l'augmentation des exigences relatives au financement et à l'accroissement des activités des clients du secteur Marchés des Capitaux.

Les prêts ont augmenté de 29 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. L'augmentation tient aussi à notre acquisition d'Ally Canada et à la croissance des prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 25 milliards de dollars, ou 25 %, résultat qui s'explique en grande partie par la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt tenant à la hausse des taux d'intérêt.

Les autres actifs ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 43 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des dépôts des entreprises découlant en grande partie de l'émission d'obligations sécurisées et d'autres billets à terme fixe aux fins des exigences relatives au financement et de la croissance des activités. L'augmentation est aussi attribuable à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont diminué de 28 milliards de dollars, ou 26 %, résultat qui est principalement attribuable à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt tenant à la hausse des taux d'intérêt.

Les autres passifs se sont accrus de 8 milliards de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'augmentation des conventions de rachat, laquelle tient en grande partie à l'accroissement des activités des clients dans le secteur Marchés des Capitaux. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces tenant à la volatilité des marchés.

Le total des capitaux propres a augmenté de 4 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de l'actif a diminué de 16 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt. La diminution est aussi imputable à la réduction des biens achetés en vertu de conventions de revente, laquelle découle essentiellement de la réduction des exigences relatives au financement, et à la diminution des titres d'emprunt de gouvernements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada.

Le total du passif a diminué de 17 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de la diminution des conventions de rachat découlant de la réduction des exigences relatives au financement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des dépôts des entreprises tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités ad hoc et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2012.

Nous avons recours à des entités ad hoc pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation, y compris nos créances sur cartes de crédit et nos prêts hypothécaires résidentiels titrisés dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 7 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires résidentiels dans le cadre du programme d'habitation sociale du Canada, et nous n'avons pas titrisé de prêts hypothécaires commerciaux ni de certificats de participation liés à des obligations.

Participations dans des entités ad hoc non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités ad hoc, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2013		30 avril 2013		31 juillet 2012	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités ad hoc non consolidées						
Conduits multicédants (2)	30 315 \$	30 783 \$	28 647 \$	29 051 \$	28 553 \$	28 981 \$
Entités ad hoc de financement structuré	4 428	1 679	4 650	1 567	5 756	2 075
Fonds de placement	1 660	1 372	1 528	1 287	1 110	928
Entités ad hoc de création de produits de crédit	776	167	792	161	872	168
Entités de titrisation de tiers	8 472	1 093	8 868	1 287	7 021	1 363
Autres	494	129	473	127	410	116
	46 145 \$	35 223 \$	44 958 \$	33 480 \$	43 722 \$	33 631 \$

- (1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières significatives détenues dans ces entités ad hoc est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques pris en charge dans le cadre des transactions de titrisation et de retritrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retritrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 80 % des actifs dans des entités ad hoc non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières significatives est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 79 % au trimestre précédent et à l'exercice précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 99 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui du trimestre précédent et de l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 31 juillet 2013 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,7 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients.

Au 31 juillet 2013, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, et de 1,8 milliard, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont augmenté de 184 millions par rapport au trimestre précédent et de 219 millions par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels reflète l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 224 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 367 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison du remboursement intégral de l'un des prêts.

Notre risque global a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, et de 1,8 milliard, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultats qui reflètent la croissance continue des activités, laquelle a donné lieu à une augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants. Le total de l'actif des conduits multicédants a augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, et de 1,8 milliard, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a trait principalement aux prêts aux étudiants et aux prêts-auto et crédit-bail automobile.

Au 31 juillet 2013, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 17,6 milliards de dollars, en hausse de 2,2 milliards, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent et de 757 millions, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent reflète principalement le plus grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 75 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une note parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA et la tranche restante du papier commercial a obtenu une note se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 77 % au trimestre précédent et à 68 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 juillet 2013 s'élevait à 17 millions de dollars (80 millions au 30 avril 2013; 16 millions au 31 juillet 2012). La variation de nos placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités ad hoc de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères d'entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 juillet 2013, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'établissait à 2,9 milliards de dollars (3,3 milliards au 30 avril 2013; 4,7 milliards au 31 juillet 2012). Le risque de perte maximal, qui représente notre placement dans ces fiducies de titres à enchères figurant au bilan, s'élevait à 730 millions de dollars au 31 juillet 2013 (819 millions au 30 avril 2013; 1,4 milliard au 31 juillet 2012). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent tient principalement à la restructuration prévue de certaines fiducies de titres à enchères et à la vente subséquente de nos placements au cours du trimestre considéré et du premier trimestre de 2013. Au 31 juillet 2013, environ 92 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's (S&P).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations significatives, mais que nous ne consolidons pas puisque les certificats résiduels sont détenus par des tiers. Au 31 juillet 2013, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard au 30 avril 2013; 829 millions au 31 juillet 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 907 millions (695 millions au 30 avril 2013; 518 millions au 31 juillet 2012). L'augmentation du

total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation et de notre risque de perte maximal par rapport au trimestre précédent et à l'exercice précédent provient en grande partie de l'augmentation par nos investisseurs de leur exposition aux placements financés par emprunt en se servant de notre programme d'obligations encaissables par anticipation et de l'augmentation de nos limites concernant le financement d'obligations encaissables par anticipation.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque maximal au 31 juillet 2013, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'est établi à 942 millions de dollars (865 millions au 30 avril 2013; 929 millions au 31 juillet 2012). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 31 juillet 2013, s'est élevé à 1,2 milliard de dollars (1,1 milliard au 30 avril 2013; 1,1 milliard au 31 juillet 2012). L'augmentation du total de l'actif et de notre risque maximal par rapport aux périodes précédentes tient principalement au rendement positif des fonds référencés et à l'accroissement des investissements effectués par RBC et par d'autres tiers investisseurs.

Depuis le premier trimestre de 2013, nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 juillet 2013, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 423 millions de dollars (415 millions au 30 avril 2013) et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui reflète nos engagements inutilisés relatifs aux liquidités, s'élevait à 430 millions (422 millions au 30 avril 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés a trait à de nouveaux engagements conclus au cours du trimestre.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations significatives dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités ad hoc. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités ad hoc un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2013, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 4,2 milliards de dollars (4,4 milliards au 30 avril 2013; 3,9 milliards au 31 juillet 2012), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités était de 788 millions (1,0 milliard au 30 avril 2013; 1,2 milliard au 31 juillet 2012). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport aux périodes précédentes reflète la nature amortissable de plusieurs ces transactions. L'augmentation du total de l'actif par rapport à l'exercice précédent reflète les actifs titrisés supplémentaires financés par d'autres investisseurs dans une entité ad hoc en Europe au deuxième semestre de 2012.

Nous investissons également dans des titres émis par des entités ad hoc non consolidées mises en place par des tiers, y compris des entités ad hoc dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 31 juillet 2013, le total de l'actif des entités ad hoc dans lesquelles nous avons des placements significatifs s'élevait à 4,2 milliards de dollars (4,4 milliards au 30 avril 2013; 3,1 milliards au 31 juillet 2012). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 305 millions de dollars (300 millions au 30 avril 2013; 157 millions au 31 juillet 2012). La variation des montants présentés relativement à ces entités ad hoc reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est significative à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Entités ad hoc de création de produits de crédit et autres structures

Nous avons recours à des entités ad hoc dans le but de créer des produits de crédit faits sur mesure qui répondent aux exigences précises des investisseurs, et nous créons des fonds liés aux crédits d'impôt. Pour plus de détails sur ces entités ad hoc, se reporter à la note 8 des états financiers consolidés annuels de 2012.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 226 milliards de dollars au 31 juillet 2013, comparativement à 215 milliards au trimestre précédent et à 197 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit découlant de la croissance des activités liées aux engagements de gros. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient essentiellement à l'augmentation des autres engagements de crédit et des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres découlant de la croissance des activités liées aux engagements de gros et aux prêts de titres, respectivement. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement et à la note 12 de nos états financiers résumés ainsi qu'à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2013	31 octobre 2012	
	31 juillet 2013						Risque total (3)			Risque total (3)
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation						
	Prêts et acceptations		Autres (1)	Mise en pension de titres	Dérivés (2)	Risque total (3)				
En cours	Engagements inutilisés									
Prêts hypothécaires résidentiels	206 441 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	206 441 \$	201 138 \$	198 324 \$		
Prêts aux particuliers	94 191	76 290	33	–	–	170 514	166 938	157 010		
Prêts sur cartes de crédit	13 881	21 064	–	–	–	34 945	32 703	31 697		
Prêts aux petites entreprises (4)	3 775	4 002	38	–	–	7 815	7 980	6 476		
Prêts de détail	318 288 \$	101 356 \$	71 \$	– \$	– \$	419 715 \$	408 759 \$	393 507 \$		
Prêts aux entreprises (4)										
Exploitations agricoles	5 349 \$	638 \$	35 \$	– \$	132 \$	6 154 \$	5 954 \$	5 919 \$		
Industrie automobile	7 192	3 354	249	–	458	11 253	10 612	7 590		
Biens de consommation	6 068	4 432	483	–	136	11 119	10 146	9 633		
Énergie	8 956	18 668	3 247	–	2 276	33 147	31 509	30 420		
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 913	8 332	12 582	144 700	16 625	187 152	192 339	152 974		
Industrie forestière	917	420	108	–	14	1 459	1 508	1 317		
Produits industriels	3 910	3 715	350	–	263	8 238	7 601	7 154		
Mines et métaux	1 018	2 687	772	–	202	4 679	4 618	4 480		
Secteur immobilier et secteurs connexes	23 534	5 286	1 334	6	723	30 883	29 732	26 884		
Technologie et médias	3 911	8 144	486	3	575	13 119	10 921	9 728		
Transport et environnement	5 502	2 785	1 431	–	516	10 234	9 961	9 781		
Autres	19 825	10 502	8 738	1 550	12 420	53 035	58 682	66 683		
Organismes souverains (4), (5)	4 089	5 161	34 114	28 788	9 186	81 338	79 347	73 456		
Banques (4)	880	313	62 466	94 660	21 411	179 730	184 288	175 306		
Prêts de gros	96 064 \$	74 437 \$	126 395 \$	269 707 \$	64 937 \$	631 540 \$	637 218 \$	581 325 \$		
Risque total	414 352 \$	175 793 \$	126 466 \$	269 707 \$	64 937 \$	1 051 255 \$	1 045 977 \$	974 832 \$		

(1) Tient compte des passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(3) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables de la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III et par l'accord de Bâle II (avant le 31 janvier 2013) sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(4) Se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour obtenir la définition de ces termes.

(5) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés que nous présentons.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 5,3 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la hausse de 11 milliards des risques liés aux prêts de détail, facteur neutralisé en partie par la diminution de 5,7 milliards des risques liés aux prêts de gros. Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts aux particuliers. Les risques liés aux prêts de gros ont diminué de 5,7 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui tient essentiellement aux transactions de mise en pension de titres découlant en grande partie de la réduction des exigences relatives au financement. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, en baisse de 1 % par rapport au trimestre précédent.

Risque de crédit brut (compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts) par région

(en millions de dollars canadiens)	Au						30 avril 2013	31 octobre 2012
	31 juillet 2013			Risques liés aux activités de négociation				
	Risques liés aux prêts et autres risques			Mise en pension de titres			Risque total (2)	Risque total (2)
	Prêts et acceptations			Dérivés (1)				
En cours	Engagements inutilisés	Autres						
Canada	369 508 \$	128 739 \$	59 248 \$	62 380 \$	22 832 \$	642 707 \$	634 262 \$	611 690 \$
États-Unis	21 831	35 011	18 805	121 792	11 630	209 069	210 657	169 692
Europe (3)	10 993	9 415	34 848	65 657	26 604	147 517	147 693	143 011
Autres pays	12 020	2 628	13 565	19 878	3 871	51 962	53 365	50 439
Risque total (4)	414 352 \$	175 793 \$	126 466 \$	269 707 \$	64 937 \$	1 051 255 \$	1 045 977 \$	974 832 \$

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts.

(3) Les données liées à l'Europe au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte des dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés que nous présentons.

(4) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, les pourcentages enregistrés correspondant à 61 %, à 20 %, à 14 % et à 5 %, respectivement, du risque auquel nous sommes exposés. L'augmentation du risque auquel nous sommes exposés au Canada par rapport au trimestre précédent découle principalement de l'accroissement des prêts et acceptations.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

En juin 2012, le BSIF a publié une nouvelle ligne directrice intitulée *Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels*, qui a pour objectif de favoriser la transparence et la présentation accrue d'informations détaillées qui permettent la comparabilité au sein du secteur bancaire et qui est entrée en vigueur au premier trimestre de 2013.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2013					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Assurés (2)	Non assurés		Total	Total	
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 441 \$	62 %	3 912 \$	38 %	10 353 \$	1 967 \$
Québec	12 535	58	9 151	42	21 686	3 963
Ontario	36 914	40	56 296	60	93 210	16 566
Provinces des Prairies	24 899	60	16 446	40	41 345	10 488
Colombie-Britannique et territoires	16 170	45	19 788	55	35 958	10 131
Total – Canada (4)	96 959 \$	48 %	105 593 \$	52 %	202 552 \$	43 115 \$
États-Unis	5	1	344	99	349	252
Autres pays	11	–	2 634	100	2 645	1 861
Total – autres pays	16 \$	1 %	2 978 \$	99 %	2 994 \$	2 113 \$
Total	96 975 \$	47 %	108 571 \$	53 %	205 546 \$	45 228 \$
Total – 30 avril 2013	92 014 \$	46 %	107 834 \$	54 %	199 848 \$	45 378 \$
Total – 31 octobre 2012	82 104 \$	42 %	114 393 \$	58 %	196 497 \$	45 073 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent des titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 895 millions de dollars (1 290 millions au 30 avril 2013).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Le solde total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 203 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 181 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards, dont une tranche de 3,8 milliards n'est pas garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 17 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Plus de 99,8% des marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2013, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 30 avril 2013) de ce portefeuille. Environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 30 avril 2013) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété que nous détenons, et une tranche de moins de 8 % (8 % au 30 avril 2013) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

	Au				
	31 juillet 2013			30 avril 2013	31 octobre 2012
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Total	Total
Période d'amortissement					
25 ans ou moins	67 %	87 %	67 %	65 %	63 %
Plus de 25 à 30 ans	22	13	22	23	23
Plus de 30 à 35 ans	9	–	9	9	10
Plus de 35 ans	2	–	2	3	4
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires traditionnels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2013		le 30 avril 2013		le 31 juillet 2013	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Secteur géographique (3)						
Provinces de l'Atlantique	71 %	72 %	70 %	71 %	71 %	71 %
Québec	67	70	66	69	67	69
Ontario	68	67	67	67	67	67
Provinces des Prairies	70	70	70	69	70	70
Colombie-Britannique et territoires	64	62	64	61	65	62
États-Unis	58	36	71	40	64	54
Autres pays	85	48	79	60	82	57
Moyenne (4), (5)	68 %	67 %	67 %	67 %	68 %	67 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; les provinces des Prairies comprennent le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Le ratio prêt-valeur moyen des prêts hypothécaires résidentiels non assurés et des produits de la gamme Marge Proprio de notre secteur Services bancaires canadiens s'est établi à 69 % et à 68 %, respectivement, pour le trimestre clos le 31 octobre 2012.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 47 % au 31 juillet 2013 (47 % au 30 avril 2013). Ce calcul est ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur un indice provincial du prix du logement de Statistique Canada et il est pondéré selon les valeurs des propriétés. Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de verser des paiements supplémentaires si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2013	31 octobre 2012
	31 juillet 2013								
	Prêts et acceptations		Autres						
En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe	
Risque brut lié à l'Europe (3)	10 993 \$	9 415 \$	20 197 \$	14 651 \$	65 657 \$	26 604 \$	147 517 \$	147 693 \$	143 011 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	64 043	-	64 043	65 542	63 887
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	18 436	18 436	15 527	10 536
Engagements inutilisés	-	9 415	-	14 651	-	-	24 066	25 521	27 781
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours (4)	10 993 \$	- \$	20 197 \$	- \$	1 614 \$	8 168 \$	40 972 \$	41 103 \$	40 807 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	5 805	5 805	7 160	6 495
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	11 489	-	-	-	11 489	11 859	11 742
Risque net lié à l'Europe (5)	10 993 \$	- \$	31 686 \$	- \$	1 614 \$	2 363 \$	46 656 \$	45 802 \$	46 054 \$

- (1) Se compose d'engagements inutilisés de 7,0 milliards de dollars à des entreprises, de 2,0 milliards à des institutions financières et de 0,4 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 3,5 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 1,9 milliard en France, de 1,7 milliard en Allemagne, de 222 millions en Irlande et de 119 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 2,0 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 86 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une note de première qualité.
- (2) Les valeurs mobilières comprennent des dépôts de 13,1 milliards (12,1 milliards au 30 avril 2013), des titres détenus à des fins de transaction de 11,5 milliards de dollars (11,9 milliards au 30 avril 2013) et des titres disponibles à la vente de 7,1 milliards (6,3 milliards au 30 avril 2013).
- (3) Le risque brut lié à l'Europe au 31 octobre 2012 a été retraité précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés que nous présentons.
- (4) Selon notre interprétation des risques liés aux engagements capitalisés bruts présentés par certaines banques américaines, qui ne tiennent pas compte des engagements inutilisés, du montant au titre du risque de crédit éventuel et des biens donnés en garantie.
- (5) Exclut un risque de 0,8 milliard de dollars (0,6 milliard au 30 avril 2013) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,2 milliards (2,1 milliards au 30 avril 2013) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III (accord de Bâle II avant le 31 janvier 2013). Le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 147,5 milliards de dollars au 31 juillet 2013. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 41 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 64 milliards, des lettres de crédit et des garanties, et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 24,1 milliards ainsi que du montant de 18,4 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 46,7 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 5,8 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 11,5 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,8 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au						30 avril 2013	31 octobre 2012	
	31 juillet 2013					Total			Total
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (1)	Mise en pension de titres	Dérivés	Total				
Royaume-Uni (2)	6 996 \$	7 268 \$	1 287 \$	824 \$	16 375 \$	15 718 \$	14 887 \$		
Allemagne	96	6 720	36	555	7 407	7 522	6 815		
France	635	2 711	47	227	3 620	3 264	3 786		
Total – Royaume-Uni, Allemagne et France	7 727 \$	16 699 \$	1 370 \$	1 606 \$	27 402 \$	26 504 \$	25 488 \$		
Grèce	– \$	20 \$	– \$	– \$	20 \$	13 \$	14 \$		
Irlande	73	30	30	102	235	313	498		
Italie	79	81	–	26	186	227	157		
Portugal	–	1	–	–	1	5	1		
Espagne	363	109	–	1	473	673	803		
Total – pays périphériques (3)	515 \$	241 \$	30 \$	129 \$	915 \$	1 231 \$	1 473 \$		
Luxembourg	862 \$	5 353 \$	12 \$	90 \$	6 317 \$	5 926 \$	6 900 \$		
Pays-Bas	256	2 198	–	226	2 680	2 634	3 283		
Norvège	315	2 175	–	23	2 513	2 427	1 632		
Suède	–	1 875	54	1	1 930	1 653	1 371		
Suisse	453	2 052	129	54	2 688	2 614	3 233		
Autres	865	1 093	19	234	2 211	2 813	2 674		
Total – autres pays d'Europe	2 751 \$	14 746 \$	214 \$	628 \$	18 339 \$	18 067 \$	19 093 \$		
Total du risque lié à l'Europe (4), (5)	10 993 \$	31 686 \$	1 614 \$	2 363 \$	46 656 \$	45 802 \$	46 054 \$		

- (1) Les valeurs mobilières comprennent des dépôts de 13,1 milliards de dollars (12,1 milliards au 30 avril 2013), des titres détenus à des fins de transaction de 11,5 milliards (11,9 milliards au 30 avril 2013) et des titres disponibles à la vente de 7,1 milliards (6,3 milliards au 30 avril 2013).
- (2) Les données liées au Royaume-Uni au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés que nous présentons.
- (3) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2013), de 1,4 milliard de dollars pour l'Irlande (2,6 milliards au 30 avril 2013), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 30 avril 2013), de néant pour le Portugal (0,1 milliard au 30 avril 2013) et de 0,9 milliard pour l'Espagne (1,3 milliard au 30 avril 2013).
- (4) Exclut un risque de 0,8 milliard de dollars (0,6 milliard au 30 avril 2013) lié aux organismes supranationaux.
- (5) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 0,9 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui a trait principalement au Royaume-Uni et qui tient essentiellement à l'augmentation des prêts et des titres détenus à des fins de transaction.

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible et le risque de crédit total s'élevait à 0,9 milliard de dollars au 31 juillet 2013, comparativement à 1,2 milliard au trimestre précédent. Ce risque concerne principalement des titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont principalement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de teneur de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Au cours du trimestre, nous avons mis fin à nos activités de courtier principal en Allemagne et en France. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts s'inscrivent dans la foulée de l'approche adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,48 %.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												30 avril 2013	31 octobre 2012
	31 juillet 2013													
	R.-U.	Allemagne	France	Total R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total Europe		
Institutions financières	5 698 \$	5 647 \$	1 304 \$	12 649 \$	– \$	106 \$	43 \$	1 \$	63 \$	213 \$	8 686 \$	21 548 \$	19 944 \$	21 944 \$
Organismes souverains (1)	4 374	1 121	1 547	7 042	–	9	29	–	19	57	6 545	13 644	14 304	12 661
Grandes entreprises	6 303	639	769	7 711	20	120	114	–	391	645	3 108	11 464	11 554	11 449
Total (2)	16 375 \$	7 407 \$	3 620 \$	27 402 \$	20 \$	235 \$	186 \$	1 \$	473 \$	915 \$	18 339 \$	46 656 \$	45 802 \$	46 054 \$

(1) Les données liées aux organismes souverains au 31 octobre 2012 ont été retraitées précédemment afin de tenir compte de dépôts auprès d'une banque centrale, qui n'étaient auparavant pas pris en compte dans le risque auquel nous sommes exposés que nous présentons.

(2) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières a augmenté de 1,6 milliard de dollars, résultat qui concerne principalement les risques liés au Royaume-Uni et à l'Allemagne. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains a diminué de 0,7 milliard de dollars, résultat qui a principalement trait aux risques liés à l'Allemagne et au Royaume-Uni. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises a reculé de 0,1 milliard de dollars, résultat qui tient au fait que la réduction des risques liés aux autres pays d'Europe a été largement neutralisée par l'accroissement des risques liés au Royaume-Uni.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	226 \$	254 \$	300 \$	721 \$	869 \$
Gestion de patrimoine	10	(1)	–	9	(1)
Marchés des Capitaux	28	40	24	177	72
Services de soutien généraux et autres (1)	3	(5)	–	(3)	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	267 \$	288 \$	324 \$	904 \$	939 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	4 \$	7 \$	7 \$	15 \$	24 \$
Prêts aux particuliers	91	93	94	277	307
Prêts sur cartes de crédit	88	90	96	266	304
Prêts aux petites entreprises	7	8	9	23	32
Prêts de détail	190	198	206	581	667
Prêts de gros	39	57	40	110	87
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	229	255	246	691	754
États-Unis (2)					
Prêts de détail	2 \$	(1)\$	2 \$	3 \$	3 \$
Prêts de gros	22	19	13	40	32
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	24	18	15	43	35
Autres pays (2)					
Prêts de détail	7 \$	9 \$	34 \$	33 \$	57 \$
Prêts de gros	7	6	30	137	95
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	14	15	64	170	152
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	267	288	325	904	941
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	–	(1)	–	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	267 \$	288 \$	324 \$	904 \$	939 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)					
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,26 %	0,29 %	0,34 %	0,30 %	0,34 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,26 %	0,31 %	0,38 %	0,29 %	0,37 %
Services bancaires canadiens	0,25 %	0,29 %	0,30 %	0,27 %	0,33 %
Services bancaires dans les Antilles	0,76 %	1,14 %	3,55 %	1,15 %	2,22 %
Marchés des Capitaux	0,20 %	0,31 %	0,20 %	0,44 %	0,21 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2012.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 74 millions de dollars, ou 25 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 12 points de base, en raison principalement de la réduction des dotations liées à notre portefeuille dans les Antilles et des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit, de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, laquelle reflète l'amélioration de la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 4 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des dotations ayant trait à un seul compte, qui sont liées au secteur Technologie et médias.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 10 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement une dotation ayant trait à un seul compte.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 21 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 3 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 28 millions de dollars, ou 11 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 5 points de base, en raison principalement de la diminution des dotations liées au portefeuille de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, laquelle reflète en grande partie le recouvrement d'un unique compte commercial, et de la réduction des dotations liées à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a reculé de 12 millions de dollars, ou 30 %, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation, à la période précédente, de dotations plus élevées ayant trait à deux comptes et liées principalement au secteur Technologie et médias.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 11 millions de dollars, résultat qui reflète principalement une dotation ayant trait à un seul compte.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 35 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 148 millions de dollars, ou 17 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 8 points de base, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la réduction des dotations liées à notre portefeuille dans les Antilles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 105 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement des dotations ayant trait à quelques comptes, qui sont en grande partie liées au secteur Technologie et médias.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine s'est accrue de 10 millions de dollars, résultat qui reflète principalement une dotation ayant trait à un seul compte.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 811 \$	1 860 \$	1 877 \$
Marchés des Capitaux	219	302	203
Services aux investisseurs et trésorerie	3	3	3
Services de soutien généraux et autres	39	20	38
Total du montant brut des prêts douteux	2 072 \$	2 185 \$	2 121 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	695 \$	755 \$	711 \$
Prêts de gros	490	529	498
Montant brut des prêts douteux	1 185	1 284	1 209
États-Unis (1)			
Prêts de détail	14 \$	9 \$	7 \$
Prêts de gros	136	178	172
Montant brut des prêts douteux	150	187	179
Autres pays (1)			
Prêts de détail	273 \$	256 \$	253 \$
Prêts de gros	464	458	480
Montant brut des prêts douteux	737	714	733
Total du montant brut des prêts douteux	2 072 \$	2 185 \$	2 121 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 49 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a reculé de 66 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui découle principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles et à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 16 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés aux secteurs Transport et environnement et Technologie et médias, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Produits industriels, Industrie automobile et Produits de financement.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 113 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 49 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui tient principalement au nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux entreprises au Canada, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 83 millions de dollars, ou 27 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés au secteur Technologie et médias.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	477 \$	512 \$	509 \$
Marchés des Capitaux	73	91	63
Services aux investisseurs et trésorerie	2	1	2
Services de soutien généraux et autres	9	2	3
Total de la provision pour prêts douteux	561	606	577
Canada (1)			
Prêts de détail	132 \$	139 \$	139 \$
Prêts de gros	170	195	168
Provision pour prêts douteux	302	334	307
États-Unis (1)			
Prêts de détail	3 \$	1 \$	1 \$
Prêts de gros	35	34	43
Provision pour prêts douteux	38	35	44
Autres pays (1)			
Prêts de détail	102 \$	92 \$	108 \$
Prêts de gros	119	145	118
Provision pour prêts douteux	221	237	226
Total de la provision pour prêts douteux	561	606	577
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 451	1 451	1 451
Total de la provision pour pertes sur créances	2 012 \$	2 057 \$	2 028 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui a principalement trait à la diminution de la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles, facteur neutralisé par l'augmentation de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 45 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la réduction de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux, de la provision pour pertes sur créances liée à notre portefeuille dans les Antilles, et de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts aux entreprises au Canada.

Risque de marché**VAR liée à la gestion du risque de marché**

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la valeur de marché aux fins de la présentation de l'information financière, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne certaines positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée chaque semaine de manière semblable à la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités de négociation, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2012.

Le tableau suivant illustre également l'effet de diversification. La VAR globale est inférieure à la somme des VAR individuelles, ce qui tient à l'incidence des différents types de risque sur le portefeuille.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013				30 avril 2013		31 juillet 2012	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas				
Actions	10 \$	8 \$	15 \$	6 \$	12 \$	9 \$	14 \$	14 \$
Change	6	5	6	3	5	4	3	4
Marchandises	3	2	3	2	2	3	2	2
Taux d'intérêt	44	42	47	38	39	39	50	48
Risque spécifique de crédit (1)	10	10	12	9	10	9	10	10
Effet de diversification	(27)	(22)	(31)	(18)	(25)	(22)	(30)	(29)
VAR liée à la gestion du risque de marché	46 \$	45 \$	51 \$	41 \$	43 \$	42 \$	49 \$	49 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	95 \$	105 \$	123 \$	94 \$	87 \$	84 \$	74 \$	75 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013				31 juillet 2012	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date Moyenne
		Moyenne	Haut	Bas		
Actions	10 \$	9 \$	19 \$	5 \$	14 \$	11 \$
Change	6	3	6	1	3	4
Marchandises	3	3	5	2	2	2
Taux d'intérêt	44	41	51	36	50	52
Risque spécifique de crédit (1)	10	10	12	9	10	9
Effet de diversification	(27)	(23)	(31)	(16)	(30)	(24)
VAR liée à la gestion du risque de marché	46 \$	43 \$	51 \$	38 \$	49 \$	54 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	95 \$	89 \$	123 \$	73 \$	74 \$	80 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

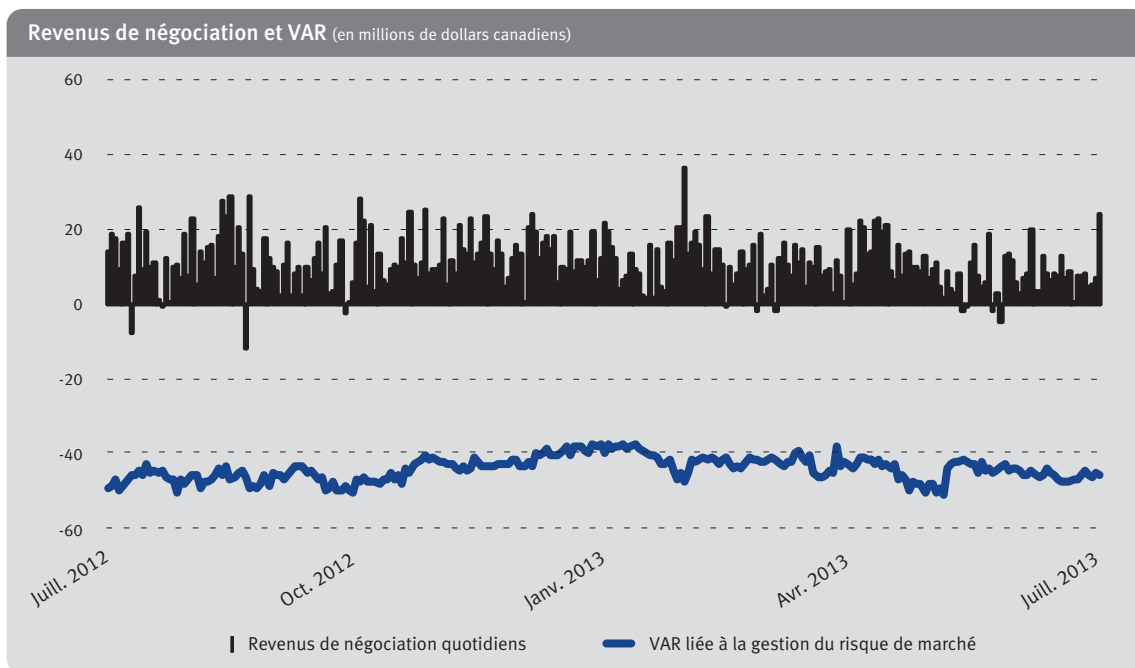
La moyenne de la VAR a augmenté de 3 millions de dollars, passant de 42 millions au dernier trimestre à 45 millions. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement de la VAR liée au taux d'intérêt, laquelle découlait du risque lié à l'élargissement de l'écart de taux et à l'émission de passifs évalués à la juste valeur. La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 21 millions de dollars, passant de 84 millions au dernier trimestre à 105 millions, principalement en raison d'un risque plus élevé à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires, de certains titres de participation et de titres d'emprunt à revenu fixe sensibles au risque de crédit. Le risque accru lié aux titres adossés à des créances hypothécaires découlait en partie des changements de méthodologie qui reflétaient de façon plus précise le comportement des prix des titres adossés à des créances hypothécaires au moment de la crise financière mondiale de 2008 et de 2009, qui est la période historique utilisée pour la VAR en période de tensions.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

La moyenne de la VAR a diminué de 4 millions de dollars, pour s'établir à 45 millions comparativement à 49 millions pour l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'actualisation de l'horizon historique de deux ans utilisé pour calculer la VAR. La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 30 millions de dollars, passant de 75 millions pour l'exercice précédent à 105 millions, en raison essentiellement des changements apportés au troisième trimestre dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR a diminué de 11 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction des soldes de certains portefeuilles de titres à revenu fixe au cours des trois premiers trimestres de l'exercice précédent, et de l'actualisation de l'horizon historique de la VAR. La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 9 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent principalement en raison des changements apportés au troisième trimestre dont il est fait mention ci-dessus.



Au cours du trimestre, nous avons connu quatre séances marquées par des pertes de négociation nettes totalisant 10 millions de dollars alors que nous avons connu trois séances marquées par des pertes de négociation totalisant 5 millions au deuxième trimestre de 2013. La perte la plus marquée, qui est survenue le 25 juin 2013, s'établit à 5 millions de dollars et elle est principalement imputable au resserrement de nos écarts de taux.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2013, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013						30 avril 2013	31 juillet 2012		
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(500)\$	(2)\$	(502)\$	428 \$	11 \$	439 \$	(500)\$	437 \$	(529)\$	329 \$
diminution des taux de 100 p.b.	374	1	375	(311)	-	(311)	337	(311)	426	(240)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2012. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent essentiellement dans les limites de notre goût du risque.

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et les normes publiées par le BSIF. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. Ces changements ont eu une incidence favorable sur notre ratio de couverture des liquidités. Le CBCB poursuivra son examen du ratio de capitalisation stable net et la mise en application des exigences liées à ce ratio devrait entrer en vigueur en 2018. En juillet 2013, le CBCB a publié un document consultatif intitulé *Liquidity coverage ratio disclosure standards*. Les commentaires relatifs à ce document doivent être présentés au CBCB au plus tard au milieu d'octobre 2013. On s'attend à ce que les banques se conforment aux normes d'information du CBCB à compter de 2015.

Évaluation des risques

Nous utilisons divers paramètres et diverses mesures fondés sur des plafonds pour surveiller et contrôler le risque de liquidité en fonction de seuils de tolérance appropriés, de divers horizons et du degré de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes afin d'assurer leur concordance avec notre contexte opérationnel, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction du risque de liquidité structurel, du risque de liquidité stratégique et du risque de liquidité éventuel.

Nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéances contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations importantes et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2012.

Profil de risque

Au 31 juillet 2013, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 353 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (344 milliards, ou 53 %, au 30 avril 2013). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 75 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 114 milliards, qui représentaient 11 % et 17 % du total du financement au 31 juillet 2013, respectivement (76 milliards et 124 milliards, ou 12 % et 19 % du total du financement, respectivement, au 30 avril 2013). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 31 juillet 2013 et au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 9,9 milliards de dollars, soit 5,4 milliards de dollars US et 4,5 milliards de dollars CA (9,8 milliards, soit 5,3 milliards de dollars US et 4,5 milliards de dollars CA au 30 avril 2013). Nous détenons également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4,6 milliards de dollars US au 31 juillet 2013 (1,3 milliard de dollars US au 30 avril 2013); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 2,5 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013 (1,4 milliard de dollars US au 30 avril 2013). L'augmentation de ces réserves tient à un changement de méthode ayant pris effet ce trimestre, qui vise à assurer une meilleure concordance avec l'approche fondée sur le ratio de couverture des liquidités préconisée par le CBCB, laquelle tient également compte de l'incidence qu'aurait une révision à la baisse de trois crans des notations qui nous sont attribuées.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides, lesquels constituent l'une des données utilisées pour évaluer notre profil de risque de liquidité, et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, qui sont dans les deux cas hors bilan. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Au 31 juillet 2013, nos actifs liquides hautement négociables non grevés représentaient 20 % du total de notre actif (18 % au 30 avril 2013). Aux fins du tableau présenté ci-après, les actifs liquides grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie. Les actifs liquides non grevés représentent l'écart entre le total des actifs liquides et les actifs liquides grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Actifs liquides (1)

	Au					30 avril 2013
	31 juillet 2013		Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés	
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie – financement de titres et transactions sur dérivés				
Trésorerie et dépôts auprès de banques centrales	9 154 \$	– \$	9 154 \$	817 \$	8 337 \$	8 903 \$
Dépôts auprès d'institutions financières	12 305	–	12 305	82	12 223	11 653
Métaux précieux	318	–	318	–	318	276
Valeurs mobilières (2)						
Titres obligataires d'entités gouvernementales canadiennes	38 951	31 140	70 091	36 239	33 852	21 889
Titres obligataires d'entités gouvernementales étrangères	55 231	64 100	119 331	65 243	54 088	48 304
Autres valeurs mobilières	55 440	28 149	83 589	38 156	45 433	52 369
Prêts						
Titres hypothécaires LNH	29 671	–	29 671	9 860	19 811	15 596
Total	201 070 \$	123 389 \$	324 459 \$	150 397 \$	174 062 \$	158 990 \$
Au 30 avril 2013	194 316 \$	111 049 \$	305 365 \$	146 375 \$	158 990 \$	

	Au		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par des banques	Actifs liquides détenus par des banques	Actifs liquides non grevés
Banque Royale du Canada	91 404 \$	78 458 \$	75 906 \$
Succursales à l'étranger	26 094	23 405	24 996
Filiales	83 572	92 453	73 160
Total	201 070 \$	194 316 \$	174 062 \$

- (1) L'information fournie s'applique à l'échelle de l'entreprise. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions liées au marché et des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Comprend des obligations d'État, d'entités du secteur public et de grandes entreprises de première qualité ainsi que des titres sur les marchés monétaires, des fonds négociés en Bourse et des titres négociés dans un indice boursier principal, mais exclut les titres à enchères et les titres adossés à des actifs non garantis par une agence, ainsi que les actions et les fonds communs de placement non inscrits à un indice. Toutes les valeurs mobilières sont comptabilisées à la valeur de marché.

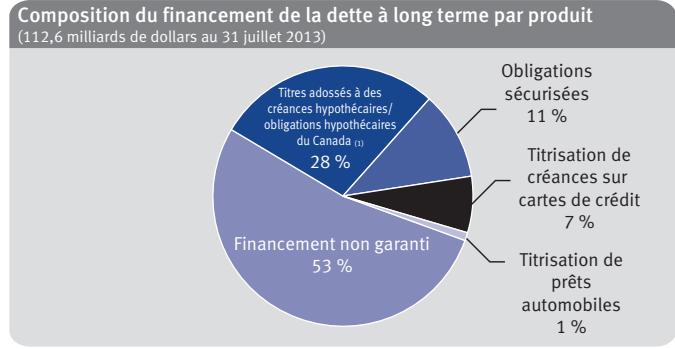
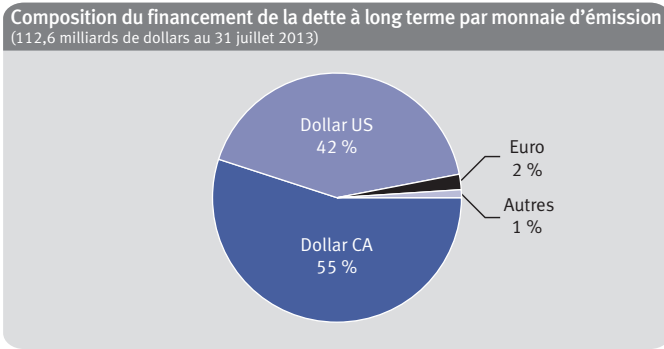
Financement*Stratégie de financement*

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées pour ce qui est de la provenance géographique, des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller constamment les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme enregistré de la SEC – 25 milliards de dollars US • Obligations sécurisées enregistrées auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires de la *Loi nationale sur l'habitation* du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et secteurs d'investissement, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Titres adossés à des créances hypothécaires et obligations hypothécaires au Canada.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes.

Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable et a confirmé nos notations d'émetteur de titres d'emprunt à long terme et à court terme. S&P a révisé la perspective par suite de son examen du secteur bancaire et des risques économiques au Canada, et elle a en conséquence révisé son analyse par pays des risques liés au secteur bancaire, faisant passer le Canada du groupe 1 au groupe 2.

Le 28 janvier 2013, Moody's a supprimé les facteurs systémiques liés aux notations attribuées à la dette subordonnée de RBC et de toutes les autres banques canadiennes, conformément à son annonce faite en octobre 2012. Moody's a confirmé toutes les autres notations qui nous ont été attribuées.

Le 9 juillet 2013, Dominion Bond Rating Services a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, lesquelles sont étayées par notre modèle d'affaires diversifié, par la solidité de nos services de détail au Canada et par nos activités bien positionnées sur les marchés financiers. Le 22 juillet 2013, Moody's a également confirmé nos notations assorties d'une perspective stable.

Autrement, nos notations demeurent inchangées pour le trimestre et elles sont assorties d'une perspective stable.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives au 28 août 2013.

	Au 28 août 2013 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable (2)
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 13 décembre 2012, S&P a révisé à la hausse sa perspective nous concernant, la faisant passer de négative à stable.

Profil des dépôts

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des particuliers et des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, ont augmenté de près de 3 % par rapport au trimestre précédent, et représentent 69 % du total de nos dépôts, résultat qui tient à la croissance continue de nos dépôts relationnels et à l'élargissement de notre profil de financement de gros.

Échéances contractuelles

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan au 31 juillet 2013, ainsi que les données comparatives au 30 avril 2013, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la

comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2013									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	21 459 \$	21 459 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	87 403	530	21	228	41	420	308	4 534	43 999	137 484
Titres disponibles à la vente	2 870	3 891	2 019	664	771	4 560	6 850	13 328	1 865	36 818
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 748	23 352	11 285	7 010	9 952	805	–	–	6 032	120 184
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	14 506	11 185	6 510	8 103	17 542	124 090	100 861	29 381	90 042	402 220
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 250	532	472	541	2 859	2 419	1 832	306	–	10 211
Dérivés	3 368	4 238	4 489	2 195	1 933	15 552	12 898	33 171	2	77 846
Autres actifs financiers	19 383	740	533	310	146	539	217	682	509	23 059
Total des actifs financiers	190 528 \$	44 468 \$	25 329 \$	19 051 \$	33 244 \$	148 385 \$	122 966 \$	81 402 \$	163 908 \$	829 281 \$
Autres actifs non financiers	1 446	529	1 730	124	301	1 599	–	2 009	14 285	22 023
Total de l'actif	191 974 \$	44 997 \$	27 059 \$	19 175 \$	33 545 \$	149 984 \$	122 966 \$	83 411 \$	178 193 \$	851 304 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	37 867 \$	18 907 \$	12 374 \$	29 259 \$	10 835 \$	62 106 \$	23 275 \$	11 587 \$	273 995 \$	480 205 \$
Emprunts garantis	99	3 596	4 208	5 111	2 123	16 028	11 756	10 309	–	53 230
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	6 546	5 632	600	–	12 778
Autres										
Acceptations	1 250	532	472	541	2 859	2 419	1 832	306	–	10 211
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 473	–	–	–	–	–	–	–	–	46 473
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	59 634	1 304	166	1 502	1 766	–	–	–	1 178	65 550
Dérivés	3 333	4 102	4 671	2 373	2 217	18 390	13 378	31 914	–	80 378
Autres passifs financiers	18 927	644	551	337	289	652	286	4 124	–	25 810
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	221	–	7 171	–	7 392
Titres de fiducie de capital	–	–	828	–	–	–	–	–	–	828
Total des passifs financiers	167 583 \$	29 085 \$	23 270 \$	39 123 \$	20 089 \$	106 362 \$	56 159 \$	66 011 \$	275 173 \$	782 855 \$
Autres passifs non financiers	1 403	308	2 436	224	139	2 459	673	8 547	3 290	19 479
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	48 970	48 970
Total du passif et des capitaux propres	168 986 \$	29 393 \$	25 706 \$	39 347 \$	20 228 \$	108 821 \$	56 832 \$	74 558 \$	327 433 \$	851 304 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	2 049 \$	377 \$	1 709 \$	1 590 \$	2 259 \$	4 206 \$	1 956 \$	96 \$	50 \$	14 292 \$
Engagements en vertu de baux	58	117	177	172	169	1 210	820	1 427	–	4 150
Engagements de crédit	2 943	4 258	8 107	4 106	8 725	43 817	62 585	11 683	1 532	147 756
Autres engagements	2 187	39	56	304	1 612	342	427	100	59 321	64 388
Total des éléments hors bilan	7 237 \$	4 791 \$	10 049 \$	6 172 \$	12 765 \$	49 575 \$	65 788 \$	13 306 \$	60 903 \$	230 586 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2013									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	21 484 \$	21 484 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	89 689	768	11	38	22	377	296	5 113	43 472	139 786
Titres disponibles à la vente	2 593	3 758	791	1 674	553	4 604	6 675	14 097	1 798	36 543
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	65 583	28 820	9 941	5 596	7 931	603	–	–	6 170	124 644
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	14 698	13 168	8 078	8 464	17 155	114 140	102 258	27 862	90 780	396 603
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 095	390	409	831	2 249	1 895	2 118	288	–	9 275
Dérivés	2 771	4 416	2 676	3 443	1 846	16 776	14 668	47 094	3	93 693
Autres actifs financiers (2)	20 316	806	519	264	220	624	231	595	479	24 054
Total des actifs financiers	196 745 \$	52 126 \$	22 425 \$	20 310 \$	29 976 \$	139 019 \$	126 246 \$	95 049 \$	164 186 \$	846 082 \$
Autres actifs non financiers (2)	1 084	472	1 476	310	338	1 696	1	2 031	14 040	21 448
Total de l'actif	197 829 \$	52 598 \$	23 901 \$	20 620 \$	30 314 \$	140 715 \$	126 247 \$	97 080 \$	178 226 \$	867 530 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	34 793 \$	18 961 \$	24 135 \$	10 685 \$	24 071 \$	56 582 \$	20 495 \$	9 225 \$	266 218 \$	465 165 \$
Emprunts garantis	121	2 868	3 783	4 399	5 066	15 238	13 856	9 798	–	55 129
Obligations sécurisées	–	–	–	–	–	4 710	4 484	1 759	–	10 953
Autres										
Acceptations	1 095	390	409	831	2 249	1 895	2 118	288	–	9 275
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	–	–	–	–	–	–	–	–	49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	66 484	985	747	264	1 388	1 000	–	–	1 516	72 384
Dérivés	3 137	4 205	3 264	3 800	1 861	20 552	15 400	45 445	1	97 665
Autres passifs financiers (2)	23 099	915	766	322	381	632	250	4 026	42	30 433
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	225	–	8 278	–	8 503
Titres de fiducie de capital	–	–	–	899	–	–	–	–	–	899
Total des passifs financiers	178 357 \$	28 324 \$	33 104 \$	21 200 \$	35 016 \$	100 834 \$	56 603 \$	78 819 \$	267 777 \$	800 034 \$
Autres passifs non financiers (2)	1 564	462	113	1 602	252	2 292	925	9 070	3 193	19 473
Actions	–	–	–	–	–	–	–	–	48 023	48 023
Total du passif et des capitaux propres	179 921 \$	28 786 \$	33 217 \$	22 802 \$	35 268 \$	103 126 \$	57 528 \$	87 889 \$	318 993 \$	867 530 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 584 \$	1 158 \$	948 \$	2 142 \$	2 542 \$	3 725 \$	1 966 \$	70 \$	23 \$	14 158 \$
Engagements en vertu de baux	60	119	175	177	174	1 256	802	1 435	–	4 198
Engagements de crédit	3 013	2 070	5 275	6 539	5 902	41 843	59 737	10 516	753	135 648
Autres engagements	1 792	158	200	351	1 650	298	241	86	60 592	65 368
Total des éléments hors bilan	6 449 \$	3 505 \$	6 598 \$	9 209 \$	10 268 \$	47 122 \$	62 746 \$	12 107 \$	61 368 \$	219 372 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins opérationnels et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Gestion du capital

Accord de Bâle III

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié un document intitulé *Basel III: A global regulatory framework for more resilient banks and banking systems*. Ce document, dont le but est de favoriser une stabilité financière et une croissance économique durable, énonce les exigences en matière de fonds propres et de liquidités qui s'appliquent aux banques à l'échelle mondiale. Le CBCB a établi les exigences transitoires relativement aux ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total, qui sont de 3,5 %, de 4,5 % et de 8 %, respectivement, pour 2013, et qui seront progressivement majorés à 7 %, à 8,5 % et à 10,5 %, respectivement (ratio minimal plus la réserve de conservation des fonds propres) d'ici le 1^{er} janvier 2019. Afin de fournir des lignes directrices concernant la mise en œuvre de l'accord de Bâle III, le BSIF a publié, en décembre 2012, la version définitive de sa *Ligne directrice sur les normes de fonds propres* en vertu de l'accord de Bâle III.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles « tout compris » (ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres – exigences du CBCB ayant prise d'effet le 1^{er} janvier 2019) selon l'échéancier suivant : à compter du premier trimestre de 2013 en ce qui concerne le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie et d'ici le premier trimestre de 2014 en ce qui concerne le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total. La méthode dite « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de capital non admissibles. La plus récente version de la ligne directrice du BSIF reporte également au 1^{er} janvier 2014 la mise en application des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. Le BSIF a récemment publié les options d'application graduelle des exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, laquelle application se ferait sur une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2014. Ces options font actuellement l'objet d'une évaluation. En mars 2013, le BSIF a publié la liste des six banques canadiennes, qui comprend RBC, désignées comme des banques d'importance systémique nationale, pour lesquelles un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction du risque de 1 % s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2016.

En juin 2013, le CBCB a publié un document consultatif intitulé *Revised Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements*. Ce document prévoit une obligation d'informer le public ayant prise d'effet le 1^{er} janvier 2015 et l'adoption du premier pilier le 1^{er} janvier 2018, en fonction d'un examen et d'un calibrage appropriés. Le CBCB continuera d'évaluer le ratio minimal de 3 % relatif au ratio de levier financier pendant la période d'utilisation simultanée s'échelonnant du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2017, au cours de laquelle le ratio de levier financier et ses composantes sont présentés en fonction des lignes directrices du BSIF. Pour plus de détails sur notre mise en œuvre des règles de l'accord de Bâle III, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2012.

Capital réglementaire, ratios de capital et actif pondéré en fonction des risques en vertu de l'accord de Bâle III

En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire comprend les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital total représente la somme de ces composantes.

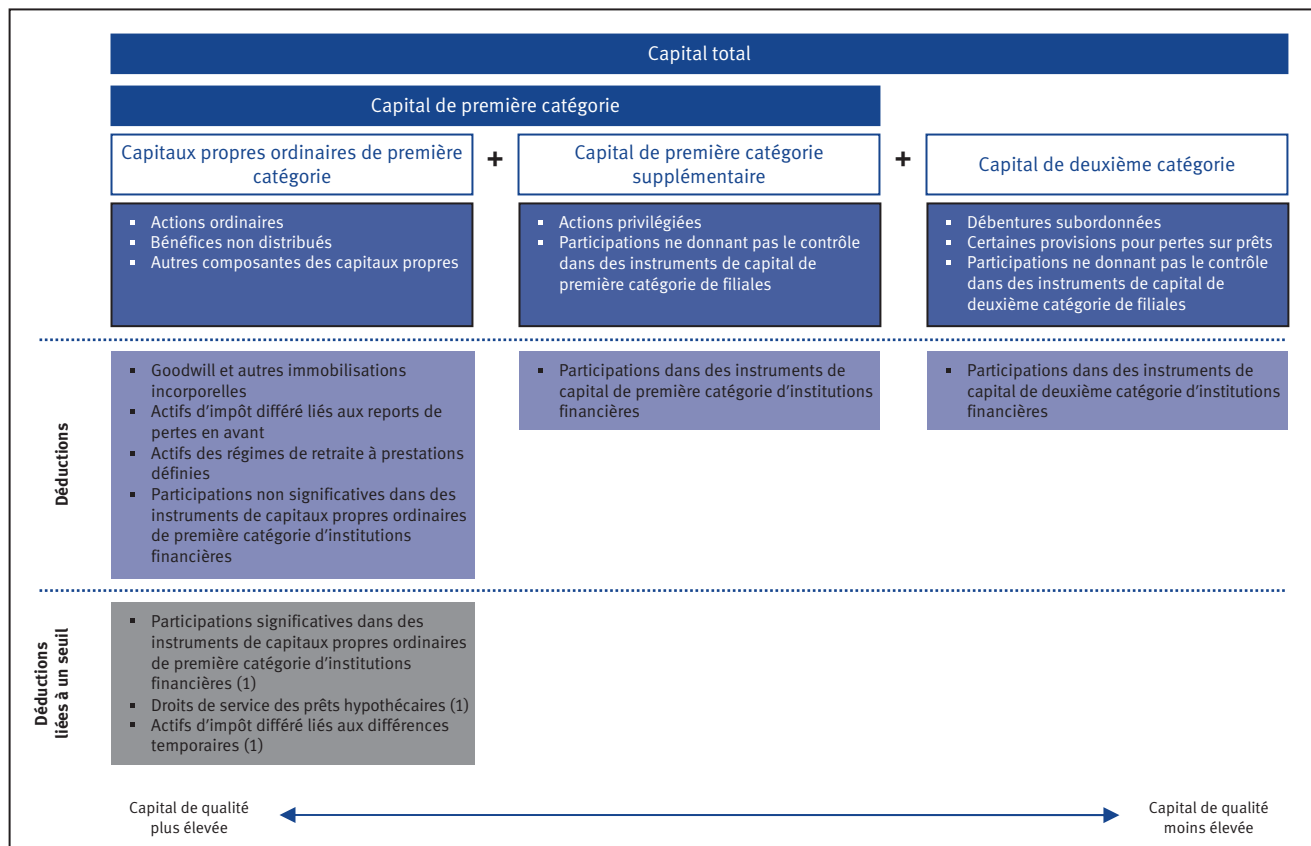
Les capitaux propres ordinaires de première catégorie comprennent le capital de la plus haute qualité. La portée des ajustements réglementaires aux termes de l'accord de Bâle III a été élargie afin d'y inclure la déduction intégrale de certains éléments ainsi que des composantes du capital supplémentaires qui sont assujettis aux déductions liées à un seuil.

La définition du capital de première catégorie a été modifiée et ce capital comprend principalement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et certains éléments du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie comprend des débentures subordonnées qui satisfont à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations sans contrôle dans des instruments de capital de deuxième catégorie de filiales. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie.

En vertu de l'accord de Bâle III, les exigences liées à l'actif pondéré en fonction des risques sont plus rigoureuses qu'en vertu de l'accord de Bâle II, et elles reflètent essentiellement le seuil de pondération en fonction du risque de 250 % auquel sont assujettis les éléments non déduits des capitaux propres ordinaires de première catégorie, la charge de capital accrue et la nouvelle charge de capital au titre du risque de crédit lié au facteur de corrélation de la valeur de l'actif des institutions financières et les positions ayant fait l'objet d'une compensation par l'entremise de contreparties centrales, ainsi que la conversion de certaines déductions de capital prévues par l'accord de Bâle II relativement à l'actif pondéré en fonction des risques.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques. En attendant que le CBCB examine le cadre définitif relatif au ratio de levier financier prescrit par l'accord de Bâle III, le BSIF exige que les banques canadiennes maintiennent un coefficient actif-capital (qui est calculé en divisant le montant brut de l'actif ajusté par le capital total calculé sur une base transitoire en vertu de l'accord de Bâle III) égal ou inférieur au niveau maximal prescrit par le BSIF, sur une base permanente. Tous les éléments qui sont déduits du capital sont exclus du total de l'actif.

Le tableau suivant présente un sommaire des principales composantes des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie, du capital de deuxième catégorie et du capital total :



- (1) Premier niveau : le montant par lequel chaque élément excède 10 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie (compte tenu de toutes les déductions, mais avant les déductions liées au seuil) sera déduit des capitaux propres ordinaires de première catégorie. Deuxième niveau : le montant total des trois éléments non déduits du montant du premier niveau ci-dessus qui excède 15 % des capitaux propres ordinaires de première catégorie après les ajustements réglementaires sera déduit du capital, et le solde résiduel non déduit sera assujéti à une pondération en fonction du risque de 250 %.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratio cible du capital réglementaire du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital de RBC au 31 juillet 2013	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratio cible du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,2 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	11,3 %	✓	2014/2016
Capital total (%)	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	13,7 %	✓	2014/2016

- (1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

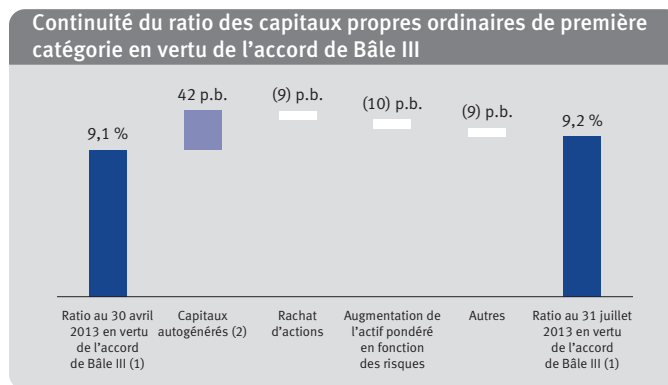
Le tableau qui suit présente des détails sur notre capital réglementaire, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de capital. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Accord de Bâle III – Méthode « tout compris » (1)		Accord de Bâle II
	Au		
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 juillet 2012
Capital			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	29 048 \$	28 288 \$	s.o. (1)
Capital de première catégorie	35 702	34 942	36 160
Capital total	43 180	43 527	41 698
Actif pondéré en fonction des risques			
Risque de crédit	233 527 \$	231 264 \$	208 826 \$
Risque de marché	37 933	37 850	28 692
Risque opérationnel	43 344	42 323	40 900
Actif pondéré en fonction des risques	314 804 \$	311 437 \$	278 418 \$
Ratios de capital et coefficients (2)			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie (1)	9,2 %	9,1 %	s.o. (1)
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	11,2 %	13,0 %
Ratio du capital total	13,7 %	14,0 %	15,0 %
Coefficient actif-capital (3)	16,8 X	16,6 X	16,7 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (3)	792,0 \$	788,7 \$	729,0 \$

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, nous calculons les ratios de capital et le coefficient actif-capital en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Les ratios de capital sont calculés selon la méthode « tout compris ». Les ratios de capital et le coefficient actif-capital de la période précédente ont été calculés en vertu du cadre de l'accord de Bâle II. L'accord de Bâle III et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement. Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie est une nouvelle mesure réglementaire prévue par le cadre de l'accord de Bâle III. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie et le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie sont sans objet (s.o.) pour les périodes antérieures, car l'accord de Bâle III a été adopté de façon prospective, avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013.
- (2) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total transitoires, qui étaient de 12,1 % (12,1 % au 30 avril 2013), de 12,1 % (12,1 % au 30 avril 2013) et de 14,2 % (14,6 % au 30 avril 2013), respectivement. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Les capitaux autogénérés de 1,3 milliard de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,2 %, en hausse de 10 points de base par rapport à 9,1 % au dernier trimestre, résultat qui découle principalement des capitaux autogénérés, facteur neutralisé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques et par l'augmentation des éléments déduits du capital, y compris le goodwill et les profits et pertes liés aux couvertures des flux de trésorerie. Les rachats d'actions ordinaires ont donné lieu à une diminution d'environ 9 points de base du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a augmenté de 10 points de base, en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 3 milliards de dollars, en raison principalement de l'accroissement du risque de crédit lié à la croissance des activités, facteur neutralisé en grande partie par la réduction des risques de crédit reflétant la comptabilisation des biens donnés en garantie liés à certains de nos portefeuilles de prêts.

Notre ratio du capital total a diminué de 30 points de base, en raison essentiellement du remboursement de débetures subordonnées d'un capital de 1 milliard de dollars, qui constituent des instruments de capital de deuxième catégorie, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés.

Au 31 juillet 2013, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 16,8 fois, par rapport à 16,6 fois au deuxième trimestre de 2013, résultat qui reflète principalement le remboursement de débetures subordonnées dont il est fait mention ci-dessus, les rachats d'actions et l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013 :

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	492	25 \$	1 650	77 \$
Actions achetées aux fins d'annulation	(4 686)	(46)	(6 775)	(67)
Actions privilégiées				
Rachat d'actions privilégiées de série AH	(8 500)	(213)	(8 500)	(213)
Capital de deuxième catégorie				
Émission de débetures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)		–		2 000
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 11 mars 2018 (2)		–		(1 000)
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 6 juin 2018 (2)		(1 000)		(1 000)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

Principales données concernant les actions (1)

	Au 31 juillet 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		
Actions ordinaires en circulation	1 440 178	14 333 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions propres – privilégiées	(17)	(1)
Actions propres – ordinaires	(107)	(10)
Options sur actions		
En cours	11 482	
Pouvant être exercées	6 588	
Dividendes		
Actions ordinaires		908
Actions privilégiées		63

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

En octobre 2012, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2013. Au 23 août 2013, nous avons racheté 6,8 millions de nos actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 408 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 67 millions et d'une prime supplémentaire de 341 millions payée lors du rachat.

Au 23 août 2013, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 440 194 059 et à 11 465 983, respectivement. Au 23 août 2013, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à (40 602) et à 89 156, respectivement.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié (notre évaluation interne des exigences en matière de capital) et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. Nous assurons la concorde du taux de conversion du capital avec notre ratio cible des capitaux propres ordinaires de première

catégorie, après que ce ratio a été établi dans le cadre de notre processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres et de notre processus de planification du capital. L'attribution du capital à risque fournit une mesure du rendement uniforme. Elle permet l'établissement d'un bénéfice cible minimal au niveau de l'unité fonctionnelle et est liée à notre objectif de rendement global. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que le report de la mise en application d'exigences liées aux ajustements de l'évaluation du crédit et la mise en œuvre du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des composantes de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012
Risque de crédit	11 700 \$	11 700 \$	9 300 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 150	3 400	3 650
Risque opérationnel	3 950	4 050	3 850
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 500	2 600	2 850
Risque d'assurance	450	450	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	10 950	10 800	9 750
Attribution du capital réglementaire	4 500	2 650	4 250
Capital attribué	37 200 \$	35 650 \$	34 100 \$
Sous-attribution de capital	5 000	5 350	3 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	42 200 \$	41 000 \$	37 700 \$

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le capital attribué a augmenté de 3,1 milliards de dollars, en raison principalement de l'accroissement du risque de crédit découlant de la croissance des activités, de l'augmentation du risque de crédit, du goodwill et des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'Ally Canada, et de la hausse du risque opérationnel reflétant la croissance des revenus. L'augmentation tient aussi à la comptabilisation d'immobilisations incorporelles liées à certaines activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du risque de marché reflétant une diminution du risque de taux d'intérêt, les mises à jour annuelles de nos méthodes, ainsi que la réduction de l'attribution du capital réglementaire en raison principalement du report de la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit.

Notre capitalisation demeure favorable, et le niveau actuel des capitaux disponibles excède le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques importants. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en prévision de l'application des exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 1,6 milliard de dollars, en raison principalement de l'accroissement de l'attribution du capital réglementaire, ainsi que de l'augmentation du goodwill et des immobilisations incorporelles tenant aux profits de change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction du risque de marché découlant de l'utilisation de la VAR, ainsi que par la réduction du risque de taux d'intérêt en raison d'un changement de méthode. La diminution du risque commercial et du risque lié aux immobilisations corporelles a également diminué notre capital attribué.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				31 juillet 2012			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$	150 \$	252 \$	17 \$	419 \$
Juste valeur des titres selon la note								
AAA	8 \$	– \$	– \$		21 \$	10 \$	– \$	
AA	29	3	–		65	30	–	
A	–	65	–		12	10	–	
BBB	24	–	–		12	1	–	
Inférieure à BBB-	62	184	15		40	201	17	
Total	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$	150 \$	252 \$	17 \$	419 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	1 \$	50 \$	– \$		1 \$	16 \$	– \$	
2004	4	66	–		11	22	–	
2005	84	83	15		73	77	17	
2006	28	40	–		23	75	–	
2007 et par la suite	6	13	–		42	62	–	
Total	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$	150 \$	252 \$	17 \$	419 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	7 \$	27 \$	– \$	34 \$	8 \$	32 \$	– \$	40 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	130 \$	279 \$	15 \$	424 \$	158 \$	284 \$	17 \$	459 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(3)\$	(10)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(3)	(12)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(10)	(18)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	1	–

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 424 millions de dollars, représente moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2013, comparativement à 459 millions, ou 0,1 % à l'exercice précédent. La diminution de 35 millions de dollars s'explique principalement par la vente de titres.

Troisième trimestre de 2013 par rapport au troisième trimestre de 2012

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles illustré dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 juillet 2013, notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'est établie à 123 millions de dollars, en baisse de 27 millions, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la vente de certains titres. Relativement à ces risques, une tranche de 37 millions de dollars, ou 30 %, de nos placements connexes présentait une note A ou mieux, soit une diminution de 61 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de certains titres.

Au 31 juillet 2013, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient une note AAA représentaient 7 % du total des placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 14 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2013, notre exposition aux prêts à risque aux États-Unis se chiffrait à 7 millions de dollars, soit une diminution de 1 million par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 252 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain est demeurée inchangée par rapport à l'exercice précédent. Environ 21 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006, comparativement à 54 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2013, notre exposition aux

prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 27 millions de dollars, a diminué de 5 millions par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de TGC, des placements de 15 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2013, la juste valeur des TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 1,6 milliard de dollars, a diminué de 500 millions par rapport à l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2013, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent ni le financement de première qualité, ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 juillet 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 14,1 milliards de dollars, soit une hausse de 3,1 milliards par rapport à l'exercice précédent, qui reflète l'accroissement des volumes de transactions des clients. Au 31 juillet 2013, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés représentait 1,7 % du total de l'actif, comparativement à 1,3 % à l'exercice précédent.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 164 millions de dollars au 31 juillet 2013.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

D'importants transferts d'instruments entre les niveaux 1, 2 et 3 ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2013				
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	Total
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	137 484 \$	42 %	57 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	36 308	15 %	72 %	13 %	100 %
Prêts de gros	1 539	0 %	62 %	38 %	100 %
Dérivés	107 613	3 %	96 %	1 %	100 %
Autres actifs	952	50 %	49 %	1 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	66 136 \$	0 %	83 %	17 %	100 %
Dérivés	110 601	2 %	96 %	2 %	100 %

(1) Juste valeur des actifs et des passifs en pourcentage du total de l'actif et du passif évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour les catégories présentées dans le tableau ci-dessus; ne reflète pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers*

Au premier trimestre, nous avons adopté IAS 1, *Présentation des états financiers* (modifications d'IAS 1), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. En vertu des modifications, les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global doivent être classés différemment selon qu'ils seront reclassés ou non en résultat net à une date future. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Modifications apportées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Au premier trimestre, nous avons adopté IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents* (modifications d'IAS 12), publiée par l'IASB en décembre 2010. Les modifications prévoient des lignes directrices concernant l'impôt différé lié à un immeuble de placement évalué selon le modèle de la juste valeur, ainsi que les actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de la norme n'a eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

Changement d'estimation comptable

Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations de l'impôt sur le résultat exigible en fonction des taux estimés pour l'exercice en utilisant toute l'information disponible. Au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé un ajustement favorable au titre de nos estimations de l'impôt sur le résultat exigible de 90 millions de dollars se rapportant à l'exercice précédent.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2013, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2013.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 octobre 2012. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2012.

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 083 \$	14 503 \$	12 617 \$	10 586 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 376	6 981	10 255	11 386
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	137 484	139 786	120 783	117 050
Titres disponibles à la vente	36 818	36 543	40 828	41 340
	174 302	176 329	161 611	158 390
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	120 184	124 644	112 257	107 841
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	318 288	312 520	301 185	297 637
Prêts de gros	85 853	86 049	79 056	77 516
	404 141	398 569	380 241	375 153
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 921)	(1 966)	(1 997)	(1 937)
	402 220	396 603	378 244	373 216
Placements au nom des détenteurs de fonds distincts	463	438	383	357
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 211	9 275	9 385	9 115
Dérivés (note 6)	77 846	93 693	91 293	103 257
Locaux et matériel, montant net	2 679	2 677	2 691	2 672
Goodwill	8 234	8 106	7 485	7 466
Autres immobilisations incorporelles	2 742	2 725	2 686	2 649
Participations dans des entreprises associées	135	132	125	163
Coût des prestations de retraite payé d'avance	1 099	1 089	1 049	984
Autres actifs	29 730	30 335	35 019	36 312
	132 676	148 032	149 733	162 618
Total de l'actif	851 304 \$	867 530 \$	825 100 \$	824 394 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 8)				
Particuliers	190 819 \$	187 581 \$	179 502 \$	176 698 \$
Entreprises et gouvernements	340 539	328 608	312 882	308 261
Banques	14 855	15 058	15 835	17 845
	546 213	531 247	508 219	502 804
Contrats d'assurance et de placement pour le compte des détenteurs de fonds distincts	463	438	383	357
Autres				
Acceptations	10 211	9 275	9 385	9 115
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 473	49 628	40 756	43 562
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	65 550	72 384	64 032	55 908
Dérivés (note 6)	80 378	97 665	96 761	108 819
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 815	8 228	7 921	7 965
Charge à payer au titre des prestations et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitués	1 806	1 786	1 729	1 631
Autres passifs	35 205	39 454	41 371	40 762
	247 438	278 420	261 955	267 762
Débiteures subordonnées (note 10)	7 392	8 503	7 615	7 646
Titres de fiducie de capital	828	899	900	900
Total du passif	802 334	819 507	779 072	779 469
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées (note 10)	4 600	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 440 177 840, 1 444 372 468, 1 445 302 600 et 1 444 300 306) (note 10)	14 333	14 354	14 323	14 279
Actions propres – privilégiées [détenues – 17 021, 12 098, (41 632) et 63 195]	(1)	–	1	(2)
– ordinaires [détenues – 107 308, (701 082), (543 276) et (261 419)]	(10)	40	30	13
Bénéfices non distribués	27 251	26 191	24 270	23 310
Autres composantes des capitaux propres	1 040	853	830	755
	47 213	46 251	44 267	43 168
Participations ne donnant pas le contrôle	1 757	1 772	1 761	1 757
Total des capitaux propres	48 970	48 023	46 028	44 925
Total du passif et des capitaux propres	851 304 \$	867 530 \$	825 100 \$	824 394 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 135 \$	3 995 \$	4 170 \$	12 184 \$	11 946 \$
Valeurs mobilières	949	887	946	2 797	2 961
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	233	237	249	719	696
Dépôts	33	14	14	60	47
	5 350	5 133	5 379	15 760	15 650
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 401	1 386	1 502	4 210	4 549
Autres passifs	476	433	505	1 386	1 502
Débitures subordonnées	80	91	83	263	276
	1 957	1 910	2 090	5 859	6 327
Revenu net d'intérêt	3 393	3 223	3 289	9 901	9 323
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	561	1 246	1 323	2 828	3 799
Revenus tirés des activités de négociation	100	151	295	607	1 040
Commissions de gestion de placements et de services de garde	637	605	515	1 851	1 508
Revenus tirés des fonds communs de placement	669	622	514	1 885	1 519
Commissions de courtage en valeurs mobilières	346	336	292	1 003	883
Frais bancaires	361	354	347	1 069	1 014
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	305	401	379	1 175	1 059
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	200	186	129	561	452
Revenus sur cartes	251	232	243	737	686
Commissions de crédit	240	246	267	772	628
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	27	44	42	137	40
Quote-part des (pertes) bénéfiques des entreprises associées	(1)	2	9	7	25
Autres	129	121	112	364	278
Revenus autres que d'intérêt	3 825	4 546	4 467	12 996	12 931
Total des revenus	7 218	7 769	7 756	22 897	22 254
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	267	288	324	904	939
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	263	938	1 000	1 906	2 851
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 486	2 551	2 313	7 669	6 955
Matériel	290	270	255	833	745
Frais d'occupation	308	306	297	919	864
Communications	189	179	193	529	555
Honoraires	189	182	167	531	479
Impartition de services de traitement	61	69	64	190	199
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	145	139	130	419	386
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	7	–	168
Autres	333	315	333	973	936
	4 001	4 011	3 759	12 063	11 287
Bénéfice avant impôt lié aux activités poursuivies	2 687	2 532	2 673	8 024	7 177
Impôt sur le résultat	383	596	433	1 714	1 498
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304	1 936	2 240	6 310	5 679
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	(51)
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 279 \$	1 912 \$	2 216 \$	6 236 \$	5 554 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	24	24	74	74
	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,54 \$	1,28 \$	1,49 \$	4,18 \$	3,72 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,54	1,28	1,49	4,18	3,75
Perte de base par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	–	–	(0,03)
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,52	1,27	1,47	4,15	3,68
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,52	1,27	1,47	4,15	3,71
Perte diluée par action liée aux activités abandonnées (en dollars)	–	–	–	–	(0,03)
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,63	0,63	0,57	1,86	1,68

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale), déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des (pertes) profits latents sur les titres disponibles à la vente					
(Pertes nettes) profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(172)	102	121	(68)	110
Reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	(7)	(23)	(12)	(80)	(1)
	(179)	79	109	(148)	109
Écarts de change					
Profits (pertes) de change latents	554	170	244	673	(31)
(Pertes nettes) profits nets de change liés aux activités de couverture	(358)	(95)	(124)	(416)	89
Reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	11	–	11
	196	75	131	257	69
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	178	(73)	49	129	52
Reclassement de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(8)	(8)	9	(28)	36
	170	(81)	58	101	88
Total des autres éléments du bénéfice global, déduction faite de l'impôt	187	73	298	210	266
Total du bénéfice global	2 491 \$	2 009 \$	2 538 \$	6 520 \$	5 894 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	2 466 \$	1 985 \$	2 514 \$	6 446 \$	5 819 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	25	24	24	74	75
	2 491 \$	2 009 \$	2 538 \$	6 520 \$	5 894 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes nettes) profits nets latents sur les titres disponibles à la vente	(56) \$	37 \$	34 \$	(28) \$	36 \$
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(2)	(4)	(3)	(11)	(1)
Charge d'impôt liée aux profits (pertes) de change latents	1	–	–	–	1
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits de change liés aux activités de couverture	(126)	(33)	(31)	(146)	53
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de profits sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	(53)	–	(59)
Charge (économie) d'impôt liée aux profits (pertes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	63	(26)	18	45	18
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(3)	(3)	3	(10)	14
Total de (l'économie) la charge d'impôt	(123) \$	(29) \$	(32) \$	(150) \$	62 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 30 avril 2012	4 813 \$	14 206 \$	(1) \$	(21) \$	21 983 \$	258 \$	9 \$	190 \$	457 \$	41 437 \$	1 773 \$	43 210 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	73	–	–	–	–	–	–	–	73	–	73
Actions propres – ventes	–	–	25	1 169	–	–	–	–	–	1 194	–	1 194
Actions propres – achats	–	–	(26)	(1 135)	–	–	–	–	–	(1 161)	–	(1 161)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(824)	–	–	–	–	(824)	–	(824)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(64)	–	–	–	–	(64)	–	(110)
Autres	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	5
Bénéfice net	–	–	–	–	2 216	–	–	–	–	2 216	24	2 240
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	109	131	58	298	298	–	298
Solde au 31 juillet 2012	4 813 \$	14 279 \$	(2) \$	13 \$	23 310 \$	367 \$	140 \$	248 \$	755 \$	43 168 \$	1 757 \$	44 925 \$
Solde au 31 janvier 2013	4 813 \$	14 367 \$	(1) \$	(22) \$	25 375 \$	371 \$	181 \$	228 \$	780 \$	45 312 \$	1 764 \$	47 076 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	8	–	–	–	–	–	–	–	8	–	8
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(21)	–	–	(107)	–	–	–	–	(128)	–	(128)
Actions propres – ventes	–	–	25	1 256	–	–	–	–	–	1 281	–	1 281
Actions propres – achats	–	–	(24)	(1 194)	–	–	–	–	–	(1 218)	–	(1 218)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(910)	–	–	–	–	(910)	–	(910)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(64)	–	–	–	–	(64)	–	(64)
Autres	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	–	(31)
Bénéfice net	–	–	–	–	1 912	–	–	–	–	1 912	24	1 936
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	79	75	(81)	73	73	–	73
Solde au 30 avril 2013	4 813 \$	14 354 \$	– \$	40 \$	26 191 \$	450 \$	256 \$	147 \$	853 \$	46 251 \$	1 772 \$	48 023 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	25	–	–	–	–	–	–	–	25	–	25
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(46)	–	–	(234)	–	–	–	–	(280)	–	(280)
Actions privilégiées rachetées	(213)	–	–	–	(9)	–	–	–	–	(222)	–	(222)
Actions propres – ventes	–	–	35	1 458	–	–	–	–	–	1 493	–	1 493
Actions propres – achats	–	–	(36)	(1 508)	–	–	–	–	–	(1 544)	–	(1 544)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(908)	–	–	–	–	(908)	–	(908)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(63)	–	–	–	–	(63)	–	(110)
Autres	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	–	3
Bénéfice net	–	–	–	–	2 279	–	–	–	–	2 279	25	2 304
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	(179)	196	170	187	187	–	187
Solde au 31 juillet 2013	4 600 \$	14 333 \$	(1) \$	(10) \$	27 251 \$	271 \$	452 \$	317 \$	1 040 \$	47 213 \$	1 757 \$	48 970 \$

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 31 octobre 2011	4 813 \$	14 010 \$	– \$	8 \$	20 381 \$	259 \$	71 \$	160 \$	490 \$	39 702 \$	1 761 \$	41 463 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	269	–	–	–	–	–	–	–	269	–	269
Actions propres – ventes	–	–	78	4 408	–	–	–	–	–	4 486	–	4 486
Actions propres – achats	–	–	(80)	(4 403)	–	–	–	–	–	(4 483)	–	(4 483)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(5)	–	–	–	–	(5)	–	(5)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 424)	–	–	–	–	(2 424)	–	(2 424)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(193)	–	–	–	–	(193)	–	(285)
Autres	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	10
Bénéfice net	–	–	–	–	5 554	–	–	–	–	5 554	74	5 628
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	108	69	88	265	265	1	266
Solde au 31 juillet 2012	4 813 \$	14 279 \$	(2) \$	13 \$	23 310 \$	367 \$	140 \$	248 \$	755 \$	43 168 \$	1 757 \$	44 925 \$
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	24 270 \$	419 \$	195 \$	216 \$	830 \$	44 267 \$	1 761 \$	46 028 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	77	–	–	–	–	–	–	–	77	–	77
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(67)	–	–	(341)	–	–	–	–	(408)	–	(408)
Actions privilégiées rachetées	(213)	–	–	–	(9)	–	–	–	–	(222)	–	(222)
Actions propres – ventes	–	–	105	3 350	–	–	–	–	–	3 455	–	3 455
Actions propres – achats	–	–	(107)	(3 390)	–	–	–	–	–	(3 497)	–	(3 497)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 686)	–	–	–	–	(2 686)	–	(2 686)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(192)	–	–	–	–	(192)	–	(286)
Autres	–	–	–	–	(24)	–	–	–	–	(24)	–	(8)
Bénéfice net	–	–	–	–	6 236	–	–	–	–	6 236	74	6 310
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	–	(148)	257	101	210	210	–	210
Solde au 31 juillet 2013	4 600 \$	14 333 \$	(1) \$	(10) \$	27 251 \$	271 \$	452 \$	317 \$	1 040 \$	47 213 \$	1 757 \$	48 970 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	267	288	324	904	1 056
Amortissement	114	114	105	340	315
Impôt différé	(33)	(128)	(5)	(47)	288
Perte de valeur et amortissement du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	145	139	137	419	574
(Profit) perte à la vente de locaux et de matériel	(24)	(1)	–	(26)	21
Profit sur les titres disponibles à la vente	(32)	(48)	(56)	(159)	(97)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	4	4	14	21	40
Quote-part des (pertes) bénéfiques des entreprises associées	1	(2)	(9)	(7)	(24)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs opérationnels					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(413)	272	344	(106)	846
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(260)	251	(147)	(415)	(285)
Impôt exigible	(286)	(225)	162	(129)	(716)
Actifs dérivés	15 847	(6 446)	(15 291)	13 451	(3 502)
Passifs dérivés	(17 287)	5 402	16 593	(16 384)	8 174
Titres détenus à des fins de transaction	2 302	(9 028)	8 022	(16 701)	10 551
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(5 572)	(5 234)	(9 621)	(13 503)	(24 120)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	4 460	(3 311)	3 009	(7 927)	(20 644)
Variation des dépôts	14 966	7 608	(5 824)	29 016	10 435
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(6 834)	8 055	498	1 518	12 790
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(3 155)	(434)	(6 588)	5 717	(722)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	419	(545)	1 659	364	911
Autres	(4 198)	3 175	2 156	(1 476)	(4 792)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	2 735	1 842	(2 278)	1 180	(3 273)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(395)	1 518	4 791	2 879	(674)
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	1 489	755	1 701	5 343	8 634
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 245	9 674	11 829	29 071	35 914
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(9 734)	(8 370)	(12 406)	(30 321)	(42 454)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	39	48	59	237	190
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(37)	(47)	(40)	(210)	(242)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(257)	(152)	(277)	(658)	(1 039)
Produit de cessions	–	–	–	–	2 677
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	–	(2 537)	(847)	(2 537)	(853)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(650)	889	4 810	3 804	2 153
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	2 046	–
Remboursement de débentures subordonnées	(1 000)	(1 000)	(6)	(2 000)	(1 006)
Émission d'actions ordinaires	25	8	7	77	82
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(280)	(128)	–	(408)	–
Actions privilégiées rachetées	(222)	–	–	(222)	–
Actions propres – ventes	1 493	1 281	1 194	3 455	4 486
Actions propres – achats	(1 544)	(1 218)	(1 161)	(3 497)	(4 483)
Dividendes versés	(974)	(933)	(821)	(2 839)	(2 384)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(47)	–	(46)	(94)	(92)
Variation des emprunts à court terme des filiales	1	1	1	(95)	(28)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(2 548)	(1 989)	(832)	(3 577)	(3 425)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	43	20	54	59	(13)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(420)	762	1 754	1 466	(4 558)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	14 503	13 741	8 832	12 617	15 144
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	14 083 \$	14 503 \$	10 586 \$	14 083 \$	10 586 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	2 008 \$	1 379 \$	2 143 \$	5 758 \$	6 314 \$
Intérêts reçus	4 968	4 733	4 987	14 765	14 960
Dividendes reçus	391	366	353	1 126	994
Impôt sur le résultat payé	230	827	186	1 317	2 061

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,7 milliards de dollars au 31 juillet 2013 (2,6 milliards au 30 avril 2013; 2,5 milliards au 31 janvier 2013; 2,1 milliards au 31 octobre 2012; 2,2 milliards au 31 juillet 2012; 1,9 milliard au 30 avril 2012; 2,0 milliards au 31 octobre 2011).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 audités et les notes annexes présentés aux pages 98 à 192 de notre rapport annuel 2012. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 28 août 2013, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés au moyen de méthodes comptables cohérentes par rapport à celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels 2012 audités.

Changements de méthodes comptables**Modifications apportées à IAS 1, *Présentation des états financiers***

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers* (les modifications à IAS 1) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) en juin 2011. Ces modifications exigent que les éléments présentés dans l'état du résultat global soient répartis par catégorie, selon que ces éléments seront reclassés en résultat à une date ultérieure ou non. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Modifications apportées à IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les modifications à IAS 12, *Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents*, Impôts sur le résultat (les modifications à IAS 12), publiées par l'IASB en décembre 2010. Ces modifications fournissent des directives sur l'impôt différé lié aux immeubles de placement évalués selon le modèle de la juste valeur et sur l'impôt différé lié aux actifs non amortissables évalués selon le modèle de la réévaluation. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos résultats financiers.

Changement d'estimation comptable

Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations de l'impôt sur le résultat exigible en fonction des taux estimés pour l'exercice en utilisant toute l'information disponible. Au cours du trimestre considéré, nous avons comptabilisé un ajustement favorable au titre de nos estimations de l'impôt sur le résultat exigible de 90 millions de dollars se rapportant à l'exercice précédent.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 31 juillet 2013								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur			Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	128 294 \$	9 190 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	137 484 \$	137 484 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	36 331	–	–	487	36 818	36 818	
Total des valeurs mobilières	128 294	9 190	36 331	–	–	487	174 302	174 302	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	87 634	–	32 550	32 550	–	120 184	120 184	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	317 152	314 346	–	317 152	314 346	
Prêts de gros	255	1 284	–	83 529	83 141	–	85 068	84 680	
Total des prêts	255	1 284	–	400 681	397 487	–	402 220	399 026	
Autres									
Dérivés	77 846	–	–	–	–	–	77 846	77 846	
Autres actifs	–	952	–	32 318	32 318	–	33 270	33 270	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	8 142 \$	–	182 677 \$	182 910 \$	–	190 819 \$	191 052 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	55 530	–	285 009	284 791	–	340 539	340 321	
Banques (2)	–	2 464	–	12 391	12 391	–	14 855	14 855	
Total des dépôts	–	66 136	–	480 077	480 092	–	546 213	546 228	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 473	–	–	–	–	–	46 473	46 473	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 720	–	7 830	7 830	–	65 550	65 550	
Dérivés	80 378	–	–	–	–	–	80 378	80 378	
Autres passifs	16	33	–	35 972	35 972	–	36 021	36 021	
Débiteures subordonnées	–	108	–	7 284	7 236	–	7 392	7 344	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	828	844	–	828	844	

	Au 30 avril 2013							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	129 501 \$	10 285 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	139 786 \$	139 786 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	36 060	–	–	483	36 543	36 543
Total des valeurs mobilières	129 501	10 285	36 060	–	–	483	176 329	176 329
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	93 681	–	30 963	30 963	–	124 644	124 644
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	311 389	310 260	–	311 389	310 260
Prêts de gros	46	1 720	–	83 448	83 176	–	85 214	84 942
Total des prêts	46	1 720	–	394 837	393 436	–	396 603	395 202
Autres								
Dérivés	93 693	–	–	–	–	–	93 693	93 693
Autres actifs	–	907	–	32 422	32 422	–	33 329	33 329
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	7 276 \$	–	180 305 \$	180 529 \$	–	187 581 \$	187 805 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	55 542	–	273 066	273 681	–	328 608	329 223
Banques (2)	–	2 285	–	12 773	12 773	–	15 058	15 058
Total des dépôts	–	65 103	–	466 144	466 983	–	531 247	532 086
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	–	–	–	–	–	49 628	49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	64 591	–	7 793	7 793	–	72 384	72 384
Dérivés	97 665	–	–	–	–	–	97 665	97 665
Autres passifs	85	30	–	39 593	39 593	–	39 708	39 708
Débitures subordonnées	–	108	–	8 395	8 365	–	8 503	8 473
Titres de fiducie de capital	–	–	–	899	925	–	899	925

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2012								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	111 114 \$	9 669 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	120 783 \$	120 783 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	40 320	–	–	508	40 828	40 828	
Total des valeurs mobilières	111 114	9 669	40 320	–	–	508	161 611	161 611	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	86 918	–	25 339	25 339	–	112 257	112 257	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	300 043	297 490	–	300 043	297 490	
Prêts de gros	–	1 232	–	76 969	76 506	–	78 201	77 738	
Total des prêts	–	1 232	–	377 012	373 996	–	378 244	375 228	
Autres									
Dérivés	91 293	–	–	–	–	–	91 293	91 293	
Autres actifs	–	705	–	36 487	36 487	–	37 192	37 192	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	7 167 \$	–	172 335 \$	172 625 \$	–	179 502 \$	179 792 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	49 336	–	263 546	263 909	–	312 882	313 245	
Banques (2)	–	2 524	–	13 311	13 311	–	15 835	15 835	
Total des dépôts	–	59 027	–	449 192	449 845	–	508 219	508 872	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 756	–	–	–	–	–	40 756	40 756	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 709	–	5 323	5 323	–	64 032	64 032	
Dérivés	96 761	–	–	–	–	–	96 761	96 761	
Autres passifs	101	29	–	41 352	41 352	–	41 482	41 482	
Débetures subordonnées	–	122	–	7 493	7 405	–	7 615	7 527	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	941	–	900	941	

	Au 31 juillet 2012								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	106 857 \$	10 193 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	117 050 \$	117 050 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	40 833	–	–	507	41 340	41 340	
Total des valeurs mobilières	106 857	10 193	40 833	–	–	507	158 390	158 390	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	81 861	–	25 980	25 980	–	107 841	107 841	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	296 461	293 332	–	296 461	293 332	
Prêts de gros	49	1 169	–	75 537	74 312	–	76 755	75 530	
Total des prêts	49	1 169	–	371 998	367 644	–	373 216	368 862	
Autres									
Dérivés	103 257	–	–	–	–	–	103 257	103 257	
Autres actifs	–	599	–	37 965	37 965	–	38 564	38 564	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	6 331 \$	–	170 367 \$	170 721 \$	–	176 698 \$	177 052	
Entreprises et gouvernements (1)	–	50 561	–	257 700	257 907	–	308 261	308 468	
Banques (2)	–	4 278	–	13 567	13 567	–	17 845	17 845	
Total des dépôts	–	61 170	–	441 634	442 195	–	502 804	503 365	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 562	–	–	–	–	–	43 562	43 562	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	50 209	–	5 699	5 699	–	55 908	55 908	
Dérivés	108 819	–	–	–	–	–	108 819	108 819	
Autres passifs	126	25	–	41 270	41 270	–	41 421	41 421	
Débiteures subordonnées	–	123	–	7 523	7 422	–	7 646	7 545	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	900	946	–	900	946	

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

Juste valeur des actifs et des passifs classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers évalués à la juste valeur et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (« IFRS 7 »). IFRS 7 exige que tous les instruments financiers évalués à la juste valeur soient classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie décrite ci-dessous aux fins de la présentation d'informations. Chaque niveau correspond à un degré de transparence des données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs :

- Niveau 1 – Les données correspondent à des prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – Une ou plusieurs données importantes utilisées dans la technique d'évaluation sont non observables aux fins du calcul de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 juillet 2013					30 avril 2013						
	Évaluations à la juste valeur selon le (1)			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	563 \$	– \$	563 \$	\$	563 \$	– \$	544 \$	– \$	544 \$	\$	544 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement fédéral	9 778	7 750	–	17 528		17 528	8 975	7 789	–	16 764		16 764
Provinces et municipalités	–	11 186	–	11 186		11 186	–	10 761	–	10 761		10 761
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	4 639	23 653	40	28 332		28 332	3 328	24 808	64	28 200		28 200
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	2 422	7 905	163	10 490		10 490	4 417	9 160	1	13 578		13 578
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	786	52	838		838	–	862	43	905		905
Titres adossés à des actifs TGC (4)	–	2	15	17		17	–	–	31	31		31
Titres non garantis par des créances	–	966	189	1 155		1 155	–	1 020	255	1 275		1 275
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	5	23 456	478	23 939		23 939	23	24 100	677	24 800		24 800
Titres de participation	40 915	2 899	185	43 999		43 999	41 038	2 238	196	43 472		43 472
	57 759	78 603	1 122	137 484		137 484	57 781	80 738	1 267	139 786		139 786
Titres disponibles à la vente (5)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)												
Gouvernement fédéral	310	9 574	–	9 884		9 884	358	10 616	–	10 974		10 974
Provinces et municipalités	–	641	–	641		641	–	1 079	–	1 079		1 079
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	49	3 912	1 684	5 645		5 645	23	3 872	1 784	5 679		5 679
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	5 014	5 279	–	10 293		10 293	3 490	4 959	–	8 449		8 449
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	207	–	207		207	–	224	–	224		224
Titres adossés à des actifs TGC	–	1 430	92	1 522		1 522	–	–	1 740	1 740		1 740
Titres non garantis par des créances	–	238	257	495		495	–	188	309	497		497
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	4 110	1 669	5 779		5 779	–	3 981	1 639	5 620		5 620
Titres de participation	136	651	922	1 709		1 709	126	626	885	1 637		1 637
Titres de substitut de prêt	109	24	–	133		133	113	25	–	138		138
	5 618	26 066	4 624	36 308		36 308	4 110	25 570	6 357	36 037		36 037
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	87 634	–	87 634		87 634	–	93 681	–	93 681		93 681
Prêts	–	947	592	1 539		1 539	–	1 219	547	1 766		1 766
Autres												
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	16	78 309	366	78 691		78 691	16	96 065	445	96 526		96 526
Contrats de change	–	23 390	43	23 433		23 433	–	21 919	70	21 989		21 989
Dérivés de crédit	–	151	55	206		206	–	160	65	225		225
Autres contrats	2 738	2 662	473	5 873		5 873	2 382	2 634	416	5 432		5 432
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(13)	(421)	(156)	(590)		(590)	(20)	(385)	(210)	(615)		(615)
Total des dérivés, montant brut	2 741	104 091	781	107 613		107 613	2 378	120 393	786	123 557		123 557
Ajustements de compensation						(29 767)						(29 864)
Total des dérivés						77 846						93 693
Autres actifs	476	465	11	952		952	474	421	12	907		907
	66 594 \$	298 369 \$	7 130 \$	372 093 \$		(29 767) \$	64 743 \$	322 566 \$	8 969 \$	396 278 \$		(29 864) \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	341 \$	7 801 \$	8 142 \$		8 142 \$	– \$	340 \$	6 936 \$	7 276 \$		7 276 \$
Entreprises et gouvernements	–	52 188	3 342	55 530		55 530	–	52 540	3 002	55 542		55 542
Banques	–	2 464	–	2 464		2 464	–	2 285	–	2 285		2 285
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	29 011	17 456	6	46 473		46 473	33 817	15 806	5	49 628		49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 720	–	57 720		57 720	–	64 591	–	64 591		64 591
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	10	73 644	785	74 439		74 439	17	89 690	987	90 694		90 694
Contrats de change	–	26 992	183	27 175		27 175	–	28 559	281	28 840		28 840
Dérivés de crédit	–	228	61	289		289	–	216	77	293		293
Autres contrats	2 106	5 276	1 316	8 698		8 698	1 759	4 978	1 301	8 038		8 038
Total des dérivés, montant brut	2 116	106 140	2 345	110 601		110 601	1 776	123 443	2 646	127 865		127 865
Ajustements de compensation						(30 223)						(30 200)
Total des dérivés						80 378						97 665
Autres passifs	–	30	19	49		49	–	29	86	115		115
Débitures subordonnées	–	–	108	108		108	–	–	108	108		108
	31 127 \$	236 339 \$	13 621 \$	281 087 \$		(30 223) \$	35 593 \$	259 034 \$	12 783 \$	307 410 \$		(30 200) \$
						250 864 \$						277 210 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 octobre 2012					31 juillet 2012							
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur		
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3						
Actifs financiers													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	120 \$	– \$	120 \$	\$	120 \$	– \$	101 \$	– \$	101 \$	\$	101 \$	
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	8 158	7 234	–	15 392		15 392	9 548	7 012	–	16 560		16 560	
Provinces et municipalités	–	8 465	–	8 465		8 465	–	9 121	3	9 124		9 124	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	2 287	18 364	99	20 750		20 750	4 625	16 982	52	21 659		21 659	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	3 781	7 754	375	11 910		11 910	4 934	6 406	–	11 340		11 340	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	693	55	748		748	–	477	38	515		515	
Titres adossés à des actifs													
TGC (4)	–	–	59	59		59	–	–	88	88		88	
Titres non garantis par des créances	–	700	23	723		723	–	793	41	834		834	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	62	21 972	397	22 431		22 431	143	19 318	716	20 177		20 177	
Titres de participation	37 924	2 079	302	40 305		40 305	34 303	2 162	288	36 753		36 753	
	52 212	67 261	1 310	120 783		120 783	53 553	62 271	1 226	117 050		117 050	
Titres disponibles à la vente (5)													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (2)													
Gouvernement fédéral	367	10 914	–	11 281		11 281	387	10 817	–	11 204		11 204	
Provinces et municipalités	–	1 785	–	1 785		1 785	–	1 760	–	1 760		1 760	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (2)	23	3 856	1 906	5 785		5 785	23	3 833	2 270	6 126		6 126	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	6 081	3 744	–	9 825		9 825	5 795	2 968	–	8 763		8 763	
Titres adossés à des créances hypothécaires (2)	–	263	–	263		263	–	275	–	275		275	
Titres adossés à des actifs													
TGC	–	–	1 996	1 996		1 996	–	–	2 009	2 009		2 009	
Titres non garantis par des créances	–	180	645	825		825	–	189	665	854		854	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	5 062	1 446	6 508		6 508	–	6 165	1 632	7 797		7 797	
Titres de participation	266	603	948	1 817		1 817	276	602	940	1 818		1 818	
Titres de substitut de prêt	192	25	–	217		217	187	25	–	212		212	
	6 929	26 432	6 941	40 302		40 302	6 668	26 634	7 516	40 818		40 818	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	86 918	–	86 918		86 918	–	81 861	–	81 861		81 861	
Prêts	–	829	403	1 232		1 232	–	763	455	1 218		1 218	
Autres													
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	5	99 062	842	99 909		99 909	7	103 884	923	104 814		104 814	
Contrats de change	–	19 126	118	19 244		19 244	–	23 870	120	23 990		23 990	
Dérivés de crédit	–	167	125	292		292	–	222	174	396		396	
Autres contrats	1 699	2 296	448	4 443		4 443	1 853	2 273	435	4 561		4 561	
Ajustements de l'évaluation déterminés collectivement	(23)	(321)	(282)	(626)		(626)	(30)	(320)	(299)	(649)		(649)	
Total des dérivés, montant brut	1 681	120 330	1 251	123 262		123 262	1 830	129 929	1 353	133 112		133 112	
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(31 969)	–	–	–	–		(29 855)	
Total des dérivés	1 681	120 330	1 251	123 262		91 293	1 830	129 929	1 353	133 112		103 257	
Autres actifs	394	297	14	705		705	364	222	13	599		599	
	61 216 \$	302 187 \$	9 919 \$	373 322 \$		(31 969) \$	341 353 \$	62 415 \$	301 781 \$	10 563 \$	374 759 \$	(29 855) \$	344 904 \$
Passifs financiers													
Dépôts													
Particuliers	– \$	327 \$	6 840 \$	7 167 \$		7 167 \$	– \$	372 \$	5 959 \$	6 331 \$		6 331 \$	
Entreprises et gouvernements	–	46 817	2 519	49 336		49 336	–	48 011	2 550	50 561		50 561	
Banques	–	2 524	–	2 524		2 524	–	4 278	–	4 278		4 278	
Autres													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	27 365	13 383	8	40 756		40 756	29 961	13 601	–	43 562		43 562	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 709	–	58 709		58 709	–	50 209	–	50 209		50 209	
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	2	91 180	1 329	92 511		92 511	–	95 353	1 384	96 737		96 737	
Contrats de change	–	28 016	316	28 332		28 332	–	33 065	325	33 390		33 390	
Dérivés de crédit	–	188	147	335		335	–	209	216	425		425	
Autres contrats	1 370	4 501	1 500	7 371		7 371	1 718	4 466	1 516	7 700		7 700	
Total des dérivés, montant brut	1 372	123 885	3 292	128 549		128 549	1 718	133 093	3 441	138 252		138 252	
Ajustements de compensation	–	–	–	–		(31 788)	–	–	–	–		(29 433)	
Total des dérivés	1 372	123 885	3 292	128 549		96 761	1 718	133 093	3 441	138 252		108 819	
Autres passifs	–	29	101	130		130	–	25	126	151		151	
Débitures subordonnées	–	–	122	122		122	–	–	123	123		123	
	28 737 \$	245 674 \$	12 882 \$	287 293 \$		(31 788) \$	255 505 \$	31 679 \$	249 589 \$	12 199 \$	293 467 \$	(29 433) \$	264 034 \$

- (1) Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués si la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 324 millions de dollars et de 862 millions, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction et au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert, respectivement, ont été transférées du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants (472 millions et 244 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013; 167 millions et 95 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). En outre, pour le trimestre clos le 31 janvier 2013, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 122 millions de dollars, présentées au poste Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction, ont été transférées du niveau 2 aux soldes du niveau 1 correspondants.
- (2) Au 31 juillet 2013, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans les titres détenus à des fins de transaction étaient de 6 015 millions de dollars et de 127 millions (10 052 millions et 82 millions au 30 avril 2013; 7 761 millions et 78 millions au 31 octobre 2012; 6 794 millions et 72 millions au 31 juillet 2012), respectivement, et ceux inclus dans les titres disponibles à la vente se chiffraient à 3 627 millions et à 37 millions (3 550 millions et 45 millions au 30 avril 2013; 3 523 millions et 42 millions au 31 octobre 2012; 3 546 millions et 48 millions au 31 juillet 2012), respectivement.
- (3) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».
- (4) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (5) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 23 millions de dollars et de 487 millions, respectivement (23 millions et 483 millions au 30 avril 2013; 18 millions et 508 millions au 31 octobre 2012; 15 millions et 507 millions au 31 juillet 2012), qui sont comptabilisés au coût.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments classés dans le niveau 3**

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur. Dans les tableaux suivants, les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013							Juste valeur au 31 juillet 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2013
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3		
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	64	1	1	101	(123)	(2)	(2)	40	-
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	1	-	-	162	-	-	-	163	-
Titres adossés à des créances hypothécaires	43	2	1	15	(19)	11	(1)	52	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	2	1	-	(12)	-	(7)	15	2
Titres non garantis par des créances	255	(2)	3	1 375	(1 418)	2	(26)	189	-
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	677	(13)	1	143	(331)	11	(10)	478	(10)
Titres de participation	196	-	4	10	(26)	1	-	185	7
	1 267	(10)	11	1 806	(1 929)	23	(46)	1 122	1
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 784	5	21	-	(135)	9	-	1 684	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 740	1	29	-	(248)	-	(1 430)	92	s.o.
Titres non garantis par des créances	309	(1)	15	-	(66)	-	-	257	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 639	-	32	272	(274)	-	-	1 669	s.o.
Titres de participation	885	15	44	6	(28)	-	-	922	s.o.
	6 357	20	141	278	(751)	9	(1 430)	4 624	s.o.
Prêts – Prêts de gros	547	-	10	72	(37)	-	-	592	(5)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 860)	211	(11)	55	18	(6)	29	(1 564)	304
Autres actifs	12	(1)	-	-	-	-	-	11	-
	6 323 \$	220 \$	151 \$	2 211 \$	(2 699) \$	26 \$	(1 447) \$	4 785 \$	300 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 936) \$	(95) \$	(97) \$	(2 156) \$	1 528 \$	(64) \$	19 \$	(7 801) \$	(39) \$
Entreprises et gouvernements	(3 002)	139	(59)	(638)	94	-	124	(3 342)	32
Banques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(5)	-	-	6	(5)	(3)	1	(6)	-
Autres passifs	(86)	70	(3)	-	-	-	-	(19)	67
Déventures subordonnées	(108)	1	(1)	-	-	-	-	(108)	1
	(10 137) \$	115 \$	(160) \$	(2 788) \$	1 617 \$	(67) \$	144 \$	(11 276) \$	61 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2013

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	42	1	–	90	(69)	1	(1)	64	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	330	–	–	–	(78)	–	(251)	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	122	2	–	4	(94)	9	–	43	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	41	6	–	–	(16)	–	–	31	6
Titres non garantis par des créances	189	–	1	1 272	(1 255)	67	(19)	255	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	417	–	(1)	177	68	55	(39)	677	5
Titres de participation	258	6	2	2	(72)	–	–	196	1
	1 399	15	2	1 545	(1 516)	132	(310)	1 267	12
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 764	–	21	–	(1)	–	–	1 784	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 854	–	22	–	(136)	–	–	1 740	s.o.
Titres non garantis par des créances	317	(1)	4	–	(11)	–	–	309	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 586	6	22	277	(252)	–	–	1 639	s.o.
Titres de participation	906	13	(3)	–	(31)	–	–	885	s.o.
	6 427	18	66	277	(431)	–	–	6 357	s.o.
Prêts – Prêts de gros	468	3	5	145	(74)	–	–	547	1
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 757)	(232)	22	71	17	(35)	54	(1 860)	(108)
Autres actifs	12	–	–	–	–	–	–	12	–
	6 549 \$	(196) \$	95 \$	2 038 \$	(2 004) \$	97 \$	(256) \$	6 323 \$	(95) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 974) \$	(67) \$	8 \$	(2 053) \$	2 085 \$	– \$	65 \$	(6 936) \$	(12) \$
Entreprises et gouvernements	(2 663)	(133)	(2)	(376)	135	–	37	(3 002)	(28)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	(5)	–	(5)	–
Autres passifs	(65)	(21)	–	–	–	–	–	(86)	(19)
Déventures subordonnées	(110)	(5)	7	–	–	–	–	(108)	(4)
	(9 812) \$	(226) \$	13 \$	(2 429) \$	2 220 \$	(5) \$	102 \$	(10 137) \$	(63) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2012
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	- \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	1 \$	- \$	3 \$	- \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	30	-	-	41	(22)	7	(4)	52	-
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires	40	1	-	19	(22)	-	-	38	-
Titres adossés à des actifs									
TGC	124	2	1	-	(39)	-	-	88	2
Titres non garantis par des créances	23	(2)	-	543	(548)	27	(2)	41	-
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	426	5	(3)	314	(15)	-	(11)	716	1
Titres de participation	312	-	-	2	(26)	-	-	288	1
	955	6	(2)	919	(670)	35	(17)	1 226	4
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 845	2	32	-	(360)	-	(249)	2 270	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	167	(1)	7	-	(17)	-	(156)	-	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	2 071	6	24	-	(92)	-	-	2 009	s.o.
Titres non garantis par des créances	659	-	9	-	(3)	-	-	665	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 483	-	14	199	(64)	-	-	1 632	s.o.
Titres de participation	970	19	62	-	(75)	-	(36)	940	s.o.
	8 195	26	148	199	(611)	-	(441)	7 516	s.o.
Prêts – Prêts de gros	418	-	3	53	(19)	-	-	455	-
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 615)	(266)	(16)	10	(209)	1	7	(2 088)	(247)
Autres actifs	-	1	-	-	12	-	-	13	1
	7 953 \$	(233) \$	133 \$	1 181 \$	(1 497) \$	36 \$	(451) \$	7 122 \$	(242) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(5 136) \$	83 \$	15 \$	(1 629) \$	714 \$	(6) \$	- \$	(5 959) \$	85 \$
Entreprises et gouvernements	(2 721)	(30)	(16)	2	206	-	9	(2 550)	-
Banques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	(78)	(48)	-	-	-	-	-	(126)	(48)
Débitures subordonnées	(113)	(5)	(5)	-	-	-	-	(123)	(5)
	(8 048) \$	- \$	(6) \$	(1 627) \$	920 \$	(6) \$	9 \$	(8 758) \$	32 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2013
	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2013	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99	3	1	339	(433)	34	(3)	40	-
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	-	-	362	(168)	-	(406)	163	-
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	8	1	19	(37)	21	(15)	52	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	10	1	-	(48)	-	(7)	15	9
Titres non garantis par des créances	23	(2)	4	3 835	(3 682)	70	(59)	189	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	4	(4)	526	(456)	74	(63)	478	5
Titres de participation	302	11	6	41	(178)	3	-	185	15
	1 310	34	9	5 122	(5 002)	202	(553)	1 122	30
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	5	43	-	(279)	9	-	1 684	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	-	-	-	-	-	-	-	-	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	2	58	-	(534)	-	(1 430)	92	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(3)	28	-	(413)	-	-	257	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	3	43	1 063	(906)	20	-	1 669	s.o.
Titres de participation	948	63	2	10	(101)	-	-	922	s.o.
	6 941	70	174	1 073	(2 233)	29	(1 430)	4 624	s.o.
Prêts – Prêts de gros	403	3	14	288	(116)	-	-	592	(9)
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(2 041)	88	(4)	214	50	(49)	178	(1 564)	284
Autres actifs	14	(3)	-	-	-	-	-	11	1
	6 627 \$	192 \$	193 \$	6 697 \$	(7 301)\$	182 \$	(1 805)\$	4 785 \$	306 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840) \$	(444) \$	34 \$	(5 773) \$	5 196 \$	(64) \$	90 \$	(7 801) \$	(160) \$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	40	(46)	(1 372)	382	-	173	(3 342)	(126)
Banques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	-	(66)	61	(8)	5	(6)	-
Autres passifs	(101)	82	(3)	-	3	-	-	(19)	82
Débitures subordonnées	(122)	(7)	21	-	-	-	-	(108)	(7)
	(9 590) \$	(319) \$	6 \$	(7 211) \$	5 642 \$	(72) \$	268 \$	(11 276) \$	(211) \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012

	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2011	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2012	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2012
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	4 \$	– \$	– \$	1 \$	(3) \$	1 \$	– \$	3 \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	86	(6)	–	98	(103)	23	(46)	52	–
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	47	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	45	(1)	(1)	19	(24)	–	–	38	(1)
Titres adossés à des actifs									
TGC	371	3	1	–	(287)	–	–	88	1
Titres non garantis par des créances	138	(2)	–	1 678	(1 807)	46	(12)	41	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	720	39	(5)	679	(729)	70	(58)	716	16
Titres de participation	352	(29)	(1)	24	(69)	20	(9)	288	7
	1 763	4	(6)	2 499	(3 022)	160	(172)	1 226	23
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 691	2	20	418	(505)	–	(356)	2 270	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	184	(1)	11	–	(38)	–	(156)	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 932	6	36	–	35	–	–	2 009	s.o.
Titres non garantis par des créances	673	(5)	4	–	(7)	–	–	665	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 478	–	(4)	501	(343)	–	–	1 632	s.o.
Titres de participation	863	10	45	85	(86)	69	(46)	940	s.o.
	7 821	12	112	1 004	(944)	69	(558)	7 516	s.o.
Prêts – Prêts de gros	563	(35)	(1)	271	(343)	–	–	455	1
Autres									
Dérivés, déduction faite du passif lié aux dérivés (3)	(1 936)	(254)	(11)	(24)	88	(1)	50	(2 088)	(431)
Autres actifs	–	1	–	–	12	–	–	13	10
	8 211 \$	(272) \$	94 \$	3 750 \$	(4 209) \$	228 \$	(680) \$	7 122 \$	(397) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(3 615) \$	(74) \$	73 \$	(4 426) \$	2 034 \$	(6) \$	55 \$	(5 959) \$	36 \$
Entreprises et gouvernements	(3 435)	(66)	17	(685)	861	(324)	1 082	(2 550)	(31)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs	(68)	(60)	1	–	1	–	–	(126)	(58)
Débitures subordonnées	(111)	(11)	(1)	–	–	–	–	(123)	(10)
	(7 229) \$	(211) \$	90 \$	(5 111) \$	2 896 \$	(330) \$	1 137 \$	(8 758) \$	(63) \$

(1) Comprend les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 17 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 (profits de 6 millions au 30 avril 2013; profits de 36 millions au 31 juillet 2012) et à néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 (profits de 68 millions au 31 juillet 2012), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2013 comprend des actifs dérivés de 781 millions de dollars (786 millions au 30 avril 2013; 1 251 millions au 31 octobre 2012; 1 353 millions au 31 juillet 2012) et des passifs dérivés de 2 345 millions (2 646 millions au 30 avril 2013; 3 292 millions au 31 octobre 2012; 3 441 millions au 31 juillet 2012).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, les transferts importants comprenaient des titres garantis par des prêts de 1 437 millions de dollars sortis du niveau 3 en raison de la transparence accrue des prix dont témoignent les données boursières, les données des courtiers ou les multiples cotes des vendeurs.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2013, les transferts importants comprenaient des titres adossés à des actifs non garantis par des créances de 67 millions de dollars et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances de 55 millions transférés au niveau 3, pour lesquels les données d'établissement des prix ne sont plus observables. Les transferts importants effectués au cours du trimestre comprenaient également des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 251 millions de dollars sorties du niveau 3, en raison de la transparence accrue des prix par suite de la hausse du nombre d'émissions sur le marché.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013, les transferts importants comprenaient des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 155 millions de dollars qui ont été sorties du niveau 3 en raison de l'accroissement des activités sur le marché. Certains actifs dérivés et passifs dérivés ont également été sortis du niveau 3, la plupart des transferts se rapportant à des dérivés dont les prix sont devenus observables, car les durées à l'échéance sont devenues plus courtes en raison du temps écoulé.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	31 juillet 2013			30 avril 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	40 \$	– \$	– \$	64 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	163	–	–	1	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	52	1	(1)	43	–	–
Titres adossés à des actifs	204	3	(2)	286	3	(4)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	478	49	(37)	677	54	(40)
Titres de participation	185	–	–	196	1	(1)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 684	29	(53)	1 784	26	(50)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	349	14	(19)	2 049	26	(32)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 669	9	(9)	1 639	8	(8)
Titres de participation	922	19	(15)	885	21	(13)
Prêts	592	4	(4)	547	4	(5)
Dérivés	781	80	(82)	786	80	(80)
Autres actifs	11	–	–	12	–	–
Total	7 130 \$	208 \$	(222)\$	8 969 \$	223 \$	(233)\$
Dépôts	(11 143)	138	(138)	(9 938)	98	(98)
Dérivés	(2 345)	60	(84)	(2 646)	63	(73)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(133)	2	(2)	(199)	2	(2)
Total	(13 621)\$	200 \$	(224)\$	(12 783)\$	163 \$	(173)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au					
	31 octobre 2012			31 juillet 2012		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99 \$	– \$	– \$	52 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	1	(1)	38	–	–
Titres adossés à des actifs	82	3	(3)	129	5	(5)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	40	(32)	716	38	(31)
Titres de participation	302	2	(2)	288	2	(2)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	25	(48)	2 270	28	(57)
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	2 641	29	(37)	2 674	35	(45)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	13	(12)	1 632	17	(15)
Titres de participation	948	20	(24)	940	45	(42)
Prêts	403	3	(3)	455	5	(5)
Dérivés	1 251	106	(117)	1 353	98	(115)
Autres actifs	14	1	(1)	13	–	–
Total	9 919 \$	243 \$	(280)\$	10 560 \$	273 \$	(317)\$
Dépôts	(9 359)	84	(84)	(8 509)	86	(82)
Dérivés	(3 292)	41	(60)	(3 441)	75	(101)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées	(231)	8	(8)	(249)	4	(4)
Total	(12 882)\$	133 \$	(152)\$	(12 199)\$	165 \$	(187)\$

Sensibilité

Au 31 juillet 2013, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 208 millions de dollars et une diminution de 222 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 71 millions et une tranche de 96 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. Au cours du trimestre, à l'exception des actifs sortis du niveau 3 et de l'émission accrue de billets de dépôt, les variations positive et négative de la juste valeur de nos actifs et passifs de niveau 3 n'ont pas changé de façon importante par suite des modifications d'une autre hypothèse raisonnablement possible.

Données utilisées lors de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approche utilisée pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les instruments de niveau 3 se composent principalement de titres adossés à des actifs, y compris des titres garantis par des créances, des titres à enchères, des obligations municipales, des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE, des titres d'emprunt de pays non membres de l'OCDE et de sociétés assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables, des placements dans des fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains titres d'emprunt structurés, des titres de placements privés, des dérivés liés à la performance de certains titres garantis par des créances, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des contrats d'assurance vie détenus par des banques, des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt et des billets de dépôt assortis de longues échéances et comportant des écarts importants non observables.

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et l'approche adoptée pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

La juste valeur des titres adossés à des créances hypothécaires à risque, Alt-A et de bonne qualité, des titres garantis par des créances, des obligations de sociétés et prêts à celles-ci, des billets à taux variable, des titres d'emprunt de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et des obligations municipales est évaluée selon les prix fournis par des services d'établissement des prix et/ou des courtiers. Ces titres sont classés dans le niveau 3 en raison d'un manque de prix observables sur le marché. Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.

La juste valeur de certains titres à enchères liés aux prêts aux étudiants et municipaux est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie liés aux actifs sous-jacents aux titres à enchères sont estimés d'après des paramètres non observables, tels que les manquements, les paiements anticipés et les arriérés, et sont actualisés selon un taux d'intérêt observable sur le marché et une marge d'escompte non observable. En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 0,2 % et 1,2 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 0,5 % et 2,0 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier.

Les titres de participation détenus à des fins de transaction comprennent principalement des parts de fonds de couverture comportant certaines clauses de rachat restrictives. Les valeurs liquidatives des fonds et les dérivés sur actions correspondants inclus au poste Dérivés (passifs) liés aux valeurs liquidatives ne sont pas considérés comme observables, car nous ne pouvons pas racheter ces fonds de couverture à la valeur liquidative. Les valeurs liquidatives des titres de placements privés disponibles à la vente sont également non observables en raison du nombre peu élevé de transactions récentes sur le marché pour soutenir leurs valeurs. Nous n'avons pas appliqué d'autre hypothèse raisonnablement possible à ces positions de titres de placements privés, car les valeurs liquidatives sont fournies par le gestionnaire du fonds. Cette approche s'applique aussi à nos dérivés liés aux fonds de couverture et à nos dérivés sur actions.

Nos actifs et passifs dérivés comprennent principalement des dérivés liés aux TGC, des dérivés sur marchandises, des swaps de taux d'intérêt et des options non classiques, des swaps liés aux fonds de couverture et des contrats d'assurance vie détenus par des banques. La valeur des dérivés est ajustée pour tenir compte des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit. Les données des TGC sont basées sur la corrélation des défaillances. Les données des dérivés sur marchandises correspondent aux prix des contrats et aux prix de certains contrats à long terme pour lesquels les prix ne sont pas observables. Dans le cas de la sensibilité de nos dérivés sur marchandises, nous appliquons un écart type aux prix des marchandises. Les swaps de taux d'intérêt et les options non classiques sont classés dans le niveau 3 si les taux d'intérêt sont non observables à plus long terme ou comportent des caractéristiques particulières, respectivement. Les données non observables des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des options non classiques comprennent les taux d'intérêt et/ou la volatilité, et la sensibilité est dérivée au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant. Dans le cas des contrats d'assurance vie détenus par des banques, les données non observables comprennent les taux de manquement et les taux de paiement anticipé, de même que la probabilité de rachat et l'ampleur des taux de perte. Pour la sensibilité, la fourchette de valeurs est déterminée en ajustant d'au plus 20 % une ou plusieurs des variables suivantes : les taux de défaillance, les taux de remboursement anticipé, la probabilité de rachat et l'ampleur des taux de perte. Dans le cas des ajustements au titre de l'évaluation des dérivés de crédit, les données non observables comprennent les écarts de taux liés aux contreparties et nos écarts de taux, ainsi que la corrélation de crédit. La sensibilité de l'ajustement au titre de l'évaluation des dérivés de crédit est calculée en combinant une hausse de 10 % de l'écart de crédit relatif et un montant pour l'incertitude du modèle.

Les dépôts comprennent des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, ainsi que des billets comportant des écarts importants non observables et pour lesquels les activités sur le marché sont limitées. Dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt, les données du modèle comprennent les volatilités des titres de participation et des taux de change, les taux de dividende, les paramètres des taux d'intérêt, la corrélation et la courbe de financement. Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en faisant varier la courbe de financement par certains points de base positifs ou négatifs.

Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 708 \$	335 \$	(2)\$	10 041 \$	10 597 \$	534 \$	– \$	11 131 \$
Provinces et municipalités	641	3	(3)	641	1 072	7	–	1 079
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 798	7	(160)	5 645	5 810	15	(146)	5 679
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 331	17	(4)	10 344	8 480	33	(15)	8 498
Titres adossés à des créances hypothécaires	197	11	(1)	207	210	14	–	224
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 458	68	(4)	1 522	1 674	70	(4)	1 740
Titres non garantis par des créances	580	9	(94)	495	592	9	(104)	497
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6 049	40	(31)	6 058	5 877	46	(26)	5 897
Titres de participation	1 481	264	(13)	1 732	1 439	234	(13)	1 660
Titres de substitut de prêt	125	9	(1)	133	125	13	–	138
	36 368 \$	763 \$	(313)\$	36 818 \$	35 876 \$	975 \$	(308)\$	36 543 \$

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				31 juillet 2012			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 927 \$	513 \$	– \$	11 440 \$	10 829 \$	539 \$	(5) \$	11 363 \$
Provinces et municipalités	1 774	11	–	1 785	1 747	13	–	1 760
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	5 929	13	(157)	5 785	6 273	15	(162)	6 126
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	9 856	25	(6)	9 875	8 795	23	(7)	8 811
Titres adossés à des créances hypothécaires	253	13	(3)	263	285	7	(17)	275
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 943	61	(8)	1 996	1 994	27	(12)	2 009
Titres non garantis par des créances	932	12	(119)	825	976	8	(130)	854
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	6 806	49	(48)	6 807	8 116	47	(66)	8 097
Titres de participation	1 584	269	(18)	1 835	1 580	268	(15)	1 833
Titres de substitut de prêt	209	8	–	217	211	1	–	212
	40 213 \$	974 \$	(359) \$	40 828 \$	40 806 \$	948 \$	(414) \$	41 340 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 487 millions de dollars au 31 juillet 2013 (483 millions au 30 avril 2013; 508 millions au 31 octobre 2012; 507 millions au 31 juillet 2012).
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 36 millions de dollars, à 1 million, à un montant négligeable et à 37 millions, respectivement, au 31 juillet 2013 (43 millions, 2 millions, néant et 45 millions au 30 avril 2013; 46 millions, 2 millions, néant et 48 millions au 31 juillet 2012).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
	Profits réalisés	37 \$	51 \$	59 \$	171 \$
Pertes réalisées	(6)	(3)	(3)	(13)	(70)
Pertes de valeur	(4)	(4)	(14)	(21)	(33)
Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente	27 \$	44 \$	42 \$	137 \$	40 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 se sont chiffrés à 1 million de dollars (néant au 30 avril 2013; néant au 31 juillet 2012); les profits réalisés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 se sont chiffrés à 1 million de dollars (7 millions au 31 juillet 2012). Il n'y a eu aucune perte réalisée ni aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2013 et le 31 juillet 2012.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 31 juillet 2013, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 1 %, par rapport au 30 avril 2013, principalement en raison des achats nets de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE, contrebalancés en partie par le montant net des créances d'entités gouvernementales canadiennes arrivées à échéance. Par rapport au 31 octobre 2012, le total du coût/coût amorti a diminué de 3,8 milliards de dollars, ou 10 %, principalement en raison du montant net des créances d'entités gouvernementales canadiennes et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances arrivés à échéance ainsi que de la restructuration et du rachat de certains titres adossés à des actifs.

Au 31 juillet 2013, les profits bruts latents, qui se sont établis à 763 millions de dollars, ont diminué de 212 millions, ou 22 %, par rapport au 30 avril 2013, et de 211 millions, ou 22 %, par rapport au 31 octobre 2012. Cette diminution reflète principalement la baisse de la juste valeur attribuable à la hausse des taux d'intérêt sur certaines créances d'entités gouvernementales canadiennes.

Au 31 juillet 2013, les pertes brutes latentes de 313 millions de dollars sont demeurées constantes par rapport au 30 avril 2013, avec une légère augmentation de 5 millions. Par rapport au 31 octobre 2012, les pertes brutes latentes ont diminué de 46 millions de dollars, ou 13 %, principalement en raison des améliorations de la juste valeur des titres adossés à des actifs et des titres d'emprunt de sociétés et autres créances découlant du resserrement des écarts de taux.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 31 juillet 2013.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une perte de valeur lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos placements détenus jusqu'à leur échéance au 31 juillet 2013.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, des profits nets sur les titres disponibles à la vente de 27 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 44 millions au cours du trimestre précédent et à 42 millions au cours de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 31 millions de dollars, principalement composés des profits sur les distributions et ventes de certains titres de participation. Les profits nets réalisés sont contrebalancés en partie par des pertes de valeur de 4 millions de dollars, principalement liées à des titres de participation.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, des profits nets sur les titres disponibles à la vente de 137 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à des profits nets de 40 millions au cours de l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent principalement des profits nets réalisés de 158 millions de dollars, principalement composés des profits sur les ventes et distributions de certains titres de participation et sur les ventes et le rachat de certains titres adossés à des actifs. Les profits nets réalisés sont contrebalancés en partie par des pertes de valeur de 21 millions de dollars, principalement liées à des titres de participation.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	125 \$	6 \$	(2)\$	1 \$	(7)\$	20 \$	143 \$
Prêts aux particuliers	540	97	(122)	27	(5)	(1)	536
Prêts sur cartes de crédit	393	89	(120)	31	-	(8)	385
Prêts aux petites entreprises	73	7	(10)	2	-	-	72
	1 131	199	(254)	61	(12)	11	1 136
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	833	68	(128)	27	(10)	(7)	783
Prêts aux banques (2)	2	-	-	-	-	-	2
	835	68	(128)	27	(10)	(7)	785
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 966	267	(382)	88	(22)	4	1 921
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	-	-	-	-	-	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 057 \$	267 \$	(382)\$	88 \$	(22)\$	4 \$	2 012 \$
Évalués individuellement	268 \$	35 \$	(99)\$	22 \$	(7)\$	(3)\$	216 \$
Évalués collectivement	1 789	232	(283)	66	(15)	7	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 057 \$	267 \$	(382)\$	88 \$	(22)\$	4 \$	2 012 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	125 \$	10 \$	(6)\$	1 \$	(7)\$	2 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	538	95	(120)	22	(4)	9	540
Prêts sur cartes de crédit	402	93	(120)	27	-	(9)	393
Prêts aux petites entreprises	73	8	(10)	3	(1)	-	73
	1 138	206	(256)	53	(12)	2	1 131
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	814	82	(65)	9	(10)	3	833
Prêts aux banques (2)	2	-	-	-	-	-	2
	816	82	(65)	9	(10)	3	835
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 954	288	(321)	62	(22)	5	1 966
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	-	-	-	-	-	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 045 \$	288 \$	(321)\$	62 \$	(22)\$	5 \$	2 057 \$
Évalués individuellement	257 \$	56 \$	(40)\$	- \$	(8)\$	3 \$	268 \$
Évalués collectivement	1 788	232	(281)	62	(14)	2	1 789
Total de la provision pour pertes sur créances	2 045 \$	288 \$	(321)\$	62 \$	(22)\$	5 \$	2 057 \$

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	135 \$	19 \$	(11)\$	– \$	(8)\$	5 \$	140 \$
Prêts aux particuliers	543	109	(127)	21	(6)	1	541
Prêts sur cartes de crédit	415	105	(123)	26	–	(1)	422
Prêts aux petites entreprises	74	9	(11)	2	–	(1)	73
	1 167	242	(272)	49	(14)	4	1 176
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	819	82	(145)	10	(6)	(1)	759
Prêts aux banques (2)	33	–	(32)	–	–	1	2
	852	82	(177)	10	(6)	–	761
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 019	324	(449)	59	(20)	4	1 937
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	324 \$	(449)\$	59 \$	(20)\$	4 \$	2 028 \$
Évalués individuellement	313 \$	56 \$	(136)\$	3 \$	1 \$	(5)\$	232 \$
Évalués collectivement	1 797	268	(313)	56	(21)	9	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 110 \$	324 \$	(449)\$	59 \$	(20)\$	4 \$	2 028 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	26 \$	(13)\$	2 \$	(19)\$	23 \$	143 \$
Prêts aux particuliers	543	297	(366)	71	(12)	3	536
Prêts sur cartes de crédit	403	271	(354)	83	–	(18)	385
Prêts aux petites entreprises	72	23	(28)	7	(1)	(1)	72
	1 142	617	(761)	163	(32)	7	1 136
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	853	287	(364)	43	(33)	(3)	783
Prêts aux banques (2)	2	–	–	–	–	–	2
	855	287	(364)	43	(33)	(3)	785
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 997	904	(1 125)	206	(65)	4	1 921
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	904 \$	(1 125)\$	206 \$	(65)\$	4 \$	2 012 \$
Évalués individuellement	298 \$	213 \$	(296)\$	26 \$	(22)\$	(3)\$	216 \$
Évalués collectivement	1 790	691	(829)	180	(43)	7	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 088 \$	904 \$	(1 125)\$	206 \$	(65)\$	4 \$	2 012 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	112 \$	44 \$	(20)\$	1 \$	(26)\$	29 \$	140 \$
Prêts aux particuliers	557	334	(377)	62	(17)	(18)	541
Prêts sur cartes de crédit	415	313	(381)	76	–	(1)	422
Prêts aux petites entreprises	75	32	(37)	6	(1)	(2)	73
	1 159	723	(815)	145	(44)	8	1 176
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (1)	775	216	(226)	31	(30)	(7)	759
Prêts aux banques (2)	33	–	(32)	–	–	1	2
	808	216	(258)	31	(30)	(6)	761
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 967	939	(1 073)	176	(74)	2	1 937
Provision pour engagements hors bilan et autres (3)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	939 \$	(1 073)\$	176 \$	(74)\$	2 \$	2 028 \$
Évalués individuellement	252 \$	151 \$	(172)\$	16 \$	(11)\$	(4)\$	232 \$
Évalués collectivement	1 806	788	(901)	160	(63)	6	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 058 \$	939 \$	(1 073)\$	176 \$	(74)\$	2 \$	2 028 \$

(1) Comprend une provision pour pertes sur créances de 5 millions de dollars relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs au 31 juillet 2013 (4 millions au 30 avril 2013; 5 millions au 31 octobre 2012; 4 millions au 31 juillet 2012).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(3) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte dans les Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 024 \$	1 211 \$	299 \$	4 534 \$	2 677 \$	1 331 \$	353 \$	4 361 \$
Prêts de gros	423	277	17	717	490	304	17	811
Total	3 447 \$	1 488 \$	316 \$	5 251 \$	3 167 \$	1 635 \$	370 \$	5 172 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				31 juillet 2012			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 954 \$	1 350 \$	393 \$	4 697 \$	2 990 \$	1 239 \$	385 \$	4 614 \$
Prêts de gros	416	221	–	637	446	199	–	645
Total	3 370 \$	1 571 \$	393 \$	5 334 \$	3 436 \$	1 438 \$	385 \$	5 259 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
	Prêts de gros			
Prêts aux entreprises (2)	810 \$	865 \$	981 \$	821 \$
Prêts aux banques (3)	3	3	2	2
Total	813 \$	868 \$	983 \$	823 \$

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 841 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 (875 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013; 914 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2012). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 887 millions de dollars (918 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012).
- (2) Au 31 juillet 2013, comprend des soldes de prêts évalués individuellement comme étant douteux d'un montant brut de 40 millions de dollars (42 millions au 30 avril 2013; 50 millions au 31 octobre 2012; 51 millions au 31 juillet 2012) et d'un montant net de 35 millions (38 millions au 30 avril 2013; 45 millions au 31 octobre 2012; 47 millions au 31 juillet 2012), relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	
Actif								
Instruments dérivés	713 \$	1 250 \$	131 \$	75 752 \$	767 \$	1 622 \$	173 \$	91 131 \$
Passif								
Instruments dérivés	432	474	27	79 445	690	292	92	96 591
Instruments non dérivés	–	–	17 238	–	–	–	16 959	–

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				31 juillet 2012			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	
Actif								
Instruments dérivés	837 \$	1 894 \$	5 \$	88 557 \$	952 \$	1 926 \$	192 \$	100 187 \$
Passif								
Instruments dérivés	680	284	144	95 653	767	337	26	107 689
Instruments non dérivés	–	–	16 777	–	–	–	16 835	–

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2013			le 30 avril 2013			le 31 juillet 2012		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)									
Couvertures de la juste valeur									
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(617) \$	s.o. \$	s.o. \$	185 \$	s.o. \$	s.o. \$	231 \$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	580	s.o.	s.o.	(201)	s.o.	s.o.	(247)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(37)	s.o.	s.o.	(16)	s.o.	s.o.	(16)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	17	s.o.	s.o.	(17)	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	178	s.o.	s.o.	(73)	s.o.	s.o.	49
Reclassées en résultat au cours de la période	s.o.	11	s.o.	s.o.	11	s.o.	s.o.	(12)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	–	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	554	s.o.	s.o.	170	s.o.	s.o.	244
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(358)	s.o.	s.o.	(95)	s.o.	s.o.	(124)
	(19)\$	11 \$	374 \$	(33)\$	11 \$	2 \$	(16)\$	(12)\$	169 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2013			le 31 juillet 2012		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(720)\$	s.o. \$	s.o. \$	12 \$	s.o. \$	s.o. \$
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	655	s.o.	s.o.	(76)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(65)	s.o.	s.o.	(64)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	(4)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	129	s.o.	s.o.	52
Reclassées en résultat au cours de la période	s.o.	39	s.o.	s.o.	(50)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	673	s.o.	s.o.	(31)
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(416)	s.o.	s.o.	89
	(63)\$	39 \$	386 \$	(68)\$	(50)\$	110 \$

s.o. sans objet

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	16 221 \$	28 452 \$	33 173 \$	77 846 \$	15 152 \$	31 444 \$	47 097 \$	93 693 \$
Passifs dérivés	16 693	31 770	31 915	80 378	16 267	35 952	45 446	97 665

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				31 juillet 2012			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	12 958 \$	29 957 \$	48 378 \$	91 293 \$	17 300 \$	32 247 \$	53 710 \$	103 257 \$
Passifs dérivés	14 429	35 362	46 970	96 761	18 801	38 335	51 683	108 819

Note 7 Acquisitions importantes**Activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc.**

Le 1^{er} février 2013, nous avons conclu l'acquisition des activités canadiennes de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial Inc. (Ally Canada), pour une contrepartie en espèces de 3,7 milliards de dollars. Les activités d'Ally Canada sont des activités de financement automobile bien établies et prometteuses.

Selon notre répartition préliminaire du prix d'acquisition, un montant de 12,2 milliards de dollars est attribué aux actifs, y compris des immobilisations incorporelles liées aux relations-clients de 115 millions, et un montant de 9,1 milliards est attribué aux passifs à la date d'acquisition. Le goodwill de 598 millions de dollars reflète les synergies qui devraient découler du regroupement d'entreprises, ce qui nous permettra d'accroître nos activités de financement automobile existantes et de répondre efficacement aux besoins en matière de services bancaires des concessions automobiles. Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales. Le tableau qui suit présente l'estimation préliminaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date de l'acquisition.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pourcentage d'actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition	3 717 \$
Juste valeur des actifs identifiables acquis	
Trésorerie et dépôts à des banques	1 136 \$
Valeurs mobilières	417
Prêts (1), (2)	10 293
Autres actifs (3)	345
Juste valeur des passifs repris	
Dépôts (4)	(9 033)
Autres passifs	(39)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	3 119 \$
Goodwill	598
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	3 717 \$

(1) La juste valeur estimative des prêts reflète les pertes sur créances prévues à la date d'acquisition. Le montant brut des créances contractuelles s'élève à 10 538 millions de dollars.

(2) Après l'acquisition, nous avons vendu des prêts d'une valeur comptable de 197 millions de dollars, ce qui s'est traduit par une perte de 1 million.

(3) Les autres actifs comprennent 115 millions de dollars de listes de clients et de relations-clients qui sont amorties selon le mode linéaire sur une durée d'utilité estimative de 10 ans.

(4) Les dépôts comprennent une tranche de 5,1 milliards de dollars liée aux structures de titrisation consolidées, dont un montant de 3,4 milliards a été remboursé après l'acquisition.

Depuis la date d'acquisition, Ally Canada nous a permis d'augmenter nos revenus et notre bénéfice net consolidés de 150 millions de dollars et de 39 millions, respectivement. Si le regroupement d'entreprises avait pris effet le 1^{er} novembre 2012, les trois mois supplémentaires de propriété d'Ally Canada auraient permis d'ajouter à nos résultats des revenus et un bénéfice net consolidés d'environ 70 millions de dollars et de 18 millions, respectivement, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013.

Tous les résultats des activités sont inclus dans notre secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et le goodwill est attribué à notre unité génératrice de trésorerie Services bancaires canadiens.

Services aux investisseurs et trésorerie

Le 27 juillet 2012, nous avons conclu l'acquisition de la participation de 50 % que nous ne détenions pas déjà dans RBC Dexia Investor Services Limited (RBC Dexia). Se reporter à la note 12 de nos états financiers consolidés annuels de 2012 pour obtenir les détails de la transaction, y compris la répartition préliminaire du prix d'achat. Au cours du deuxième trimestre, nous avons révisé notre répartition préliminaire du prix d'acquisition. Par conséquent, nous avons réduit de 118 millions de dollars la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux logiciels, ce qui a été partiellement contrebalancé par une augmentation de 22 millions des actifs d'impôt différé et autres actifs. Ces changements se traduisent par la comptabilisation d'un goodwill de 96 millions de dollars, qui reflète la valeur stratégique de la propriété exclusive de RBC Dexia et de ses activités complémentaires. Le goodwill ne devrait pas être déductible à des fins fiscales.

Tous les résultats des activités sont inclus dans notre secteur Services aux investisseurs et trésorerie et le goodwill est attribué à notre unité génératrice de trésorerie Services aux investisseurs et trésorerie. Les ajustements ont été appliqués de façon prospective.

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2013				30 avril 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	109 039 \$	15 315 \$	66 465 \$	190 819 \$	106 952 \$	15 309 \$	65 320 \$	187 581 \$
Entreprises et gouvernements	141 942	1 676	196 921	340 539	136 913	1 447	190 248	328 608
Banques	6 014	9	8 832	14 855	5 590	7	9 461	15 058
	256 995 \$	17 000 \$	272 218 \$	546 213 \$	249 455 \$	16 763 \$	265 029 \$	531 247 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	58 538 \$	3 105 \$	– \$	61 643 \$	57 699 \$	3 114 \$	– \$	60 813 \$
États-Unis	1 448	9	–	1 457	1 485	8	–	1 493
Europe (5)	4 264	1	–	4 265	3 334	1	–	3 335
Autres pays	4 290	579	–	4 869	3 846	541	–	4 387
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	154 379	9 436	219 703	383 518	149 969	9 388	213 901	373 258
États-Unis	3 127	573	38 828	42 528	3 131	572	38 136	41 839
Europe (5)	27 941	42	7 138	35 121	26 623	42	6 346	33 011
Autres pays	3 008	3 255	6 549	12 812	3 368	3 097	6 646	13 111
	256 995 \$	17 000 \$	272 218 \$	546 213 \$	249 455 \$	16 763 \$	265 029 \$	531 247 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2012				31 juillet 2012			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	104 079 \$	13 893 \$	61 530 \$	179 502 \$	101 758 \$	13 497 \$	61 443 \$	176 698 \$
Entreprises et gouvernements	128 943	1 393	182 546	312 882	126 459	1 335	180 467	308 261
Banques	4 621	18	11 196	15 835	4 305	7	13 533	17 845
	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$	232 522 \$	14 839 \$	255 443 \$	502 804 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	55 133 \$	2 836 \$	– \$	57 969 \$	54 670 \$	2 673 \$	– \$	57 343 \$
États-Unis	1 188	6	–	1 194	1 198	4	–	1 202
Europe (5)	3 935	1	–	3 936	3 021	1	–	3 022
Autres pays	3 332	439	–	3 771	3 311	351	–	3 662
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	138 276	8 270	204 507	351 053	134 958	8 041	201 786	344 785
États-Unis	3 410	584	33 303	37 297	3 630	588	34 746	38 964
Europe (5)	29 143	50	10 072	39 265	27 944	43	10 853	38 840
Autres pays	3 226	3 118	7 390	13 734	3 790	3 138	8 058	14 986
	237 643 \$	15 304 \$	255 272 \$	508 219 \$	232 522 \$	14 839 \$	255 443 \$	502 804 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 juillet 2013, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 125 milliards de dollars (116 milliards au 30 avril 2013; 114 milliards au 31 octobre 2012; 106 milliards au 31 juillet 2012).
- (4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.
- (5) L'Europe comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	60 469 \$	56 743 \$	55 274 \$	56 086 \$
De 3 à 6 mois	16 582	27 918	22 493	22 937
De 6 à 12 mois	47 328	44 221	43 286	39 167
De 1 an à 2 ans	53 870	49 830	49 920	50 071
De 2 à 3 ans	30 810	26 700	24 011	24 717
De 3 à 4 ans	16 924	21 684	21 134	28 238
De 4 à 5 ans	23 739	17 151	18 568	14 652
Plus de 5 ans	22 496	20 782	20 586	19 575
	272 218 \$	265 029 \$	255 272 \$	255 443 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	239 000 \$	231 000 \$	223 000 \$	223 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les charges au titre de ces régimes d'avantages sont présentées dans le tableau suivant.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012
Coût des services rendus	73 \$	73 \$	57 \$	11 \$	11 \$	8 \$
Coût financier	103	103	103	18	18	19
Rendement prévu de l'actif des régimes	(135)	(135)	(121)	–	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette (du gain actuariel net)	12	12	–	1	1	1
Réduction du régime	–	–	–	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	53	53	39	30	30	28
Charge au titre des régimes à cotisations définies	29	26	15	–	–	–
	82 \$	79 \$	54 \$	30 \$	30 \$	28 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Coût des services rendus	219 \$	167 \$	31 \$	20 \$
Coût financier	309	310	54	57
Rendement prévu de l'actif des régimes	(405)	(364)	–	–
Amortissement de la perte actuarielle nette (du gain actuariel net)	36	–	3	1
Réduction du régime	–	–	–	(5)
Charge au titre des régimes à prestations définies	159	113	88	73
Charge au titre des régimes à cotisations définies	90	66	–	–
	249 \$	179 \$	88 \$	73 \$

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Le 2 juillet 2013, nous avons racheté la totalité des 8,5 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AH émises et en circulation, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 26,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés. Ce montant comprend le prix d'émission initial de 25,00 \$ l'action plus une prime de rachat de 1,00 \$ l'action.

Le 6 juin 2013, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 5 % échéant le 6 juin 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 13 mars 2013, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 4,84 % échéant le 11 mars 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 6 décembre 2012, nous avons émis 2 milliards de dollars de débetures subordonnées. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 2,99 % par année jusqu'au 6 décembre 2019 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,10 % jusqu'à leur échéance le 6 décembre 2024.

Le 1^{er} novembre 2012, nous avons émis 300 millions de dollars de Trinité-et-Tobago (47 millions de dollars) de débetures subordonnées à Trinité-et-Tobago. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 4,75 % par année jusqu'à leur échéance le 1^{er} novembre 2027.

Le tableau suivant présente les variations des nos actions ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2013		le 30 avril 2013		le 31 juillet 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	–	– \$	1 270	66 \$
Options sur actions exercées (2)	492	25	194	8	188	7
Rachetées aux fins d'annulation (3)	(4 686)	(46)	(2 089)	(21)	–	–
	(4 194)	(21)\$	(1 895)	(13)\$	1 458	73 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2013		le 31 juillet 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	3 752	187 \$
Options sur actions exercées (2)	1 650	77	2 172	82
Rachetées aux fins d'annulation (3)	(6 775)	(67)	–	–
	(5 125)	10 \$	5 924	269 \$

(1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2013, le 30 avril 2013 et le 31 janvier 2013, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2012, le 30 avril 2012 et le 31 janvier 2012, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.

(2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, nous avons acheté aux fins d'annulation 5 millions d'actions ordinaires (2 millions au cours du trimestre clos le 30 avril 2013) à un coût moyen de 59,91 \$ (61,31 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2013) par action. La valeur comptable s'élève à 9,95 \$ (9,94 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2013) par action. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, nous avons acheté aux fins d'annulation 7 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 60,34 \$ par action. La valeur comptable s'élève à 9,94 \$ par action.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2013	le 30 avril 2013	le 31 juillet 2012	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2012
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	2 304 \$	1 936 \$	2 240 \$	6 310 \$	5 628 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	(51)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2 304	1 936	2 240	6 310	5 679
Dividendes sur actions privilégiées	(63)	(64)	(64)	(192)	(193)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(25)	(24)	(24)	(74)	(74)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 216	1 848	2 152	6 044	5 412
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 350	1 445 238	1 443 457	1 444 686	1 441 488
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,54 \$	1,28 \$	1,49 \$	4,18 \$	3,75 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	–	–	(0,03)
Total	1,54 \$	1,28 \$	1,49 \$	4,18 \$	3,72 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies	2 216 \$	1 848 \$	2 152 \$	6 044 \$	5 412 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	14	13	14	40	40
Bénéfice net lié aux activités poursuivies disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 230	1 861	2 166	6 084	5 452
Perte nette liée aux activités abandonnées disponible pour les actionnaires ordinaires	–	–	–	–	(51)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 350	1 445 238	1 443 457	1 444 686	1 441 488
Options sur actions (1)	2 187	2 285	1 352	2 191	1 631
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	1	92	405	99	447
Actions échangeables (2)	20 453	20 393	24 299	20 805	24 398
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 465 991	1 468 008	1 469 513	1 467 781	1 467 964
Bénéfice (perte) dilué par action					
Activités poursuivies (en dollars)	1,52 \$	1,27 \$	1,47 \$	4,15 \$	3,71 \$
Activités abandonnées (en dollars)	–	–	–	–	(0,03)
Total	1,52 \$	1,27 \$	1,47 \$	4,15 \$	3,68 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours au 30 avril 2013; un nombre moyen d'options en cours de 7 531 601 ayant un prix d'exercice moyen de 53,97 \$ au 31 juillet 2012). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (un nombre moyen d'options en cours de 7 583 306 ayant un prix d'exercice moyen de 53,97 \$ au 31 juillet 2012).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités**Garanties et engagements**

Nous avons recours à des garanties et à d'autres instruments de crédit hors bilan afin de répondre aux besoins de financement de nos clients.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de notre risque maximal de pertes sur créances lié aux garanties et aux engagements que nous avons fournis à des tiers. Le risque de crédit maximal lié à une garantie est le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison d'actifs détenus en garantie ou affectés en garantie. Le risque maximal de crédit lié à un engagement de prêt correspond au montant intégral de l'engagement. Dans les deux cas, le risque maximal est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif dans nos bilans consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	Risque maximal de pertes sur créances			
	Au			
	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
Garanties financières				
Lettres de crédit de soutien financier	14 292 \$	14 158 \$	14 683 \$	13 662 \$
Engagements de crédit				
Facilités de garantie de liquidités	30 801	28 882	30 317	29 108
Rehaussements de crédit	3 508	3 647	3 708	3 607
Lettres de crédit documentaire	163	135	186	223
Autres engagements de crédit	113 284	102 984	94 198	90 106
Autres engagements				
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres	59 320	60 592	56 141	54 626
Garanties de bonne fin	5 068	4 776	5 396	5 284

Actifs donnés en garantie et actifs affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons en garantie des actifs et concluons des conventions d'affectation d'actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie et aux actifs affectés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les actifs donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le montant des actifs donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessous. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,0 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (3,4 milliards au 30 avril 2013; 3,0 milliards au 31 juillet 2012). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, nous avons donné en moyenne des actifs de 3,0 milliards de dollars en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour (3,3 milliards au 31 juillet 2012).

Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalente des actifs donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 juillet 2013, au 30 avril 2013, au 31 octobre 2012 et au 31 juillet 2012.

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs et des actifs détenus ou donnés de nouveau en garantie sont présentés dans le tableau ci-dessous:

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2013	30 avril 2013 (1)	31 octobre 2012 (1)	31 juillet 2012 (1)
Sources d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie				
Actifs de la Banque				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	104 \$	129 \$	94 \$	186 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	82	81	424	305
Garanties en espèces de titres empruntés	6 538	6 848	4 818	4 764
Prêts	66 434	66 347	65 077	59 577
Valeurs mobilières	45 472	50 179	38 438	38 763
Autres actifs	12 634	14 859	19 411	20 793
	131 264 \$	138 443 \$	128 262 \$	124 388 \$
Actifs des clients				
Biens reçus en garantie et disponibles à la vente ou à la remise en garantie	174 970 \$	174 774 \$	166 642 \$	157 831 \$
Moins : actifs non vendus ou qui n'ont pas été donnés de nouveau en garantie	(57 982)	(55 365)	(53 217)	(47 681)
	116 988 \$	119 409 \$	113 425 \$	110 150 \$
	248 252 \$	257 852 \$	241 687 \$	234 538 \$
Utilisations d'actifs donnés en garantie et affectés en garantie				
Titres prêtés	21 535 \$	19 650 \$	17 775 \$	17 562 \$
Titres empruntés	32 491	31 027	30 011	33 159
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 473	49 628	40 756	43 562
Engagements afférents à des titres prêtés ou vendus en vertu de conventions de rachat	59 781	65 044	58 943	49 324
Titrisation	51 827	53 765	51 959	49 285
Obligations couvertes	13 734	11 789	13 276	10 451
Transactions sur dérivés	15 038	19 705	22 124	24 905
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 331	2 217	2 608	2 672
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	5 042	5 027	4 235	3 587
Autres	-	-	-	31
	248 252 \$	257 852 \$	241 687 \$	234 538 \$

(1) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Note 12 Garanties, engagements, actifs donnés en garantie et éventualités (suite)**Litiges**

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales ont fait et font l'objet de différentes plaintes et enquêtes dans divers territoires. La direction reçoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de les résoudre au mieux des intérêts de la Banque. Nos procédures judiciaires importantes sont décrites ci-dessous. Nous nous défendons vigoureusement dans chacun de ces litiges.

Enquêtes et litiges relatifs au LIBOR

Diverses autorités de réglementation et autorités en matière de concurrence et d'exécution de la loi dans le monde, y compris au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis, mènent des enquêtes liées à certaines soumissions effectuées dans le passé par un groupe de banques relativement à la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) libellé en dollars américains). Étant donné que la Banque Royale du Canada est un membre de certains comités du LIBOR, y compris du comité du LIBOR libellé en dollars américains, nous avons fait l'objet de demandes d'information réglementaires et nous collaborons à ces enquêtes. En outre, la Banque Royale du Canada et d'autres banques du comité du LIBOR libellé en dollars américains ont été désignées comme défenderesses dans des litiges de droit privé engagés aux États-Unis concernant la fixation du LIBOR, y compris dans un certain nombre de recours collectifs qui ont été regroupés devant le tribunal de district des États-Unis du district sud de New York (le tribunal). Les plaintes dans ces actions font état de revendications à notre encontre et à l'encontre d'autres banques du comité en vertu de diverses lois américaines, y compris la législation antitrust américaine, la Commodity Exchange Act des États-Unis et la loi de l'État. En mars 2013, le tribunal a rejeté les plaintes pour fraude et violation des lois antitrust fédérales de certains demandeurs du comité du LIBOR libellé en dollars américains, ainsi qu'une partie de leurs plaintes formulées en vertu de la Commodity Exchange Act (CEA). Le tribunal a refusé de rejeter certaines autres plaintes formulées en vertu de la CEA et a refusé d'exercer sa compétence à l'égard des plaintes en vertu de la common law et des lois de certains États. Les demandeurs auront la possibilité de plaider de nouveau certaines plaintes qui ont été rejetées. Selon les éléments connus à ce jour, il nous est impossible pour le moment de prédire la résolution de ces enquêtes réglementaires et de ces litiges de droit privé, ni le moment auquel ils seront réglés et l'incidence éventuelle sur la Banque Royale du Canada.

Litiges relatifs à la CFTC

La Banque Royale du Canada est devenue défenderesse dans une poursuite en responsabilité intentée par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) des États-Unis. Le libellé de la poursuite allègue que certaines transactions entre sociétés liées étaient en fait des transactions fictives inappropriées, qui ont été effectuées à l'abri de la concurrence. En outre, la plainte allègue que nous avons fait délibérément des déclarations fausses, fictives ou frauduleuses à la Chicago Mercantile Exchange quant à la manière dont nous prévoyions structurer ces transactions et à la manière dont nous l'avons fait. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. Cependant, nous réfutons totalement ces allégations. À l'heure actuelle, la direction estime que le règlement final de cette poursuite n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin

La Banque Royale du Canada est défenderesse dans le cadre d'un recours relativement au rôle que nous avons joué dans des transactions portant sur des placements réalisés par un certain nombre de districts scolaires du Wisconsin dans certains titres garantis par des créances. Ces transactions ont également fait l'objet d'une enquête réglementaire. Bien que nous ayons conclu un accord avec la Securities and Exchange Commission en septembre 2011, dont le montant a été versé aux districts scolaires par l'intermédiaire d'un fonds d'indemnisation, le recours se poursuit. Il nous est impossible de prédire le dénouement de ces procédures, ni le moment auquel elles seront réglées. La direction estime toutefois que le règlement final de ce litige n'aura pas d'incidence défavorable importante sur notre situation financière ni sur nos résultats opérationnels consolidés.

Autres litiges

Nous sommes défenderesse dans un certain nombre d'autres poursuites qui allèguent que certaines de nos pratiques et mesures sont inappropriées. Les poursuites portent sur diverses questions complexes, et le moment auquel elles seront réglées demeure variable et incertain. La direction est d'avis que nous parviendrons, à terme, à résoudre ces poursuites, dans la mesure où nous pouvons les évaluer, sans subir d'incidence financière importante. Il s'agit, toutefois, de questions qui font dans une large mesure appel à l'exercice du jugement, et les obligations éventuelles pouvant découler de ces poursuites pourraient influencer de façon importante sur nos résultats opérationnels pour toute période donnée.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos autres pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites, dans la mesure où nous pouvons l'évaluer, ne sera pas important à l'égard de notre situation financière ou de nos résultats opérationnels consolidés.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 445 \$	104 \$	– \$	169 \$	727 \$	(52)\$	3 393 \$
Revenus autres que d'intérêt	977	1 283	561	287	701	16	3 825
Total des revenus	3 422	1 387	561	456	1 428	(36)	7 218
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	226	10	–	–	28	3	267
Frais autres que d'intérêt	–	–	263	–	–	–	263
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 605	1 061	137	314	882	2	4 001
Charge (économie) d'impôt	1 591	316	161	142	518	(41)	2 687
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	411	80	1	38	130	(277)	383
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	1 180	236	160	104	388	236	2 304
Bénéfice net							2 304 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	34 \$	3 \$	13 \$	6 \$	127 \$	259 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	362 000 \$	22 200 \$	12 100 \$	85 000 \$	355 100 \$	14 900 \$	851 300 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							851 300 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	360 900 \$	22 100 \$	12 100 \$	85 200 \$	355 000 \$	(33 000)\$	802 300 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							802 300 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2013						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 272 \$	93 \$	– \$	162 \$	713 \$	(17)\$	3 223 \$
Revenus autres que d'intérêt	925	1 252	1 246	290	849	(16)	4 546
Total des revenus	3 197	1 345	1 246	452	1 562	(33)	7 769
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	254	(1)	–	–	40	(5)	288
Frais autres que d'intérêt	–	–	938	–	–	–	938
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 518	1 033	134	364	954	8	4 011
Charge (économie) d'impôt	1 425	313	174	88	568	(36)	2 532
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	368	88	8	21	182	(71)	596
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	1 057	225	166	67	386	35	1 936
Bénéfice net							1 936 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	33 \$	2 \$	13 \$	6 \$	123 \$	253 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	358 500 \$	21 300 \$	12 500 \$	80 700 \$	380 400 \$	14 100 \$	867 500 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							867 500 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	357 400 \$	21 200 \$	12 500 \$	80 800 \$	380 300 \$	(32 700)\$	819 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							819 500 \$

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2012

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 391 \$	98 \$	– \$	152 \$	631 \$	17 \$	3 289 \$
Revenus autres que d'intérêt	909	1 069	1 323	152	982	32	4 467
Total des revenus	3 300	1 167	1 323	304	1 613	49	7 756
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	300	–	–	–	24	–	324
Frais autres que d'intérêt	1 508	944	126	226	932	23	3 759
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 492	223	197	78	657	26	2 673
Charge (économie) d'impôt	390	67	18	27	228	(297)	433
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 102	156	179	51	429	323	2 240
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–
Bénéfice net							2 240 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	67 \$	35 \$	4 \$	10 \$	7 \$	112 \$	235 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	7	–	–	7
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	339 200 \$	22 400 \$	12 200 \$	83 300 \$	352 800 \$	14 500 \$	824 400 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							824 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	338 100 \$	22 400 \$	12 300 \$	83 300 \$	352 700 \$	(29 300)\$	779 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							779 500 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	7 031 \$	293 \$	– \$	506 \$	2 178 \$	(107)\$	9 901 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 833	3 779	2 828	852	2 719	(15)	12 996
Total des revenus	9 864	4 072	2 828	1 358	4 897	(122)	22 897
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	721	9	–	–	177	(3)	904
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 906	–	–	–	1 906
Frais autres que d'intérêt	4 616	3 117	406	1 019	2 887	18	12 063
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 527	946	516	339	1 833	(137)	8 024
Charge (économie) d'impôt	1 170	252	26	88	595	(417)	1 714
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 357	694	490	251	1 238	280	6 310
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							–
Bénéfice net							6 310 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	222 \$	101 \$	9 \$	41 \$	18 \$	368 \$	759 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	362 000 \$	22 200 \$	12 100 \$	85 000 \$	355 100 \$	14 900 \$	851 300 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							851 300 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	360 900 \$	22 100 \$	12 100 \$	85 200 \$	355 000 \$	(33 000)\$	802 300 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							802 300 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	6 759 \$	298 \$	– \$	496 \$	1 896 \$	(126)\$	9 323 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 655	3 276	3 799	415	2 736	50	12 931
Total des revenus	9 414	3 574	3 799	911	4 632	(76)	22 254
Dotation à la provision pour pertes sur créances	869	(1)	–	–	72	(1)	939
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 851	–	–	–	2 851
Frais autres que d'intérêt	4 406	2 824	381	818	2 830	28	11 287
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 139	751	567	93	1 730	(103)	7 177
Charge (économie) d'impôt	1 085	195	47	80	559	(468)	1 498
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	3 054	556	520	13	1 171	365	5 679
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							(51)
Bénéfice net							5 628 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	195 \$	102 \$	11 \$	39 \$	20 \$	325 \$	692 \$
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	168	–	–	168
Total de l'actif lié aux activités poursuivies	339 200 \$	22 400 \$	12 200 \$	83 300 \$	352 800 \$	14 500 \$	824 400 \$
Total de l'actif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total de l'actif							824 400 \$
Total du passif lié aux activités poursuivies	338 100 \$	22 400 \$	12 300 \$	83 300 \$	352 700 \$	(29 300)\$	779 500 \$
Total du passif lié aux activités maintenant abandonnées							–
Total du passif							779 500 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 s'élève à 95 millions de dollars (101 millions au 30 avril 2013; 88 millions au 31 juillet 2012). La majoration au montant imposable équivalent pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013 s'élève à 286 millions de dollars (327 millions au 31 juillet 2012).

(4) Au cours du deuxième trimestre, le secteur Services aux investisseurs a constitué une provision au titre de la restructuration de 44 millions de dollars. La majeure partie de cette provision est liée à l'abandon de nos activités en Europe.

Note 14 Gestion du capital

Capital réglementaire et ratios de capital

Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, nous sommes tenus de calculer nos ratios de capital et notre coefficient actif-capital en nous fondant sur le cadre de l'accord de Bâle III. En vertu de l'accord de Bâle III, le capital réglementaire inclut les capitaux propres ordinaires de première catégorie, le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Les capitaux propres ordinaires de première catégorie se composent essentiellement d'actions ordinaires, de bénéfices non distribués et d'autres composantes des capitaux propres. La portée des ajustements réglementaires en vertu de l'accord de Bâle III s'est élargie pour inclure la déduction intégrale des immobilisations incorporelles (en excluant les droits de service des prêts hypothécaires), de certains actifs d'impôt différé, des actifs et passifs des régimes de retraite à prestations définies et des participations non importantes dans des entités de services bancaires, financiers et d'assurance. Le capital de première catégorie a été redéfini et comprend essentiellement les capitaux propres ordinaires de première catégorie et d'autres éléments composés d'instruments de capital comme certaines actions privilégiées, ainsi que certaines participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales. Le capital de deuxième catégorie inclut les débetures subordonnées qui répondent à certains critères et certaines provisions pour pertes sur prêts. Le capital total représente la somme des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie. Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Note 14 Gestion du capital (suite)

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon les objectifs, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 %, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 6 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 8 %. De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Au cours du troisième trimestre de 2013, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

	Accord de Bâle III		Accord de Bâle II	
	Au			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 octobre 2012	31 juillet 2012
Capital				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	29 048 \$	28 288 \$	s.o. \$	s.o. \$
Capital de première catégorie	35 702	34 942	36 807	36 160
Capital total	43 180	43 527	42 347	41 698
Actif pondéré en fonction des risques				
Risque de crédit	233 527 \$	231 264 \$	209 559 \$	208 826 \$
Risque de marché	37 933	37 850	30 109	28 692
Risque opérationnel	43 344	42 323	40 941	40 900
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	314 804 \$	311 437 \$	280 609 \$	278 418 \$
Ratios de capital et coefficients				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,2 %	9,1 %	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie	11,3 %	11,2 %	13,1 %	13,0 %
Ratio du capital total	13,7 %	14,0 %	15,1 %	15,0 %
Coefficient actif-capital ⁽¹⁾	16,8 X	16,6 X	16,7 X	16,7 X

(1) Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire en vertu des lignes directrices du BSIF. La méthode transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
s.o. sans objet

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels
internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgewater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni



Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394 (appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2013

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 23 avril 23 juillet 22 octobre	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2012, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2013

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	29 août
Quatrième trimestre	5 décembre

Assemblée annuelle pour 2014

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le mercredi 26 février 2014 au Metro Toronto Convention Centre, North Building, 255 Front Street West, Toronto (Ontario) M5J 2W6 Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.